

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14452 - 8 F

MERCREDI 17 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Le retour de M. Diouri

M. ABDELMOUEN DIOURI est de retour en France. Il avait été expulsé, le 20 juin au soir, à la suite de son séjour à Rabat, sous les feux des projecteurs. Entre-temps, le tribunal administratif de Paris avait jugé qu'il n'y avait pas d'urgence absolue, comme l'avait prétendu le gouvernement français, à expulser l'opposant marocain, confiné dans un hôtel de luxe de la capitale gabonaise.

Peut-être n'était-il pas superflu que M. Diouri soit ainsi maintenu sous haute surveillance, car il y avait, à Libreville, nombre de gens, notamment des compatriotes, qui ne lui voulaient pas que du bien. « J'étais en résidence surveillée, pas en prison », a-t-il reconnu. De même, ce violent détracteur du pouvoir français qui s'était toujours senti menacé a-t-il voulu entourer son retour en France d'un maximum de garanties.

En attendant que le Conseil d'Etat se prononce, en appel, sur le fond de l'affaire à la demande du gouvernement français, M. Diouri est, de nouveau, libre de ses mouvements. Son souci immédiat est de se lever, autant que possible, de toutes les accusations qui ont été portées contre lui sans qu'il ait eu les moyens de se défendre directement. M. Mourad Oussedik, son avocat, a jugé que, pour cela, son client doit prendre suffisamment de recul et assuré, en outre, qu'il ferait, désormais, preuve de « pondération, voire de réserve ».

Affairiste, et écrivain à ses heures, cet opposant imprévisible et habile a-t-il été un peu « sonné » par « l'épreuve très difficile » qu'il vient de traverser ? Toujours est-il qu'il s'est répandu devant son retour en propos évasifs. Ainsi a-t-il promis de « se ranger du côté des lois », de s'y conformer « absolument et définitivement ». Quant à la parution de son livre brûlot, intitulé « A qui appartient le Maroc ? », prévue, à l'automne, aux éditions L'Harmattan, « s'il y a une loi qui l'interdit, a-t-il promis, j'irai le publier ailleurs ». On ne saurait mieux dire...

Le gouvernement français, qui a mal géré cette affaire, aurait-il donc réussi à ramener M. Diouri à de meilleurs sentiments ? Si tel était le cas, les moyens employés auraient été largement disproportionnés par rapport à l'enjeu. Ainsi ont été portés sur le devant de la scène un homme et un livre qui ne méritaient probablement pas pareil tapage.

M. Diouri n'entend pas, pour autant, interrompre ses activités politiques. Mele peut-être s'y prendra-t-il un peu différemment pour plaider la cause de la démocratie dans son pays d'origine ? A toutes fins utiles, M. Philippe Marchand, le ministre de l'Intérieur, s'est dit prêt à le « sanctionner » s'il venait, de nouveau, à menacer ses obligations de réserve qui s'imposent, « de facto », aux réfugiés politiques.

Pour l'heure, Hassan II a tout lieu d'être satisfait de la manière dont Paris a répondu à ses sollicitations. On ne voit pas qu'il puisse pousser beaucoup plus loin l'avantage. L'instauration de la démocratie et la sauvegarde des droits de l'homme au Maroc continueront de figurer à l'ordre du jour, même si l'aventure de M. Diouri devait tourner court.

M0147 - 0717 0 - 6,00 F



## La demande d'aide présentée au sommet du G7 à Londres

### Le plaidoyer soviétique laisse sceptiques les dirigeants des grands pays industrialisés

Les chefs d'Etat et de gouvernement des sept grands pays industrialisés, réunis à Londres, devaient publier mardi après-midi 16 juillet une déclaration politique consacrée notamment au contrôle des ventes d'armes. Les dirigeants des Sept devaient aussi recommander un maintien des sanctions contre l'Irak tant que ce pays n'appliquera pas les résolutions des Nations unies. Le président Bush n'a pas exclu la conclusion mercredi, en marge du sommet, d'un accord sur la limitation des armements stratégiques (START). En attendant l'arrivée de M. Gorbatchev mardi soir à Londres, les Sept devaient poursuivre leurs discussions sur l'aide à l'URSS.

### Mikhaïl Gorbatchev, l'équilibriste

par Daniel Vernet

Mikhaïl Gorbatchev arrive à Londres dans une situation paradoxale. Il sera à la fois plus faible et plus fort qu'il ne l'a jamais été pour négocier avec les sept Grands. C'est en effet en président d'un pays au bord de la ruine qu'il rend une visite pour laquelle l'invitation a été moins que spontanée. Pour avoir le droit de rencontrer ses collègues après que ceux-ci auront fini de parler des choses sérieuses ou supposées telles, le « chef du Kremlin » a dû

se placer dans la position peu enviable du solliciteur.

« Chef du Kremlin », l'expression consacrée est d'ailleurs devenue équivoque. Car dans les bureaux du Kremlin, ancienne forteresse qui fut traditionnellement le lieu du pouvoir, s'est installé un autre président, Boris Eltsine, qui régit « seulement » sur la Russie - la République la plus puissante de l'URSS - mais qui a sur Mikhaïl Gorbatchev l'avantage inédit d'avoir été désigné démocratiquement.

Lire la suite page 6



Lire également

■ Le président soviétique demandera aux Sept de soutenir des actions économiques ciblées

par DOMINIQUE DHOMBRES et PHILIPPE LEMAITRE

■ L'URSS pourra-t-elle honorer ses dettes ?

par FRANÇOISE LAZARE

page 6

## Réveiller la démocratie française

La crise politique et institutionnelle n'est pas inéluctable : des remèdes existent

par Alain Duhamel

Les trois premières années du second septennat de François Mitterrand ont été marquées par une crise chronique, parfois même aiguë, de la société politique. Taux d'abstention humilants, vide idéologique intégral, litanie nauséabonde des « affaires », fuite des militants, rejet du monde politique : c'était le grand sommeil de la démocratie. Cette séquence délé-

tière s'achève. Après un cycle de léthargie et de mépris du politique, une nouvelle période s'ouvre. Les quatre années qui viennent vont être dominées par les échéances électorales : locales l'an prochain, législatives dans vingt mois, présidentielle en 1995.

Déjà, les premiers signes d'un réveil se manifestent. Le remplacement de Michel Rocard par Edith Cresson à la tête du gouvernement marque la fin d'une phase de ges-

tion dialoguée et de réformes graduelles, ainsi que la réorientation d'un affrontement bipolaire plus simpliste, plus bruyant mais plus mobilisateur. Des deux côtés, on recrute, on s'arme et on manœuvre. De 1988 à 1991, le débat s'était civilisé et assoupi. Il redevenait sommaire et entraînant. Le président de la République somme le rassemblement au sein de la majorité.

Lire la suite page 9

## Un nouveau géant de la banque américaine

La fusion de Chemical Bank et de Manufacturers Hanover, deux des grands établissements new-yorkais, va donner naissance au deuxième groupe bancaire américain derrière Citicorp. Le nouvel établissement, doté de 135 milliards de dollars d'actifs, mais qui se place encore loin derrière les banques japonaises, emploiera trente-neuf mille personnes, compte tenu des suppressions d'emplois prévues, qui se monteront à six mille deux cents.

Lire page 17 l'article de SERGE MARTI

## Le débat sur l'immigration

■ Etats-Unis : la tête du client, par MARIE-CLAUDE DECAMPS ■ Canada : une terre d'asile, par MARTINE JACOT ■ Suisse : les dangers des quotas, par JEAN-CLAUDE BUHRER

Lire page 8

■ La France perd-elle la tête ? par ALAIN TOURAINE ■ « Ghettos », un mot de trop, par LOIC J. D. WACQUANT et SOPHIE BODY-GENDROT

Lire page 2

## DIDIER DECOIN



EDITIONS DU SEUIL

## Le livre des Merveilles

Les gravures rupestres des Alpes-Maritimes commencent à être interprétées comme un tout cohérent

par Yvonne Rebeyrol

Plus de cent mille gravures ont été martelées au début de l'âge du bronze (entre 1800 et 1500 avant Jésus-Christ) sur les parois, les dalles et les rochers de deux hautes vallées situées entre 2 200 mètres et 2 600 mètres d'altitude de part et d'autre du mont Bego, au-dessus de Tende (Alpes-Maritimes) : la vallée des Merveilles et son « annexe », la vallée de Fontanella, trop souvent négligée, mais indispensable complément de sa célèbre voisine.

Le colloque de quelque cent spécialistes réuni à Tende du 5 au 11 juillet a été l'occasion d'entendre la première explication cohérente de cet extraordinaire ensemble rupestre. Ainsi peut-on désormais commencer à situer les gravures du mont Bego dans le vaste cadre du monde indo-européen, tel que Georges Dumézil avait su le retrouver de l'Inde à la Bretagne par l'étude globale des iconographies, des époptes et des mythes, anciens et moins anciens, qui sont parvenus jusqu'à nous.

Certes, les gravures du mont Bego ont été signalées dès le dix-septième siècle et reconnues comme œuvres préhistoriques en

1877 par Emile Rivière. Certes, elles ne sont pas seules de leur espèce dans le monde alpin : il ne faut pas oublier, en effet, les quelque trois cent mille gravures du Valcamonica (province de Brescia, Italie) qu'étudie depuis 1957 Emmanuel Anati (Cnrs) Camuno di Stadi Preistorici, Capo di Ponte, province de Brescia).

Certes, Henry de Lumley, professeur au Musée de l'Homme (Muséum national d'histoire naturelle), et ses remarquables équipes de chercheurs - souvent bénévoles - font, depuis 1967, dans des conditions très difficiles, le relevé systématique des gravures du mont Bego et y ont reconnu une « montagne sacrée ». Mais il a fallu que Henry de Lumley veuille, à juste titre, nuire le colloque de Tende par un hommage à Georges Dumézil pour qu'il fasse appel, en avril dernier, à Emile Masson (Cnrs).

Cette épigraphiste d'origines yougoslave, grâce au fil conducteur qu'a été pour elle la méthode de Georges Dumézil, a expliqué récemment des rites et des croyances hititites figurant sur les bas-reliefs rupestres de Yazılıkaya (Turquie) aussi bien que dans des textes.

Lire la suite page 15

## Un emprunt du Koweït

Le pays de l'émir Jaber recherche 200 milliards de francs.

page 22

Prix : + 0,2 % en juin

La France obtient un meilleur résultat que l'Allemagne.

page 26

## M. Juppé et les accords de Matignon

Le secrétaire général du RPR déclare qu'il respectera la nouvelle donne calédonnienne.

page 9

## Les devoirs de Mozart

A Aix-en-Provence, un « Singpiel » philharmonique composé à l'âge de onze ans.

page 12

## Abandons dans le Tour de France

Bruekin à son tour atteint par un mal étrange.

page 11

## SCIENCES • MÉDECINE

■ Les détournements d'un antalgique. ■ La science de l'Est en déroute.

pages 15 et 16

Le sommaire complet se trouve page 26



## DÉBATS

## Immigration-intégration

## La France perd-elle la tête ?

par Alain Touraine

La France est-elle en train de perdre la tête et de se lancer dans une chasse dégradante au bouc émissaire ? Des déclarations venues de personnalités politiques de premier plan, Jacques Chirac et Edith Cresson en particulier, obligent à s'interroger. Face à cette évolution dangereuse, les déclarations antiracistes sur l'égalité de tous les hommes semblent peu, et P. A. Taguieff a même eu raison d'en dénoncer l'ambiguïté. Mais la démarche la plus normale et la plus utile n'est-elle pas celle de la connaissance ?

Que se passe-t-il ? L'insertion sociale, l'assimilation culturelle, l'intégration nationale des étrangers ou gens d'origine étrangère récente, s'effectuent-elles bien ou mal ? Aujourd'hui, l'attention est attirée surtout par de graves incidents survenus dans des banlieues défavorisées.

Essayons donc de répondre à la question la plus élémentaire : qui sont ces jeunes qui participent à des désordres ou qui sont arrêtés par la police ? Sont-ils de jeunes chômeurs ou des habitants de ZUP enfermés dans leur isolement ou encore des étrangers qui résistent à l'intégration sous toutes ses formes ? Le problème est-il économique, urbain ou ethnique ? Laissons de côté les interprétations. Les comportements observables montrent, ce qui ne surprendra personne, qu'il s'agit avant tout d'une jeunesse défavorisée mais dans laquelle se trouve une proportion importante de jeunes d'origine étrangère, qu'ils aient ou non la nationalité française. La question devient donc : ces jeunes acquièrent-ils une conscience de marginaux, de défavorisés ou de groupes ethniques dominés ou encore de quartiers enfermés par la ségrégation ? Aux États-Unis, traditionnellement, les catégories ethniques ont joué un rôle prédominant et on a pu parler aussi avec raison de ghettos noirs. En France, il n'existe pratiquement pas de ghettos - à l'exception de camps de familles

de harkis - mais plutôt des zones à forte population d'origines étrangères diverses, ce qui est bien différent.

Des études menées au cours des dernières années montrent que cette jeunesse, au sein même en particulier Français d'origine, beurs et Africains, se définit surtout par ce que François Dubet a appelé la rage, qui répond à une conscience de marginalité et d'exclusion. On assiste, il est vrai, à l'apparition d'une certaine conscience d'ethnicité, mais la France n'a pratiquement pas d'équivalent des Black Muslims formés à Auckland.

Les catégories qui s'imposent à l'analyse sont donc celles d'intégration et d'exclusion. La société française a une forte capacité d'intégration. On a souvent rappelé que sa conception de la nationalité est ouverte et que 1 200 000 étrangers en dix ans sont devenus français. L'INSEE a rappelé, de son côté, l'amélioration rapide de la situation socio-professionnelle des étrangers, et il faut enfin souligner que la langue française est celle de ces jeunes et plus encore que les filles d'origine maghrébine, qui doivent franchir de grandes distances culturelles, font souvent preuve de remarquables initiatives individuelles et collectives pour y parvenir. Notre société, malgré ses propres discours, est ouverte et notre culture de masse rend de plus en plus difficile le maintien d'un isolement culturel encore fréquent entre les deux guerres.

C'est cette ouverture même et une mobilité sociale souvent sous-estimées qui produisent - comme aux États-Unis - des phénomènes d'exclusion. Ceux qui réussissent le mieux économiquement s'installent dans de nouveaux quartiers, mieux équipés ou moins isolés, et peu à peu se forment des zones de marginalité devenant permanentes. Plus une société est ouverte, plus ceux qui ne parviennent pas à s'intégrer sont isolés, alors qu'une société traditionnelle, plus fermée, comportait

en son sein des zones de marginalité limitée, des lacones, des terrains vagues. Notre politique urbaine a accentué en même temps que l'isolement la formation de ces poches d'exclusion en bâtissant des ZUC ouo reliées au centre-ville et qui ont peu à peu accentué l'isolement social des catégories défavorisées.

Le point extrême de cette véritable ségrégation est atteint lorsque la population, et plus concrètement la police, ne perçoit plus les catégories marginales ou exclues comme des victimes du chômage ou au mieux d'une difficulté culturelle mais comme des déviants, de simples délinquants. La peur s'installe alors et avec elle la répression. C'est à ce moment aussi que des jeunes, à défaut d'avoir une identité professionnelle ou économique, acquièrent une identité ethnique, créée au sens strict par les déclarations des bien-pensants dont les propos ont d'autant plus de poids qu'ils viennent de plus haut. Mais, à l'heure actuelle, cette conscience d'ethnicité reste limitée et subordonnée à une volonté d'intégration et à une conscience associée d'exclusion.

Il est donc faux d'expliquer la xénophobie actuelle par les comportements des étrangers ou immigrés. Traditionnellement, en France, c'est comme aux États-Unis, les immigrés s'assimilaient mal culturellement et s'intégraient bien socialement. Aujourd'hui, en France, c'est le contraire qui se passe, l'assimilation culturelle, en termes de langue, de vêtements, de loisirs, d'alimentation même, s'opère mieux qu'avant ; c'est l'intégration sociale et, en premier lieu, professionnelle qui s'opère mal. Le problème actuel est plus social que culturel, plus économique qu'ethnique.

## Boucs émissaires

Ce qui conduit à penser que le rejet culturel fréquent dont sont l'objet les immigrés ne s'explique pas par les comportements de ceux-ci mais par les inquiétudes de la population française. Inquiétudes portant sur l'identité nationale, malaise profond créé par un chômage élevé, résultat des politiques économiques de 1975-1985 qui ont obligé l'économie française à se redresser par l'appel à des technologies nouvelles qui n'ont pas créé d'emplois et par des investissements importants à l'étranger, ne se passe, l'assimilation culturelle, en termes de langue, de vêtements, de loisirs, d'alimentation même, s'opère mieux qu'avant ; c'est l'intégration sociale et, en premier lieu, professionnelle qui s'opère mal. Le problème actuel est plus social que culturel, plus économique qu'ethnique.

On comprend ce qu'il faut de dangereux les déclarations de personnalités politiques qui présentent la France comme envahie par des immigrants clandestins et menacée par la pression qui s'exerce à ses frontières et qu'aucune digue administrative ou policière ne pourrait longtemps contenir. La source des problèmes n'est pas dans l'incapacité des immigrés à s'intégrer dans la société française : elle est dans la désorientation de cette société. Les dirigeants qui exploitent à des fins électorales cette inquiétude, qu'il faut prendre très au sérieux, et qui excitent la chasse au bouc émissaire, commettent une lourde faute.

Qui aurait pensé, il y a quelques années encore, que le langage de Jean-Marie Le Pen se répandrait et se banaliserait à ce point ? Les responsables dans tous les domaines feraient mieux de donner aux Français une meilleure connaissance de leurs problèmes réels, de rendre les problèmes plus visibles, de renforcer la participation à la vie publique des immigrés et des habitants des quartiers défavorisés, de lutter contre le chômage des jeunes autrement que par la création de stages bédouins, de réfléchir ouvertement sur les problèmes de l'identité d'une France qui aborde une étape décisive de la création européenne. Tout ce qui renforce la capacité de connaissance et d'action de la société française ; tout ce qui favorise les débordements nationalistes et irrationalistes d'un populisme ambiant est dangereux, surtout quand ce populisme semble pénétrer jusqu'au sommet du système politique.

## « Ghetto », un mot de trop

par Loïc J.D. Wacquant et Sophie Body-Gendrot

DEPUIS plusieurs mois, les incidents dans les cités ont poussé les hommes politiques de tout bord, les médias et même certains chercheurs en sciences sociales (au demeurant pas toujours les mieux informés de la réalité du terrain) à utiliser le terme de « ghetto » pour désigner les ensembles HLM dégradés des périphéries urbaines et, par extension et amalgame, l'espace désormais hanté de la « banlieue ». Pourquoi cette soudaine manie d'évoquer pour tout et pour rien Chicago et le Bronx, Harlem et le spectre du « syndrome américain » ?

Le terme de ghetto désigne, dans les sociétés de l'Europe médiévale, un regroupement forcé de juifs dans certains quartiers. L'Église entendait protéger les chrétiens de la contamination dont ces derniers étaient supposés être porteurs (*ad scandalum evitandum*). Progressivement, sur cette ségrégation spatiale se superpose un échec de mesures discriminatoires, puis des restrictions économiques, remparts contre l'aliénation inscrite dans la structure même de l'espace.

Le ghetto noir américain, le seul qui ait jamais vu le jour outre-Atlantique (les Blancs de diverses extractions, juifs compris, n'y ont connu que des quartiers ethniques qui, même tailladés, sont restés inversés sur l'extérieur représente une réalité typologique d'une logique d'exclusion ethnico-raciale imposée par un pouvoir extérieur. Né au début du siècle sous la poussée des migrants noirs des États du sud, le ghetto est une forme urbaine spécifique qui imbrique préjugé, violence, ségrégation et discrimination en un mécanisme d'exclusion sans faille. Sous la pression de l'hostilité blanche, sanctionnée sinon activée par l'État, se développe alors dans cet espace de rejet, comprimé et infériorisé, une véritable ville noire dans la ville : la Black Metropolis de Horace Cayton et St Clair Drake.

Sous cet angle, les cités françaises, n'ont, à l'évidence, rien de ghettos : elles ne sont pas des ensembles institutionnels topographiquement séparés sous l'effet d'une contrainte ethnique ou raciale infligée par l'État. Mais le ghetto américain lui-même s'est profondément transformé depuis la seconde guerre mondiale. Il s'est vidé de la classe moyenne noire, et avec elle des institutions et des activités économiques et sociales qui lui donnaient son autonomie relative et sa force communautaire. S'apparente-t-il pour autant aux cités françaises ? Lorsqu'on marche dans East Harlem, à New York, ou dans North Philadelphia, l'image de Berlin au sortir de la guerre s'impose d'elle-même à l'esprit. Dans certaines zones, plus de la moitié des logements, condamnés depuis les émeutes raciales de 1964-65, pourrissent sur pied dans l'indifférence générale.

## Le malheur des cités américaines

Rien de tel ne s'observe dans les banlieues françaises, ni le quadrillage politique et administratif du bâti interdit une telle politique d'abandon. Un ghetto américain est une enclave de désolation urbaine et humaine qui peut dépasser par sa taille une grosse ville de province. Il faut plus de vingt minutes en voiture pour traverser celui du West Side de Chicago, qui contient à lui seul près de 300 000 habitants, et où tous les phénomènes d'exclusion, refaçonnés à travers le prisme racial, sont comme magnifiés à l'extrême.

Car la régression dans le ghetto américain ne découle pas, comme dans les cités de l'Hexagone, du seul manque cumulé de capital économique, culturel et social. C'est la question de ceux qui en sont l'opérateur principal. Le ghetto est noir (ou latino) à 96 ou 99 %. Même la petite-bourgeoisie de couleur qui parvient à s'en échapper se retrouve confinée dans des quartiers périphériques entièrement noirs.

À Chicago, neuf Noirs sur dix habitent toujours dans des zones à plus de 95 % noires. Rien à voir avec la situation des cités françaises, où se côtoient communément vingt à trente nationalités et où, à quelques exceptions près (que les médias font fréquemment passer pour typiques car elles sont bien faites pour frapper l'imagination du grand public), la majorité des habitants sont des Français blancs natifs de l'Hexagone : à 70 % aux Quatre-Milles de La Courneuve, à 60 % aux Minimes, dans les quartiers nord de Marseille ou à la Goutte-d'Or à Paris.

Mais n'est-on pas en droit d'évoquer Chicago quand il s'agit de délinquance, de la drogue et de l'in-

sécurité ? Là encore, la comparaison informée remet les choses à leur place. En bref : neuf cent cinquante homicides volontaires (principalement par armes de poing) à Chicago pour la seule année 1990, dont 75 % touchent de jeunes hommes noirs, dix-neuf mille revolvers saisis par la police, des taux de délits graves dans certains quartiers où cinq jeunes sur cent passent devant un tribunal en l'espace d'un an.

L'homicide volontaire est la première cause de « surmortalité » masculine dans les ghettos : les jeunes Noirs de Harlem ont aujourd'hui plus de chances de mourir de mort violente en résidant au cœur de New-York qu'ils n'en avaient en partant au front durant la guerre au Vietnam. Insécurité endémique liée aux luttes intestines entre gangs (qui n'ont rien de commun avec les bandes des banlieues parisiennes, nonobstant les efforts de ces dernières pour les copier) et à l'explosion de l'économie illégale. A East Harlem ou South Central Los Angeles, le trafic de drogue est devenu quasiment le seul employeur des jeunes de couleur, autant que la principale cause de leur taux d'incarcération astronomique.

Espace radicalement uniforme, le ghetto américain est également de plus en plus socialement homogène, territoire-dépôt où se trouvent relégués les plus démunis. Ainsi près de la moitié des familles du cœur du Chicago noir, par exemple, ne survivent que de l'assistance sociale, de rapines et de travail irrégulier, trois adultes sur quatre étant dépourvus d'emplois. Six ménages sur dix sont officiellement dépourvus de père et reçoivent une assistance alimentaire sous forme de coupons alimentaires ou de repas gratuits ; une famille sur trois souffre de malnutrition chronique. L'exclusion à cette échelle est inconnue en France ou ailleurs en Europe de l'Ouest.

La différence entre cité française et ghetto américain est encore plus évidente quand on prend en compte l'attitude de l'État et de ses services. Légale et même encouragée par l'État fédéral et ses relais municipaux jusqu'à la seconde guerre mondiale, la ségrégation raciale du logement et de l'école s'est maintenue, voire aggravée depuis, par suite de l'inaction de la force publique. A cela s'ajoute la politique délibérée de Washington de retrait de la ville. Ainsi, entre 1980 et 1988, la politique réaganienne a entraîné une diminution de 68 % des subventions au développement urbain et de 70 % des fonds alloués au logement social.

Quoi qu'on en ait, on peut difficilement soupçonner l'État français de s'être désintéressé des quartiers en difficulté durant ces dix dernières années. Une famille sur cinq vit en France dans un logement subventionné. Aux États-Unis, les logements subventionnés représentent moins de 2 % du parc total et sont en général complètement délabrés. Le dispositif des programmes de développement social des quartiers peut être jugé insuffisant, inadéquat, inefficace. Il a au moins le mérite d'exister et de témoigner d'une volonté politique de chercher, fût-ce en tâtonnant, des solutions collectives.

De par son histoire, sa structure et son fonctionnement, le ghetto noir américain n'a donc pas grand-chose à voir avec les quatre cents « îlots sensibles » auxquels l'État-providence français tente de venir en aide. Certains des facteurs de convergence apparents existent entre les deux pays. Dépopulation, concentration de population d'origine étrangère, échec scolaire et chômage accentué, notamment chez

les jeunes, relégation dans les secteurs les plus bas du marché du travail et du système de formation, délinquance et déviance. Tous ces phénomènes tendent, de part et d'autre de l'Atlantique (ou de la Manche), à se cumuler dans les mêmes quartiers souffrant déjà de bétonnage et d'une dégradation accélérée du bâti et du tissu commercial. Mais là s'arrêtent les ressemblances. L'ampleur et l'intensité de l'exclusion urbaine, son caractère racial, son ancrage historique et, surtout, une logique institutionnelle et une idéologie profondément divergentes interdisent l'assimilation hâtive des cités françaises à leurs cousines d'Amérique.

N'en déplaise aux amateurs de psychodrame collectif, Chanteloup-Vignes, Vaux-en-Velin, Mantes-la-Jolie et La Courneuve ne sont pas des ghettos. Blacks, Beurs et Blancs issus de milieu populaire vivent ensemble le chômage, l'échec scolaire, la crise d'identité. Parce que la violence urbaine, dès lors qu'elle devient un problème politique par l'intervention des médias, est le seul moyen de se faire entendre dans une démocratie verrouillée par la règle majoritaire, la sécheresse idéologique et patrimonialiste des appareils et l'aveuglement d'une classe politique de plus en plus coupée de la réalité du pays, il ne reste aux jeunes des cités qu'à prendre la rue et à crier leur rage. C'est ce qu'ils font. Leur révolte n'est pas celle, désespérée, d'une population « ghettoïde », mais la revendication de dignité d'une jeunesse lassée des fausses promesses d'un ordre social qui la sacrifie.

Ce n'est donc pas de ghetto qu'il faut parler mais (dans l'ordre) d'actes de révolte, à l'école, au logement. De croissance des inégalités de toute sorte devant lesquelles les technocrates - de gauche comme de droite - se voient pudiquement la face.

## Succès médiatique

Pourquoi alors ce succès politico-médiatique du thème du ghetto dans le débat public récent ? La réponse est à chercher dans les profits spécifiques que les uns et les autres tirent de cet abus de langage. Aux médias, le mythe des cités-ghettos offre un sujet à haut rendement. Répéter aux couleurs du ghetto, le monde bien morose, banal des banlieues devient soudain excitant, haut en couleur, exotique. Ces cités sont devenues notre nouveau mystère intérieur, l'autre du sauvage urbain qui menace de se réveiller à deux pas des pavillons suburbanisés. Pour les politiques, le thème du ghetto vient à point pour masquer un discours creux et pour masquer derrière une rhétorique snit alarmiste (à droite), soit volontariste (à gauche) leur impuissance à dépeindre des raisonnements techniques et bureaucratiques qui finit écartés avec la réalité. Support d'un raisonnement quasimagique, le raccourci facile et passe-partout du ghetto permet de faire l'économie d'une véritable analyse des causes de la dégradation des grands ensembles et de l'exclusion croissante des jeunes (et des moins jeunes) d'une classe ouvrière abandonnée par tous à son agonie.

► Loïc J.D. Wacquant est sociologue à Harvard ; Sophie Body-Gendrot est politologue, professeur à Paris IV-Sorbonne et à l'Institut d'études politiques.

**Le Monde**

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.806 F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé  
de « Le Monde »  
12, rue Falguière  
75001 PARIS CEDEX 15  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

**ABONNEMENTS**  
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE - BELGIQUE LUXEMB. - PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
PP Paris 10P  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez adresser l'abonnement à votre nom complet en capitales d'imprimerie

كتاب الشهر

CLAIRE KORT LE LANT DES PAYS

## ÉTRANGER

La présentation au Conseil de sécurité du rapport de la Commission spéciale

# Les experts de l'ONU estiment que l'Irak dispose d'un programme nucléaire à caractère militaire

NEW-YORK

de notre correspondant

L'Irak ne dispose pas, à l'heure actuelle, de l'arme nucléaire mais en vue des installations et du matériel inspectés par la mission de l'ONU et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), il existe de fortes « présomptions » pour penser que Bagdad, contrairement à ses affirmations, s'était lancé dans un programme nucléaire à caractère militaire. Devant les accusations qui se développent, Bagdad a réagi, lundi 15 juillet, par la voix du premier ministre, M. Saadoun Hammadi.

Selon l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), l'Irak disposerait de la technologie lui permettant, à terme, de fabriquer une bombe atomique du modèle de celle d'Hiroshima. D'autre part, la mission humanitaire des Nations unies en Irak, conduite par le prince Sadruddine Agha Khan, s'est prononcée en faveur d'une levée partielle des sanctions.

Très prudents et volontairement techniques lors de la présentation de leur rapport devant le Conseil de sécurité, lundi 15 juillet, M. Rolf Ekeus, chef de la Commission spéciale des Nations unies, et M. Hans Blix, secrétaire général de l'AIEA, sont implicitement parvenus à la conclusion que l'Irak disposait d'un programme nucléaire militaire.

Ces experts en veulent pour preuve les sommes consacrées à ce programme (autour de 8 milliards de dollars) et le recours à des procédés tels que l'enrichissement d'uranium par méthode électromagnétique qui, utilisé à des seules fins pacifiques, consomme cinq fois plus d'énergie qu'il

n'en produit et n'est donc pas rentable. L'option militaire apparaît donc beaucoup plus plausible. Les deux missions d'inspection (une troisième est en cours) menées avant que l'Irak admette, le 7 juillet dernier dans un document écrit, la poursuite d'activités nucléaires « pacifiques », ont ainsi permis de constater la présence d'un programme de recherche nucléaire. Ces installations qui sont loin d'avoir atteint la taille industrielle permettraient toutefois à l'Irak, d'ici à deux ou trois ans, « de produire le dixième de la quantité nécessaire à la fabrication d'une arme nucléaire ».

Leur mission étant seulement d'inspecter les installations dont l'Irak a fourni la liste et de détruire les armes non-conventionnelles mentionnées dans la résolution 687 du Conseil de sécurité, MM. Ekeus et Blix ont refusé de se prononcer sur le fait de

savoir si les trois documents déjà remis par Bagdad prouvaient que ce pays s'était conformé ou non aux exigences de cette résolution. Un constat que s'est empressé de faire le département d'Etat, avant la réunion du Conseil de sécurité.

Selon M. Richard Boucher, un des porte-parole du département d'Etat, « le dernier document fourni par les Irakiens ne correspond pas à la liste complète des installations et équipements nucléaires exigés par la résolution 687 ». Il s'agit simplement de « réponses à des questions spécifiques posées par le principal inspecteur des Nations unies à propos des dernières déclarations irakiennes », a-t-il ajouté.

Toutefois, le département d'Etat, sans lever pour autant les sanctions, s'est par ailleurs prononcé en faveur de l'envoi d'une aide humanitaire à l'Irak. Une aide qui

devra être étroitement contrôlée pour éviter qu'elle ne soit détournée. De leur côté, les quinze membres du Conseil se sont contentés d'écouter le rapport de M. Ekeus et de poser des questions à caractère technique, sans véritablement évoquer la date-butoir fixée au 25 juillet pour obliger l'Irak à se conformer au texte de la résolution.

A la sortie de la réunion, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Thomas Pickering, a repris les propos du département d'Etat sur la non-conformité de ce document et rappelé, entre autres, les très fermes déclarations de M. Bush et M. Mitterrand, le 14 juillet à Rambouillet, sur un éventuel recours à la force pour faire plier l'Irak. Pour sa part, l'ambassadeur soviétique M. Vorontsov a préféré estimer que cette hypothèse n'était pas encore à l'ordre du jour.

SERGE MARTI

## Bagdad n'entend toujours pas révéler l'étendue de son potentiel

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Devant une situation qui suscite visiblement de plus en plus d'inquiétude, le premier ministre irakien, M. Saadoun Hammadi, a plaidé lundi 15 juillet, au cours d'une conférence de presse - la deuxième depuis son accession à ce poste - la cause de l'Irak, accusant par avance les Etats-Unis de vouloir étouffer son pays sous n'importe quel prétexte.

Avec raison parfois, sans convaincre toujours, en particulier sur le dossier brillant du potentiel nucléaire irakien, M. Saadoun Hammadi a, avant tout, cherché à briser l'isolement de l'Irak, réaffir-

mant avec insistance, à de multiples reprises, « la disponibilité claire et irrévocable du régime à respecter la résolution 687 du conseil de sécurité de l'ONU ».

En appelant tour à tour à la conscience universelle devant les risques réels de catastrophe humanitaire pour son pays, à la conscience arabe et musulmane devant ce qu'il a appelé le projet de soumission du monde arabe à « l'entité sioniste », il a une nouvelle fois tendu la main, affirmant « nous sommes disposés à coopérer avec tous ceux qui veulent coopérer avec nous mais pas au détriment de notre dignité ».

Médisance minipelle

En réponse aux questions sur les affirmations irakiennes dans le domaine nucléaire, M. Hammadi s'est tout d'abord contenté de reprendre les explications déjà données par l'ambassadeur de Bagdad aux Nations unies, à savoir que « les dispositions de la résolution 687 auxquelles nous avons répondu n'exigent pas alors la même chose qu'actuellement ». « Nous ne pouvons pas présenter plus que les résolutions ne le demandent, et il suffit, quand y a eu des différences d'interprétation dans les textes, nous avons répondu à ce que nous demandait le conseil de sécurité ».

La est bien le problème; l'Irak n'entend pas révéler de lui-même toute l'étendue de ses recherches et de ses équipements, laissant aux experts le soin de les découvrir, alors que ce qui est exigé est la destruction totale de ce potentiel. Or, les experts avaient eux-mêmes ne pas avoir, en l'état actuel, les moyens de le connaître.

Les trois listes remises par Bagdad recouvrent-elles désormais le total de ce potentiel? Non, assure Washington, tandis que le premier ministre irakien se contentait de dire : « Chaque fois que la commission pose des questions, la partie irakienne donne des réponses. Si la commission est satisfaite, c'est bien, sinon, elle continue d'interroger ». Compte tenu de la méfiance totale qui règne entre les deux parties, ce jeu pourrait se poursuivre longtemps mais au risque, pour l'Irak, de voir croître, jusqu'à l'attaque militaire, l'impatience américaine.

Accusant Washington d'avoir monté en épingle le problème du nucléaire pour permettre la maintenance de sanctions, M. Hammadi s'est demandé d'autre part, non sans raison, si « le renversement de Saddam Hussein faisait partie de la résolution 687, et si non, qui mettrait en œuvre la légitimité internationale? » Insistant sur le risque que faisait courir le blocus au peuple irakien, il a laissé entendre que l'Irak était prêt à se soumettre à une vérification de ses achats en vivres et médicaments par la communauté internationale. « Le problème n'est pas que l'Irak utilise

ses avoirs pour acheter des armes, et cela notamment déclaré. Ce que nous pourrions acheter est véritablement à 100 % ».

Le problème est toutefois, là aussi, que l'ONU demande une vérification sur la distribution des vivres et des médicaments achetés, ce à quoi n'est pas prêt Bagdad. « Nous sommes prêts à étudier toute mesure qui peut garantir l'emploi de ces avoirs mais dans le cadre de la souveraineté et sans ingérence dans nos affaires intérieures », a réitéré M. Hammadi, l'objectif est d'offrir au peuple irakien pour qu'il se révolte contre Saddam Hussein ».

En réponse à une question sur les deux justifications données par M. Mitterrand à une éventuelle action militaire contre l'Irak - notamment le risque-casque pour les populations kurdes - il les a qualifiées de « interventions flagrantes dans les affaires d'un pays indépendant ». « Quand il y a des gens hors loi dans un pays, quel Etat a-t-il le droit de intervenir? » a-t-il dit, citant notamment l'exemple des événements de Corée « n'est-ce pas de la responsabilité du gouvernement de protéger la paix et l'ordre comme la sécurité et l'unité du pays? Nous ne menons pas de répression contre nos propres citoyens, c'est une accusation sans fondement ».

Le dialogue de sourds qui se poursuit donc entre Bagdad et la communauté internationale, Washington en particulier, ressemble étrangement au processus qui s'abîme en janvier dernier au déclenchement des hostilités. En se contentant de réagir par étapes, en gagnant du temps, et avec quelque mauvaise foi, Bagdad ne paraît pas, tout en la redoutant, prendre la mesure d'une menace réelle.

Jouer cartes sur table

« Nous avons détruit toutes les armes exigées par la résolution 687. Qu'une commission de la Ligue arabe ou même égyptienne vienne s'en rendre compte » a ainsi affirmé le président Saddam Hussein, en réponse, selon l'Agence irakienne de presse, à un message du président Mubarak sur le sérieux des avertissements américains.

Mais, s'agit-il encore de cela, alors que c'est le programme de recherche nucléaire irakien qui est en cause et que Washington maintient que l'Irak n'a pas tout dit? Ecarter la menace exigerait pour l'Irak de jouer cartes sur table et d'accepter toutes les conséquences d'une défaite qui ne laisse au président irakien aucune marge de manœuvre. Le discours très attendu tel qu'il doit prononcer pour le vingt-troisième anniversaire de la révolution du 17 juillet 1968 donnera peut-être une indication sur le comportement qu'il entend suivre.

FRANÇOISE CHIPAUX

## La bombe, modèle Hiroshima pour M. Saddam Hussein ?

Les experts internationaux sont récemment parvenus à inspecter une usine nucléaire d'enrichissement d'uranium en cours de construction dans l'existence n'aurait jamais été révélée par l'Irak, a indiqué lundi 15 juillet à New-York le vice-directeur général de l'AIEA (Agence internationale pour l'énergie atomique), M. Maurizio Zaffaro. Elle se trouve à Al-Sharqat, à environ 300 kilomètres au nord de Bagdad, entre Mossoul et Tikrit, la ville natale du président Saddam Hussein. Cette usine, a précisé M. Zaffaro, est une « copie conforme » de celle de Tarmiyah, près de Bagdad, officiellement signée par l'Irak à l'ONU et à l'AIEA, et que les experts avaient pu visiter.

Ces nouvelles révélations donnent toute la mesure de la volonté irakienne de se doter de l'arme atomique. L'Irak a déclaré ne procéder que 500 grammes d'uranium faiblement enrichi, mais les Etats-Unis considèrent qu'il a déjà pu en fabriquer environ 40 kilos, il faut donc les chiffres de l'AIEA) 25 kilos d'uranium pour faire une bombe, mais ce dernier doit être enrichi à plus de 90 %.

« Fabriquer un engin rudimentaire »

Malgré les affirmations américaines, le même M. Hans Blix, directeur général de l'AIEA, estime que l'Irak n'a pas déclaré la totalité de l'uranium enrichi en sa possession, il est permis de douter que la quantité dont il dispose aujourd'hui soit suffisante.

Visiblement, cela n'était plus qu'une question de temps pour le régime de Bagdad. Les experts de l'AIEA se sont déclarés surpris et inquiets de l'aspect « très sophistiqué et très moderne » de l'équipement découvert (le Monde du 16 jul-

let). Plus préoccupant encore : le technique employée, celle de l'enrichissement électromagnétique à l'aide de « calculateurs », remet en cause toutes les précautions prises par les grandes puissances et l'AIEA pour éviter la prolifération nucléaire.

Ces mesures sont en effet basées avant tout sur la surveillance étroite du commerce du matériel de haute technologie employé aujourd'hui pour l'enrichissement de l'uranium. Or l'Irak a choisi une technique considérée comme obsolète, donc « déclassifiée », et exposée largement dans la littérature scientifique.

Cela eût même permis, semble-t-il, aux techniciens irakiens de fabriquer les fameux « calculateurs » sans aide étrangère. « Ces engins sont très proches des spectromètres de masse que l'on trouve dans n'importe quel laboratoire de physique », explique un expert français. Ils permettent de séparer par un procédé électromagnétique les isotopes « utiles » d'uranium 235 de ceux, inertes, d'uranium 238. Les Américains les avaient utilisés pendant la guerre pour fabriquer la charge de la bombe d'Hiroshima. Il s'agit, certes, d'un procédé très lent et extrêmement coûteux en électricité. Mais les Irakiens ne manquent ni de temps ni, avec leur pétrole, de sources d'énergie.

L'uranium enrichi ne suffit pas. Il faut, ensuite, fabriquer la bombe. L'Irak ne maîtrise probablement pas la technologie nécessaire pour construire un engin miniaturisé adaptable sur une tête de missile. En revanche, affirme un spécialiste français, « il ne lui serait pas difficile de fabriquer un engin rudimentaire ». Cet engin serait, certes, très lourd et volumineux, mais « guère plus que la bombe d'Hiroshima ».

JEAN-PAUL DUFOUR

## La mission humanitaire des Nations unies préconise la levée partielle des sanctions

La mission humanitaire des Nations unies en Irak, conduite par le prince Sadruddine Agha Khan, s'est prononcée lundi 15 juillet en faveur d'une levée partielle des sanctions contre l'Irak pour soulager les souffrances de la population. « Nous ne craignons pas au long ni ne nous à faire de la politique. Mais il est évident que pour une grande partie du peuple irakien, chaque mois qui passe les rapproche du désastre » écrit Sadruddine Agha Khan dans son rapport sur sa récente mission en Irak. « Il est impératif, dit ce rapport, de fournir aux Irakiens de l'alimentation, des médicaments et d'autres biens de première nécessité, qu'il faut imposer, car les besoins vont bien au-delà de la capacité de l'aide humanitaire ».

Les alliés, pendant ce temps ont achevé lundi leur retrait du nord de l'Irak, au terme de trois mois d'une occupation qualifiée de « succès », tout en préparant la mise en place d'une force de

déploiement rapide prête à intervenir à tout moment depuis la Turquie voisine. Cette force qui comptera 2 500 à 3 000 hommes - dont 300 à 400 Français - sera basée dans la ville turque de Silopi, à huit kilomètres de la frontière irakienne, avec un soutien des bases aériennes de Batman et d'Incirlik, dans l'est et le sud de la Turquie.

Pour sa part, le président Mubarak a assuré que l'Egypte ne participera pas à une nouvelle opération militaire contre l'Irak, dans une interview à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel paru lundi. « En tant que chef d'Etat arabe, je ne suis pas disposé à renverser un autre chef d'Etat arabe, ou même à participer à son renversement par la force des armes. Si le peuple irakien est satisfait de son président, eh bien tant mieux ! Il estime que l'opinion irakienne est « divisée » sur Saddam Hussein : « C'est au peuple irakien de décider si et quand il veut renverser Saddam. » - (AFP, Reuters, AP)



CLAUDE KORDON  
LE LANGAGE  
DES CELLULES

QUESTIONS DE SCIENCE  
Collection dirigée par Dominique Lecourt

HACHETTE

site des Sciences et de l'Industrie



CLAUDE KORDON  
directeur de recherche  
au CNRS, est  
également directeur  
d'un laboratoire à  
l'INSERM.

110 p. 79 F.

Avec la collection « Questions de science », Hachette a choisi la voie royale de la vulgarisation scientifique : faire directement présenter un domaine de la science par un de ses meilleurs spécialistes mondiaux, rendre accessible au plus large public... une synthèse actualisée des connaissances. L'exercice est parfaitement réussi.

Bernard Cassen, Le Monde Diplomatique



## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : surpris par la réponse syrienne aux propositions américaines

### Le gouvernement Shamir adopte une position attentiste

Le président George Bush a jugé, lundi 15 juillet, à Londres, « très positive » la réponse qu'il a reçue, la veille, de son homologue syrien Hafez El Assad aux dernières propositions de paix émises par le Proche-Orient. M. Martin Fitzwater, le porte-parole de la Maison Blanche, a indiqué devant la presse que la réponse syrienne « constitue une évolution réelle pour la recherche de la paix et va bien au-delà des positions précédemment prises par la Syrie ». Il a annoncé que le secrétaire d'Etat, M. James Baker, entamerait une nouvelle mission de paix au Proche-Orient immédiatement après le sommet du G7 à Londres. M. Baker se rendra en Syrie, en Égypte, en Jordanie, en Arabie Saoudite et en Israël.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le président syrien Hafez El Assad a réussi à surprendre les responsables israéliens. Non pas vraiment parce que sa réponse, dimanche 14 juillet, aux propositions américaines permet le retour au Proche-Orient du secrétaire d'Etat, M. James Baker, pour essayer de réactiver les discussions sur une éventuelle conférence de paix. Mais par le retentissement qu'il a su conférer à l'événement. Depuis des semaines, on savait à Jérusalem que la réponse syrienne était minutieusement mise au point au cours de consultations avec l'ambassadeur des États-Unis à Damas et qu'elle serait formulée de la manière la plus positive possible.

Ce que l'on n'avait pas prévu, c'est que le président Assad se servirait du sommet de Londres comme d'une formidable caisse de résonance. Sorte de « virtuose des relations publiques », il a ainsi placé Israël dans une position extrêmement inconfortable sur la scène internationale. Israël devient ainsi le principal obstacle au processus de paix au Proche-Orient, puisque le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, s'était exprimé, dès le 7 juin, d'adresser une réponse qualifiée de « négative » aux propositions américaines. Dès lors, s'en tenir à une

stricte position de refus sous prétexte que la teneur exacte du message du président Assad n'était pas encore connue risquait effectivement de ternir encore davantage l'image d'Israël et de précipiter l'épreuve de force avec Washington.

On l'a bien compris à Jérusalem où, après plusieurs heures de flottement, les principaux responsables, comme le ministre des Affaires étrangères, M. David Levy, et le ministre de la Défense, M. Moshe Arens, ont fini, lundi après-midi 15 juillet, par adopter une ligne de défense plus souple : « Si la réponse syrienne est effectivement positive et permet l'ouverture de négociations directes, nous nous en féliciterons ».

C'est cette même formule qui a ensuite été utilisée dans l'immédiat communiqué publié par la présidence du conseil et qui permet au gouvernement Shamir d'adopter pour l'instant une position prudemment attentive mais ferme : « Israël a toujours souhaité négocier directement avec les pays arabes, mais maintiendra ses positions de principe sur le processus de paix telles qu'elles ont été formulées dans la lettre d'Itzhak Shamir au président Bush ». Ces positions de principe, explique-t-on, consistent à s'opposer à tout ce qui entrave précisément les négociations directes. C'est pourquoi, dans cette lettre, M. Shamir avait dit non à une conférence de paix qui serait reconvoquée dans les quelques mois en séance plénière et non à la participation d'un représentant de l'ONU à cette conférence.

#### Arracher des concessions

La tâche du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, au cours de sa visite la semaine prochaine à Jérusalem, sera d'essayer d'arracher à M. Shamir des concessions pour apaiser les divergences sur ces problèmes de procédure et pouvoir ainsi lancer finalement les invitations à la conférence de paix régionale. Apparemment, le fossé devrait être ainsi aisément comblé, du moins si les brèves d'information qui ont été diffusées à Jérusalem sur la réponse du président Assad sont exactes : la Syrie, en effet, aurait renoncé au principe de « périodicité » et aurait accepté que la conférence de paix serve essentiellement, comme l'exige Israël, de cérémonie d'ouverture à des négociations directes.

A la recherche de débouchés

### Jérusalem lève ses sanctions contre l'Afrique du Sud

Avec une certaine discrétion, le gouvernement a décidé, dimanche 14 juillet, de lever les sanctions économiques et culturelles contre l'Afrique du Sud. Les relations entre Jérusalem et Pretoria sont, pourtant, un des volets les plus controversés de la politique étrangère d'Israël, en particulier la face cachée de ces relations : la coopération militaire et les ventes d'armes.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

En septembre 1987, dans le sillage des pays occidentaux, le cabinet israélien avait approuvé un inventaire de mesures contre Pretoria, de l'arrêt des investissements en Afrique du Sud à la réduction des liens culturels et sportifs, en passant par le gel des importations de fer et d'acier. Même si cet embargo a, parfois, été contourné, l'on a assisté à une chute des exportations israéliennes vers Pretoria, de 164 millions de dollars en 1989 à 96 millions en 1990.

QUE SIGNIFIE ?  
Fond de culotte  
Suze-cassis

CONVULSIONS  
SUSSE, NB SUSSE, NB  
UN FOND DE CULOTTE

HACHETTE

Le ministre du commerce et de l'industrie, M. Moshe Nissim, s'employait, depuis des semaines déjà, à lever les sanctions afin qu'Israël - force de ses liens avec l'importante communauté juive d'Afrique du Sud - soit bien placé dans la course aux contrats. Toutefois, le gouvernement a préféré attendre la décision du président Bush pour enlever le « gel » aux Américains, conformément aux recommandations du ministre des Affaires étrangères, M. David Levy, qui devrait se rendre prochainement à Pretoria.

Le député travailliste, M. Yossi Beilin, souhaite que le gouvernement invite non seulement le président Frederik De Klerk mais encore M. Nelson Mandela à visiter Israël. Il avait été, il y a quatre ans - comme directeur politique du ministère des Affaires étrangères, de le principal promoteur de la politique de sanctions contre l'Afrique du Sud. Mais il n'avait pu obtenir que des décisions ambiguës en matière de coopération militaire.

#### Coopération nucléaire

En mars 1987, le gouvernement avait décidé de ne pas proroger et de ne pas signer de nouveaux contrats avec l'Afrique du Sud tant que durait l'apartheid. Il s'agissait, cette fois, de contrats militaires, ceux qui restent dans l'ombre. Un mystère, en effet, entoure cette question. Selon certaines informations non confirmées, ces contrats devaient arriver à expiration en décembre. Cela signifierait qu'à cette date l'ère de l'étroite coopération militaire entre Jérusalem et Pretoria prendrait fin.

Aucun chiffre n'a jamais été publié sur l'ampleur de cette coopération militaire qui englobe

Quant au représentant de l'ONU, il serait réduit à un rôle purement « passif ».

Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, qui a toujours refusé même ce rôle « symbolique » des Nations unies, fera-t-il à ce sujet d'ultimes concessions ? En fait, personne n'ignore à Jérusalem qu'une percée diplomatique au Proche-Orient par le biais de la convocation d'une conférence de paix ne dépend pas seulement d'un compromis sur ces inextricables questions de procédure. C'est l'expérience de ces derniers mois a prouvé qu'il était imprudent d'annoncer prématurément la mort du processus de paix, elle a aussi démontré que l'isolement sous-jacent à un phénomène de vases communicants : lorsque des questions de forme semblent réglées, surgissent des problèmes de fond ou de politique intérieure israélienne.

Ainsi, dans sa lettre du 7 juin au président Bush, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, posait aussi une condition qui risquait encore de donner bien du fil à retordre à James Baker : une sorte de droit de veto israélien sur la composition de la représentation palestinienne qui est appelée, dans le cadre d'une délégation conjointe avec la Jordanie, à participer à la conférence de paix.

Un autre problème épineux qui pourrait réapparaître avec toute son acuité dans la phase actuelle des discussions, c'est celui de l'interprétation de la résolution 242 du Conseil de sécurité avec tout le débat que cela suscite sur « la paix contre les territoires ». D'ailleurs, les habitants israéliens du plateau du Golan, directement concernés par d'éventuelles négociations avec la Syrie, se préparent déjà à lancer une grande campagne contre toute concession territoriale, autour du slogan « Le Golan fait partie intégrante d'Israël ».

Cela il faut ajouter que les formations d'extrême droite de la coalition gouvernementale israélienne sont elles aussi résolues à s'opposer à toute concession supposée au profit de la Syrie. Et c'est ce qui fait dire au chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Peres : « La réponse syrienne va permettre de démasquer Itzhak Shamir : il continuera probablement à dire non aux États-Unis, mais, s'il dit oui, son gouvernement tombera ». (Interim.)

PHILIPPINES : après l'éruption du volcan Pinatubo

### Les États-Unis envisagent de fermer leur plus importante base militaire à l'étranger

L'envoyé spécial du président Bush pour les négociations américano-philippines sur l'évacuation des bases américaines dans l'archipel - qui ont repris lundi 15 juillet à Manille, - M. Richard Armitage, a laissé entendre que Washington pourrait fermer sa base aérienne de Clark. La plus importante base américaine à l'étranger, Clark a été rendue inutilisable par l'éruption du volcan Pinatubo, au début du mois de juin, et M. Armitage a déclaré que son avenir était « douteux ». Les États-Unis, s'il est cependant ajourné, souhaitent maintenir une forte présence militaire aux Philippines. Le chef de la diplomatie philippine a confirmé cette information, ajoutant qu'un accord pourrait être conclu prochainement.

MANILLE

correspondance

Situées à moins de 1 000 kilomètres au nord de Manille, la base aérienne de Clark et la base aéronavale de Subic-Bay se trouvent aussi à moins de 40 kilomètres du Pinatubo, qui continue par intermittences de cracher des jets de gaz et de débris volcaniques. La piste de Clark, capable de recevoir les plus gros bombardiers et avions de transport américains, est inutilisable pour des mois, recouverte de dix à quinze centimètres de sables et boues volcaniques qui lui donnent un aspect lunaire.

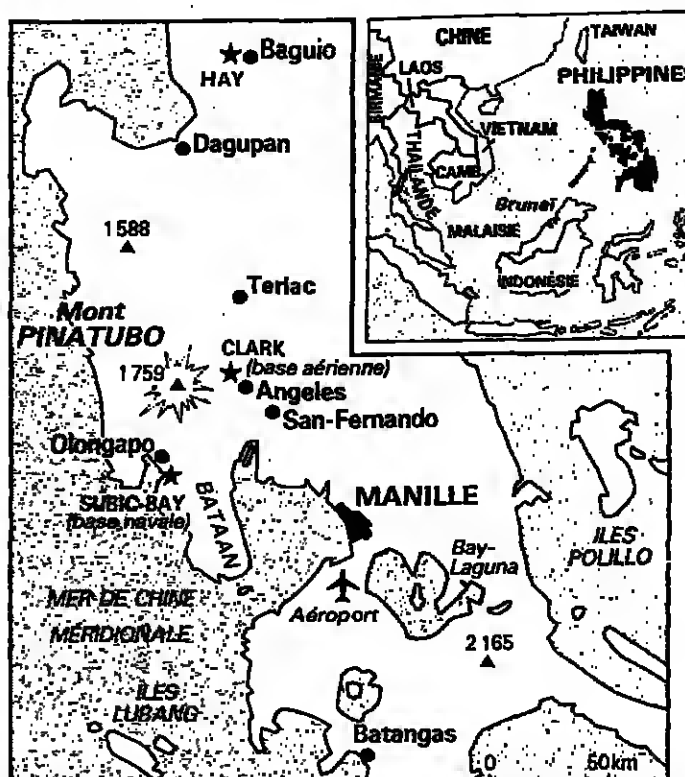
Les centrales électriques des deux bases sont hors d'usage. De nombreux bâtiments sont inutilisables, les toits de tôle ondulée s'ayant pas résistés au poids des cendres accumulées. En revanche, les bunkers à munitions, y compris des possibles abris de têtes oncéfées tactiques, n'ont pas souffert, même si les artificiers de Clark ont procédé à la mise à feu volontaire de certains stocks.

L'incertitude sur l'avenir des bases est venue à l'origine de propos du secrétaire à la Défense américain Dick Cheney. Celui-ci s'était interrogé publiquement sur l'intérêt de garder ces installations si elles se révélaient trop entées pour remettre en état, restant menacées par l'activité continue du volcan et ne faisant pas l'objet d'un accord à long terme avec Manille.

D'interminables négociations

Or Washington et Manille n'en finissent plus de boucler des négociations engagées il y a deux ans pour protéger, au-delà de septembre prochain et pour au moins sept ans, le bail des bases. S'y ajoute le climat échauffé et frustrant des relations spéciales entre les États-Unis et leur ancienne colonie. Le moindre mot, le moindre geste à Washington prend une ampleur inusitée dans l'opinion publique philippine.

Dans leur grande majorité, les dirigeants philippins, parfaitement conscients de la faiblesse de leur pays, tiennent à ce que les États-Unis restent ; même si, verbalement, ils adoptent des positions contraires ou ultra-nationalistes. La nervosité a encore augmenté lorsque les Américains ont



annoncé, puis démenti de Manille, le départ de 4 500 officiers et soldats de Clark, en plus du rapatriement temporaire des 20 000 membres des familles, dont les maisons sont trop endommagées pour être habitées. En réalité, plusieurs centaines d'aviateurs ont quitté le pays, tout simplement parce que leur présence est temporairement inutile.

La diplomatie américaine s'oppose au Pentagone. Pour le département d'Etat, quels que soient les problèmes sur les bases, la préservation des intérêts des États-Unis aux Philippines est essentielle au maintien de leur rôle stratégique dominant en Asie, considéré comme une priorité nationale.

Pour des raisons techniques, la marine est du côté des diplomates. La base de Subic-Bay, qui possède une piste aérienne pouvant accueillir tous les modèles d'avions sauf ceux à décollage très long (B-52 ou 747), est considérée depuis toujours par tous les marins du monde comme un joyau. Fermée par un goulet étroit et profond, entourée de hauteurs, elle est à l'abri des typhons et idéalement placée pour contrôler les routes vitales remontant de Singapour vers Tokyo.

Si d'autres solutions existent en raison de l'extraordinaire flexibilité aéronavale américaine, il n'est aucun autre endroit en Asie du Sud-Est pourvu d'une combinaison d'atouts aussi idéale. Les États-Unis, s'ils ne sont plus la superpuissance des années 50 et 60, restent très longtemps encore la puissance dominante du Pacifique, même si le Japon est un concurrent sur le plan économique.

#### Un outil de puissance

Leur couverture militaire, de la Corée aux Philippines en passant par le Japon, assure à la fois la défense avancée de l'Ouest américain et des relais dans leur chaîne stratégique mondiale, comme la guerre du Golfe l'a montré. Clark et Subic ont joué un rôle impor-

tant dans le déploiement américain en Asie. Les bases sont un outil essentiel de projection de puissance en Asie, où le jeu diplomatique a venir s'annonce complexe en raison des incertitudes sur les desseins de la Chine, du Japon et de l'URSS.

L'aéronavale américaine garantit en effet, à partir de Subic, la sécurité de l'approvisionnement vital du Japon en énergie venant du Golfe ; il s'agit donc d'un moyen de pression politique. Elle contrôle étroitement toute la mer de Chine méridionale, dont les pays riverains forment l'espace du monde dont la croissance sera la plus forte dans les prochaines années.

Les volcanologues qui surveillent jour et nuit le Pinatubo pensent que le risque de nouvelles éruptions cataclysmiques a diminué. Cependant, le volcan peut connaître une activité de durée inconnue mais longue. Les États-Unis devront en tenir compte pour l'utilisation de leurs installations, qui sera peut-être plus réduite que prévu.

Deux porte-avions, l'Abraham Lincoln et le Midway, ont été déployés d'urgence sur Subic-Bay le mois dernier, officiellement pour évacuer certaines familles de militaires. Dans la réalité, si les porte-avions et leur flottille d'accompagnement ont bien embarqué quelques centaines d'évacués, ils sont venus pour remplir leur véritable mission : remplacer au pied levé le dispositif auparavant basé à terre.

Et remplir le vide : car l'aviation philippine, qui se résume à huit F-5 de vingt ans d'âge, a dû évacuer sa seule base importante, elle aussi inutilisable. Washington signera, sans doute avant la fin juillet, un nouveau bail pour ses deux bases. Parce que c'est son intérêt immédiat, et parce que Manille a trop besoin d'argent et d'aide pour sa défense.

JEFF BRITTON

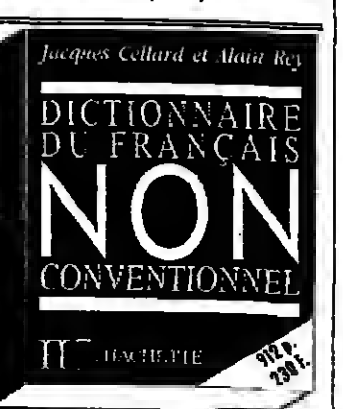
CAMBODGE : un tournant dans la crise

### M. Hun Sen est arrivé à Pékin

Le premier ministre du régime de Phnom-Penh est arrivé lundi 15 juillet à Pékin pour participer à la réunion du Conseil national suprême cambodgien (CNS). M. Hun Sen a été accueilli à l'aéroport par le prince Sihanouk - qui présidera la réunion du CNS - avant d'être conduit à la résidence officielle des botes du gouvernement chinois de Diaoyutai, où résident également les chefs des autres factions khmères.

C'est la première fois qu'un dirigeant du régime pro-vietnamien - installé à Phnom-Penh en janvier 1979 après que les troupes de Hanoi en eurent chassé les Khmers rouges - est repartir à Pékin, qui a toujours soutenu la coalition regroupant les Khmers rouges, les sihanoukistes et les partisans de M. Son Sann. La Chine, qui accueillera vendredi une réunion sur le Cambodge des représentants

des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, prévue à l'origine à Paris, franchit ainsi un pas important dans la solution d'un conflit vieux de douze ans. - (AFP.)



(Publicité)

Au sommaire du N° 174 de juillet-août

**FRANCE**  
de **PAYS ARABES**

**Liban :**  
Des solutions radicales

**Syrie :**  
La coopération médicale

**Economie :**  
Un défi français : créer des entreprises étrangères

Des interviews d'Yves Galland, président du Parti radical, de Jeanne-Hélène Kattenbach, secrétaire générale d'Entreprendre en France, le texte intégral du Traité libano-syrien de fraternité, coopération et coordination, etc.

Les pages culturelles, économique, libéralisme économique et notion palestinienne - chronologie et le dossier Euzèbe sur le paysage politique libanais, à partir de la presse hebdomadaire.

36 pages - En vente 15 F en kiosques et librairies. Spécimen sur demande FPA, 14, rue Augereau, 75007 Paris Tél. : (1) 46-55-27-52

مكتبة الناصر

## Qu'advierait-il d'un chef d'entreprise dont l'imprimante n'écrit sa comptabilité qu'à moitié ?



DBS NEEDHAM

Dans tous les secteurs d'activité, les solutions d'impression non impact Mathilde apportent à leurs utilisateurs sécurité et rapidité.

### Mathilde : des références prestigieuses dans tous les secteurs d'activité.

Mathilde apporte des solutions performantes d'enrichissement des données de l'entreprise par une communication écrite de qualité. Les logiciels, systèmes et serveurs d'impression BULL permettent d'exploiter les imprimantes rapides (de 50 à 420 pages par minute) ou service des plus grandes entreprises :

- Lo Suisse Assurance
- Le Crédit Lyonnais
- La Banque de France
- Volkswagen France
- Thomson
- Le BHV
- Les Mutuolités
- Socioles Agricoles
- France Télécom
- La Poste
- Aérospatiale
- oinsi que des odminis-  
trations suivantes :
- Secrétariat du  
Premier Ministre
- Ministère de l'Industrie
- La Défense Nationole

### 2000 Mathilde vendues dans le monde entier.

Réalisation française avancée, Mathilde est déjà vendue à plus de 2000 unités dans 38 pays. Dans le monde entier, les entreprises impriment chèques, factures et documents comptables de valeur avec Mathilde, en toute sécurité. La fidélité de nos clients démontre les performances et la qualité du produit : 60 % d'entre eux ont acheté ou moins une Mathilde additionnelle pour étendre leurs applications.

Avec une demande croissante, 70 % des ventes à l'exportation et une technologie porteuse en impression à très grande vitesse, on comprend vite pourquoi BULL s'impose comme un des leaders mondiaux de l'impression électronique rapide.

Réseaux  
et systèmes  
d'information

Bull



## DIPLOMATIE

## Le sommet des sept pays industrialisés à Londres

Les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés sont réunis à Londres depuis lundi 15 juillet et devaient publier une déclaration politique mardi 16 juillet. Selon des sources britanniques, les Sept devraient recommander un maintien des sanctions contre l'Irak jusqu'à ce que toutes les résolutions de l'ONU aient été appliquées par le président Saddam Hussein. Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne paraissent décidés à recourir à la force si l'Irak n'abandonne pas ses capacités nucléaires militaires.

Les dirigeants des Sept s'apprêtaient également à adopter une résolution commune sur le

nécessité de faire aboutir les négociations commerciales multilatérales avant la fin de l'année.

Au terme de leur première journée de discussion, les Sept ne s'étaient pas prononcés sur l'opportunité d'une aide financière à l'URSS. Selon des sources proches des négociations, le communiqué exprimerait un soutien aux réformes économiques que Moscou tente de mettre en œuvre et prônerait une nouvelle approche de la politique étrangère. Le chancelier allemand Helmut Kohl a exprimé l'espoir que le sommet de Londres marque « le début d'un dialogue intensif de l'Ouest avec l'URSS » et a rappelé que le partage de l'aide des pays occidentaux devait être équitable.

Un relèvement du plafond d'emprunts de l'URSS à la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) est demandé par plusieurs participants. L'octroi d'un statut de membre associé au Fonds monétaire international (FMI) est « pratiquement assuré », a déclaré le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, ajoutant qu'une restructuration de la dette extérieure de l'URSS était « quelque chose qui pouvait être envisagé ».

En revanche, la réponse qui sera donnée à la demande d'assistance présentée mercredi 17 juillet par le président Gorbatchev fait encore l'objet de débats. La lettre adressée à ce sujet aux Sept

par le président soviétique, qui expose les principes de la réforme économique, contiendrait une proposition de création d'un fonds de 10 à 12 milliards de dollars visant à assurer la convertibilité du rouble, ainsi qu'une demande de restructuration de la dette extérieure.

Le président américain, M. George Bush, n'a pas exclu la tenue d'un sommet américano-soviétique à la fin du mois; cela signifierait qu'un accord sur la limitation des armements stratégiques (START) pourrait être conclu en marge du sommet. M. Bush et Gorbatchev devaient débattre ensemble mercredi 17 juillet, avant l'ouverture des discussions entre l'URSS et les Sept.

## Le président soviétique demandera aux Sept de soutenir des actions économiques concrètes

LONDRES

de nos envoyés spéciaux

Réunis depuis lundi après-midi à Londres, les Sept devaient conclure leurs débats mardi 16 juillet sur la préparation de leur rendez-vous de mercredi avec M. Mikhaïl Gorbatchev. Exercice diplomatique subtil, car, sans préjuger des conclusions de cette rencontre inédite et sans en hypothéquer le déroulement, il leur fallait indiquer, avant qu'elle ait lieu, les résultats de leurs premières réflexions au vu de la lettre de vingt-trois pages (associée de deux annexes) que leur avait fait parvenir le président soviétique quelques jours avant le sommet.

L'architecture de ce document ne définit pas un concept cohérent, car, selon en quelque sorte, de réforme, mais passe plutôt en revue les difficultés à surmonter pour permettre à l'Union soviétique de s'intégrer à l'économie de marché. Ce texte ouvre par là même une série de pistes possibles à l'aide occidentale.

Un tel document - dont on peut penser que M. Gorbatchev, parvenu au courant des Etats d'âme de ses interlocuteurs occidentaux, l'a délibérément conçu de cette manière afin d'éviter un blocage - s'il pêche par une insuffisante rigueur, présente l'avantage de ne pas inviter les destinataires à une réaction unique. Ils n'ont pas à se prononcer sur un projet de réforme, mais à faire savoir s'ils sont prêts, le cas échéant, à soutenir quelques opérations concrètes, clairement identifiées, distinctes les unes des autres.

M. Gorbatchev s'exprimera de toute façon de vive voix mercredi après-midi devant les Sept. Il aura pris le même jour son petit-déjeuner avec M. Mitterrand au Ritz (hôtel où est descendu le président de la République). Peut-être le dirigeant soviétique va-t-il sentir le lapin de son chapeau, comme cela a souvent été le cas dans le passé.

Ces documents ont été concoctés pour l'occasion par différents conseillers économiques de M. Gorbatchev, et le dirigeant soviétique n'y a peut-être apporté qu'une touche finale. De l'avis de ceux qui ont pu lire ces textes, soit une quarantaine de pages au total, l'ensemble pêche par imprécision, voire par inintelligibilité.

La lettre elle-même, qui porte la signature du président soviétique, comporte dix points. Le premier est un exposé, à caractère philosophique, sur les principes qui inspirent les réformes en URSS. Il s'agit du passage de l'économie planifiée soviétique traditionnelle à cette « économie sociale de marché » que M. Gorbatchev appelle de ses vœux. On peut en conclure, au choix, que le président soviétique est toujours favorable à la planification centralisée ou qu'il est un fervent adepte du marché. Les économistes occidentaux ont la faiblesse de penser qu'il ne peut pas à la fois dire une chose et son contraire. M. Gorbatchev estime apparemment encre, à moins qu'il n'ait rien rédigé lui-même, qu'il peut proclamer des principes contradictoires dans une déclaration liminaire à caractère général sur l'économie de son pays.

Le deuxième point porte sur les réformes constitutionnelles en URSS. M. Gorbatchev y affirme que le futur traité de l'Union, la loi fondamentale qui doit régir les rapports entre Moscou et les quinze Républiques soviétiques, est pratiquement « bouclé ». Il feint évidemment d'oublier les six Républiques nouvellement sécessionnistes (Lituanie, Lettonie, Estonie, Moldavie, Géorgie et Arménie) pour se concentrer sur les neuf autres qui, pour l'instant du moins, font un bout de chemin avec lui, soit l'ensemble slave (la Russie de M. Eltsine, l'Ukraine de M. Kravtchouk et la Biélorussie) et les Républiques musulmanes d'Asie centrale.

A propos de l'agriculture de son pays, M. Gorbatchev remarque, ce qui est accablant pour l'ancien responsable et spécialiste supposé de ce

secteur qu'il a été, que celle-ci a des potentialités équivalentes à celle des Etats-Unis mais n'offre qu'un tiers de la production de cette dernière. Il envisage, au chapitre de la dette extérieure de l'URSS (laquelle atteint plusieurs dizaines de milliards de dollars et croît très rapidement), des mécanismes de rééchelonnement, pour lesquels une aide financière occidentale serait évidemment très appréciée.

## La convertibilité du rouble

Le dixième point est peut-être le plus concret, en tout cas celui qui intéresse directement les Sept. Il s'agit de la création d'un fonds de stabilisation permettant dès 1992 une convertibilité du rouble sur les

M. Gorbatchev lui-même, 40 % des crédits disponibles pour l'ensemble de la recherche et du développement. La charge budgétaire nécessaire pour financer cette énorme opération, à laquelle l'Occident est ainsi implicitement appelé à contribuer, se situerait entre 30 et 40 milliards de dollars états sur plusieurs années.

Passant du missile à la bouteille de lait, le président soviétique attire l'attention de ses interlocuteurs sur les besoins urgents (aide alimentaire et médicaments) de son pays. Il s'agit de l'occurrence pour les pays occidentaux de poursuivre un effort déjà engagé, les Soviétiques faisant valoir qu'il n'y a pas de programme de libération des prix possibles avec un niveau d'offre insuffisant.

## L'URSS pourra-t-elle honorer ses dettes ?

« Je ne veux pas parler de ce pays. » Cette remarque d'un banquier français, interrogé sur les engagements de son établissement en URSS, traduit bien la grande inquiétude qui prévaut dans la communauté financière occidentale. La dette extérieure de l'Union soviétique est estimée à 60, voire à 70 milliards de dollars. C'est relativement peu, comparé à l'immensité du pays et de ses réserves naturelles.

Au début de l'année, l'inquiétude était particulièrement visible, et l'on disait qu'une grande banque allemande avait déjà mis sur pied un comité de restructuration regroupant les principales banques créditrices et chargé de réorganiser le service de la dette d'un pays ne pouvant plus faire face à ses obligations. Au fil des mois, l'URSS a continué à effectuer ses versements et la tension s'est apaisée aujourd'hui un peu moins vite.

Pour autant qu'on puisse estimer de manière précise les comptes extérieurs de l'URSS, une cure d'austérité permettra à la balance des paiements courants d'être légèrement excédentaire cette année. Au prix d'un assèchement presque total des crédits, d'une fuite des investisseurs et d'une contraction des réserves financières du pays déposées à l'étranger (passées de 15 milliards de dollars à la fin

de 1989 à 8,7 milliards fin 1990)...

Mais cet appauvrissement devrait être passager, de l'avis des différents organismes financiers internationaux. L'URSS ne peut continuer à subir dans ses achats à l'étranger, à vendre son or ou utiliser ses réserves de devises, et n'a apparemment pas tiré parti de la dévaluation, le 1<sup>er</sup> janvier, du COMECON, le système commercial des pays de l'Est. Les échanges entre les anciens membres du système se réglaient désormais en monnaies convertibles, mais les commandes passées à l'URSS par ses anciens satellites ont fortement chuté. On sait par ailleurs que la production de pétrole, qui a fourni jusqu'à 40 % des recettes d'exportations du pays, va continuer à décliner.

L'URSS doit rembourser cette année à ses créanciers 12 milliards de dollars de dette à moyen et long terme. De source occidentale, on estime que la pays aura, une fois toutes les recettes et les paiements pris en compte, un besoin de financement de plusieurs milliards de dollars. Le pays pourragerait donc de ses engagements à l'extérieur, ce qui n'est pas en soi une nouveauté. Le président Gorbatchev dispose là d'un argument de poids.

F. L.

marchés des changes internationaux. Les Occidentaux sont invités, s'ils veulent commercer avec l'URSS dans de bonnes conditions, à verser préalablement des dizaines de milliards de dollars dans ce « fonds » qui permettrait aux simples Soviétiques eux-mêmes ainsi qu'au reste du monde d'avoir un petit peu plus confiance dans le rouble. Le choix, si l'on comprend bien, est entre alimenter très vite ce fonds, ce qui rendrait le rouble convertible l'an prochain, ou attendre, ce qui repousse cette échéance de plusieurs années.

Les Occidentaux sont très intéressés par tout ce que M. Gorbatchev peut avoir à dire sur son budget militaire. Ils ne veulent en effet pas apporter une aide financière à un pays qui continue à consacrer une part disproportionnée de ses ressources à la production d'armes et, de façon plus générale, à son effort de défense (voir l'article de Sophie Shikob page 7).

Ils relèvent en particulier l'importance qu'attache le président soviétique à la conversion en activités civiles des industries militaires, qui absorbent actuellement, selon

Les premières interventions des Sept, au cours de la journée de lundi, qui accordaient déjà une place de choix à l'URSS (même si plusieurs des orateurs tenaient à préciser que cette affaire ne pouvait constituer le plat unique du sommet), confirmant l'existence de deux tendances nettement distinctes. D'une part, ceux qui souhaitent aller de l'avant, voir l'Occident manifester, peut-être avec prudence mais aussi avec netteté, sa disponibilité à apporter un soutien significatif à Moscou. Ce camp rassemble M. François Mitterrand, Helmut Kohl, Giulio Andreotti, Brian Mulroney et Jacques Delors. D'autre part, ceux qui, pour des raisons d'ailleurs différentes (les Japonais ont l'esprit fixé sur les Kouriles, ils l'ont répété lundi), mettent l'accent sur une indispensable circonspection : le président George Bush, M. John Major et M. Tasuku Kishi.

Les représentants des pays membres de la Communauté européenne, il faut le noter, n'ont pas parlé de même voix. Des divergences dont les participants s'efforcent d'atténuer la portée. M. Daniel Bernard, porte-

parole du Quai d'Orsay, se refuse ainsi à y voir des clivages, tout au plus, dit-il, des nuances.

« L'attente passive ne peut pas tenir lieu de politique. Nous voulons aider l'URSS à stabiliser elle-même », a insisté le chancelier allemand. « C'est vrai que le contexte est caractérisé par une fragilité certaine et que nous sommes obligés de définir notre attitude alors qu'il existe de nombreuses incertitudes. Cependant, je dis « oui » à l'URSS comme je dis « oui » aux pays d'Europe centrale et orientale », s'est exclamé de son côté le président de la République, M. Mitterrand a ajouté le prix qu'il attachait à ce que ces efforts en faveur de nos voisins de l'Est ne se fassent pas au détriment des pays du tiers-monde, en particulier de l'Afrique.

Au moment où ils s'apprêtent à organiser une conférence à long terme avec l'URSS, les Sept éprouent le besoin de rassurer les pays d'Europe centrale et orientale et de leur adresser, comme on dit dans les couloirs du sommet, un « message fort » indiquant leur intention commune de poursuivre l'action entamée lors du sommet de l'Arche en 1989. La Communauté européenne, invitée par le président Bush à s'ouvrir davantage aux exportations de ces nouveaux partenaires, s'est efforcée de faire savoir qu'elle avait aucune leçon à recevoir en la matière.

## Au menu, l'Irak et la Yougoslavie

Depuis l'effondrement du COMECON, elle est de très loin le premier partenaire commercial de ces pays qui, en 1990, ont accru sensiblement leurs exportations vers les Douze (de 8,1 %) alors qu'ils vendaient moins aux Etats-Unis et au Canada. La France souhaite que les limites actuellement imposées à l'URSS pour emprunter à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), l'organisme présidé par M. Jacques Attali) soient assouplies. Les moyens supplémentaires ainsi mobilisés devraient, selon Paris, être utilisés de façon prioritaire par l'Union soviétique pour acheter des produits en provenance de ses anciens partenaires du COMECON. Une façon de rétablir, au moins partiellement, des circuits commerciaux brutalement interrompus.

Les Sept se sont félicités de l'action de la CEI en faveur de la paix en Yougoslavie. Cette intervention devrait être non seulement poursuivie mais élargie, estime-t-on ici. M. Mitterrand, conscient qu'un nouveau statut constitutionnel est nécessaire, a exprimé le vœu qu'une certaine forme d'unité puisse être préservée en Yougoslavie.

L'Irak a été au menu du dîner offert lundi soir par M. John Major à la Tour de Londres. Aussi bien les chefs d'Etat et de gouvernement que les ministres des affaires étrangères, qui festoyaient séparément dans ces lieux marqués par l'Histoire, ont évoqué la nécessité de maintenir les sanctions des Nations unies contre l'Irak tant que ce pays n'observerait pas l'intégralité des résolutions le concernant. Cela veut en particulier par le respect des textes obligant M. Saddam Hussein à laisser inspecter ses installations nucléaires. En cas de refus, l'hypothèse d'un nouveau bombardement, souvent évoquée ces derniers temps par M. Bush, n'a pas été écartée.

La non-prolifération des engins de mort « classiques » figurent également, de façon bien hypocrite, au menu du dîner. Les ventes d'armes conventionnelles peuvent-elles être surveillées par un organisme ad hoc émanant du G 7 ? Les Britanniques le souhaitent ouvertement. Les Français, qui ne détestent pas ce genre de dispute avec les Anglo-Saxons, refusent de détourner les sommes économiques vers une concentration permanente de nature politique.

DOMINIQUE DHOMBRES et PHILIPPE LEMAITRE

## Mikhaïl Gorbatchev l'équilibriste

Suite de la première page

Enfin, le président soviétique va se retrouver dans l'antichambre du club des Grands, alors que la perestroïka a mis à nu la faiblesse de son système. Les statistiques soviétiques doivent être maniées avec précaution ; avant, elles étaient trafiquées ; aujourd'hui, elles s'appuient sur des bases douteuses. Mais les ordres de grandeur ne trompent pas : depuis le début de cette année, le PNB a diminué de 8 %, la productivité de 10 %, les exportations de 18 % et les importations - faute de devises - de 45 %, ce qui a entraîné, par manque de pièces de rechange et de matières premières, la fermeture dans le seul mois de mai de trois cents usines.

Mais les dirigeants de l'URSS - et Mikhaïl Gorbatchev plus que tout autre - sont depuis longtemps passés maîtres dans l'art de transformer leurs faiblesses en atouts. Boris Eltsine a-t-il acquis une légitimité supérieure à celle du président de l'URSS ? Mikhaïl Gorbatchev tente de le capter à son propre profit. L'effondrement économique menace-t-il l'URSS ? Il peaufine l'exercice d'équilibriste qu'il exécute avec plus ou moins de bonheur depuis son arrivée au pouvoir en 1985. Peu important ses convictions personnelles par rapport au communisme, son idéologie et son mode de fonctionnement. Seule compte ici sa manière d'utiliser à son profit une situation. A la fin de l'été 1990, il a rejeté le « programme de 500 jours » mis au point par ses conseillers pour réformer l'économie soviétique parce qu'il s'est basé sur des prévisions trop optimistes.

Le président de l'URSS continue en fait l'exercice d'équilibriste qu'il exécute avec plus ou moins de bonheur depuis son arrivée au pouvoir en 1985. Peu important ses convictions personnelles par rapport au communisme, son idéologie et son mode de fonctionnement. Seule compte ici sa manière d'utiliser à son profit une situation. A la fin de l'été 1990, il a rejeté le « programme de 500 jours » mis au point par ses conseillers pour réformer l'économie soviétique parce qu'il s'est basé sur des prévisions trop optimistes.

## Qui perd gagne...

Moins d'un an après, il a compris que son unique chance de gagner la future élection présidentielle était de s'allier avec les démocrates réformateurs et d'accepter, au profit des gouvernements républicains, une diminution de ses prérogatives. Cette prise de conscience s'est concrétisée le 23 avril dernier dans le compromis de Novo-Ogarevo et dans la mise au point d'un projet de nouveau traité de l'Union, qui malgré toutes ses contradictions rompt au moins avec un des fondements du régime : le pouvoir n'émane plus de Moscou, il prend sa source dans les Républiques pour remonter vers le « centre ».

Mais le revirement est sans doute un peu plus ancien. Le signal, qui n'a pas été visible tout de suite, en a été donné au cours du débat au Parlement russe sur l'instauration d'une présidence de la Russie due au suffrage universel. Alors que le Parti communiste russe dirigé par les conservateurs semblait en mesure de bloquer la décision, la scission provoquée par le colonel Routskoï et son Mouvement de communistes pour la démocratie ont fait basculer le rapport des forces.

De même, la création d'un mouvement démocrate annoncée par des personnalités réformatrices du PC (Cheverdnadze, Iakovlev, Vinski...) et par des opposants patentés (Popov, Sobtchak...), malgré toutes ses ambiguïtés, donne quelque crédit au nouveau tournant réformiste de Mikhaïl Gorbatchev.

C'est un peu le jeu du « qui perd gagne ». Mikhaïl Gorbatchev est fort de l'appui des dirigeants des neuf Républiques qui ont signé l'accord de Novo-Ogarevo, parce qu'il a accepté une diminu-

tion de ses pouvoirs en leur faveur. Mais ce que ces derniers - Boris Eltsine en tête - et les réformateurs avec eux ont gagné a pour contrepartie une réaffirmation de la position de Mikhaïl Gorbatchev, qui quelques semaines plus tard paraissait sans espoir.

Il n'est pas certain que ce mariage de raison soit durable, mais en attendant les réformateurs et le président de l'URSS n'ont compris qu'ils avaient besoin les uns des autres et que tous avaient besoin de l'Occident.

## Pas de chèque en blanc

Est-ce suffisant pour convaincre les Sept que la démocratisation et le passage à l'économie de marché ne resteront pas des paroles creuses ? Sans doute pas, bien que certains ne demandent pas mieux que de se laisser une fois de plus séduire. C'est le cas du chancelier Kohl, qui s'est dévoué pour que Mikhaïl Gorbatchev soit invité à Londres et qui n'oublie pas ce qu'il lui doit pour la réunification de l'Allemagne.

Si bien disposé soit-il, Helmut Kohl n'en a pas moins averti son « cher Mishka », avec lequel il est à tu et à toi, qu'il ne fallait pas attendre de l'Allemagne plus que les 60 milliards de marks (200 milliards de francs) « quelle s'est déjà engagée à verser à l'URSS. (Les Soviétiques demandaient 40 milliards de marks supplémentaires, menaçant de ralentir le retrait de leurs troupes de l'ex-RDA). Et il lui a déconseillé de réclamer une aide massive à ses collègues occidentaux. Il n'est plus question, d'ailleurs, des 250 milliards de dollars dont Moscou aurait eu besoin pour redresser son économie.

## « Aide-toi l'Occident t'aidera »

Mikhaïl Gorbatchev a opté à la fin pour le pragmatisme et le rappel des grands principes. Parmi ces derniers, il insiste sur l'« interdépendance » des économies et la nécessité d'une coopération « mutuellement profitable » entre l'URSS et l'Occident, tout en appelant à des investissements dans les secteurs prioritaires de l'économie soviétique. Il ne s'agit pas de déverser des subventions dans un puits sans fond, mais d'opter pour ce que le chancelier Kohl appelle « Hilfe zur Selbsthilfe » (que l'on pourrait traduire à peu près par « Aide-toi, l'Occident t'aidera »).

Les Occidentaux ne sont pas insensibles aux idées de privatisation (le Soviet suprême a adopté une loi en ce sens et une législation pour favoriser les investissements étrangers), mais ils se méfient à juste titre des plans mirabolants pour transformer l'économie soviétique, dont ils craignent qu'ils ne soient jamais suivis d'effets.

Ils préfèrent une approche par étapes, qui commencerait avec l'octroi à l'URSS d'un statut d'observateur au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale et obligerait les Soviétiques à travailler avec les experts des deux organisations internationales. Ils pourraient ensuite apporter des aides ciblées pour des projets précis, en fonction de l'avancement des réformes politiques et économiques, de la démocratisation des institutions et de la définition du « centre » et des Républiques.

Mikhaïl Gorbatchev n'aura pas le chèque en blanc qu'il avait semblé évaluer dans son discours d'Oslo, en exigeant un soutien sans conditions à la perestroïka, sous peine de voir la communauté internationale replonger dans la guerre froide. Mais son engagement en faveur des réformes et d'une alliance avec les démocrates aura en quelque sorte été scellé par ses partenaires occidentaux. Il lui restera à maintenir le cap.

DANIEL VERNET

مكتبة الشبي



## EUROPE

YUGOSLAVIE : à la tête de la province

### Le Parti socialiste de Serbie souhaite que les régions serbes de Croatie se constituent en région autonome

La Croatie a accueilli, lundi 15 juillet, l'armée fédérale d'avoir violé le cessez-le-feu et tué un soldat croate au moment où les vingt premiers observateurs de la CEE arrivaient à Zagreb. La présidence collégiale devait d'autre part se réunir mardi sur l'île de Brioni, mais trois de ses huit membres (du Monténégro et des provinces du Kosovo et de Voïvodine) ont annoncé qu'ils boycotteraient cette assemblée. De nouveaux combats ont eu lieu lundi en Croatie entre Croates et Serbes. L'armée n'a pas fourni de bilan précis mais un garde national croate et des nationalistes serbes auraient été tués.

territoriale et seraient les premiers engagés. Le PSS ne remet pas pour autant en question la légitimité de l'armée nationale, car le document souligne qu'elle devra continuer à jouer un rôle majeur dans le dénouement de la crise.

#### Un gouvernement de coalition ?

Pour ce qui concerne le sort des Républiques non sécessionnistes, la plate-forme affirme que « rester en Yougoslavie est le seul moyen pour la Bosnie-Herzégovine et le meilleur moyen pour la Macédoine de sauvegarder leur intégrité territoriale ». Cependant, il est précisé que si les musulmans de Bosnie ou les Macédoïens désiraient se séparer de la fédération, le PSS leur reconnaîtrait ce droit.

Quant aux Albanais du Kosovo qui représentent 90 % de la popu-

lation de cette province du sud de la Serbie, le PSS rappelle que « selon les critères internationaux, les aspirations séparatistes des minorités ethniques ne peuvent être tolérées ». En demandant aux Hongrois de Voïvodine, au nord, de tenir tête aux nationalistes, le PSS avertit la Hongrie « qui ne cache plus ses prétentions territoriales », que la Serbie se défendra énergiquement.

Le PSS préconise une réorganisation du gouvernement fédéral de M. Ante Markovic, qui, à ses yeux, a une grande responsabilité dans la crise actuelle, et prône par ailleurs des élections législatives au niveau fédéral. Lundi 15 juillet, M. Milosevic s'est entretenu pendant près de quatre heures avec les dirigeants des deux principaux partis d'opposition, le Parti démocratique et le Parti du renouveau serbe.

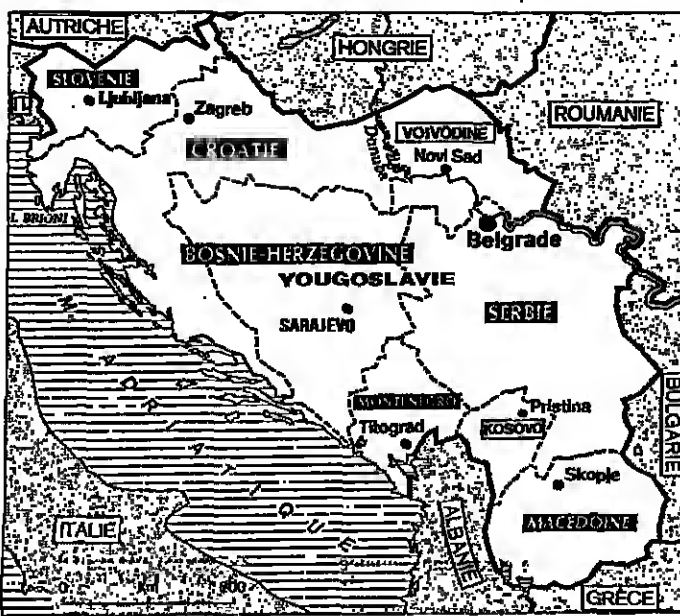
Les négociations qui doivent continuer en fin de semaine pour aboutir à la formation d'un gouvernement de coalition ou de statut national. Toutefois, l'annonce d'une réorganisation à la direction de la télévision et de la radio de Belgrade inquiète l'opposition qui se demande s'il s'agit de changements « positifs » ou, au contraire, d'un renforcement du contrôle des médias par le parti au pouvoir.

#### Les frontières de 1915 ou celles de 1918 ?

Alors que le PSS relance la question du redécoupage des frontières et de la séparation des territoires à majorité serbe du reste de la Croatie, le représentant de la Voïvodine à la présidence collégiale fédérale, M. Jugoslav Kostic, a déclaré, devant le Parlement local, qu'en cas de désintégration de la Yougoslavie, la Serbie devrait retrouver ses frontières de 1918. De son côté, le leader de l'extrême droite nationaliste serbe, M. Vojislav Seselj, a réaffirmé, lundi, que la Yougoslavie pouvait très bien passer de la Slovénie et de la Croatie puisqu'il aspirait à une Serbie dans ses frontières de 1915.

La Serbie doit parler M. Seselj s'étendrait sur tous les territoires qui se trouvent à l'est de la ligne Virovitica (près de la frontière hongroise)-Ogulin-Karlobag (sur la côte Adriatique en face de l'île de Pag) et engloberait par conséquent les trois quarts de la Croatie, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine. Par ailleurs, M. Seselj a annoncé une rébellion du peuple serbe de Croatie si l'armée fédérale ne parvenait pas à démanteler les formations paramilitaires avant le 18 juillet, comme l'a ordonné la présidence.

FLORENCE HARTMANN



BELGRADE

de notre correspondant

Le Parti socialiste de Serbie (PSS), ex-Parti communiste, qui avait remporté les premières élections libres en décembre en Serbie, a rendu public, lundi 15 juillet, sa « plate-forme d'action pour les trois mois à venir » selon laquelle « les régions de Croatie à majorité serbe doivent se constituer en région autonome de Yougoslavie ». Le parti de M. Slobodan Milosevic, président de la République de Serbie, estime d'autre part que « les arguments ne seront plus suffisants pour défendre les intérêts du peuple serbe (...) La Serbie a besoin d'une réelle force militaire, hautement motivée... ».

Puisqu'elle dispose d'une puissante défense territoriale très bien équipée, la Serbie n'a besoin ni de garde nationale, ni de formations paramilitaires. Toutefois, le PSS n'exclut pas la formation de détachements de volontaires qui agiraient au sein de cette défense

#### EN BREF

□ **AFRIQUE DU SUD** : signature d'un accord de coopération militaire avec l'URSS. - La Chambre sud-africaine des mines a signé, lundi 15 juillet, un « accord historique » avec une délégation de la Chambre soviétique du commerce et de l'industrie. Cet accord porte sur l'échange d'information dans les domaines de la formation, de la santé, de la sécurité, de la commercialisation et de la technologie minière. - (AFP)

□ **ALGÉRIE** : prochaine suspension du couvre-feu. - Le couvre-feu entré en vigueur, le 6 juin, à Alger et dans les départements limitrophes, sera suspendu, à compter du mercredi 17 juillet à 0 heure, a annoncé, lundi, un communiqué de l'autorité militaire, chargée d'administrer l'état de siège, qui, lui, n'est pas levé. - (AFP)

□ **ALLEMAGNE** : la marine soviétique quitte l'ex-RDA. - Après quarante-six ans de présence, la marine de guerre soviétique a quitté définitivement, lundi 15 juillet, sa base de Sassnitz dans l'ancienne Allemagne de l'Est. Devant une foule clairsemée, les 170 marins soviétiques ont levé l'ancre à bord de deux corvettes au son d'une fanfare militaire. Sassnitz était le seul port d'attache de l'URSS dans l'ex-RDA. - (AFP)

□ **CAMEROUN** : dissolution de six associations. - Six associations dont deux organisations de défense des droits de l'homme, ont été dissoutes, samedi 13 juillet, pour leur « participation avérée à des activités contraires à leur objet statutaire et pour troubles graves portés à l'ordre public et à la sécurité de l'Etat ». Les responsables de la plupart des partis d'opposition ont demandé une audience collective au chef de l'Etat afin « de débattre d'une conférence nationale souveraine ». Un homme a été tué, vendredi,

lors d'une manifestation organisée à Maroua, dans le nord du pays.

□ **DJIBOUTI** : un mort dans des incidents ethniques. - Le quartier d'Arbilba, à Djibouti, a été le théâtre, vendredi 12 et samedi 13 juillet, d'incidents entre Ethiopiens d'ethnies oromo et afar d'une part, et réfugiés somaliens d'ethnie issa de l'autre. Ces affrontements ont fait un mort et quinze blessés. - (AFP)

□ **GRÈCE** : le numéro deux de l'ambassade de Turquie blessé dans un attentat. - Le numéro deux de l'ambassade de Turquie à Athènes, M. Deniz Bolukbasi, et deux autres membres du personnel de cette ambassade, ont été blessés dans l'explosion d'une voiture piégée mardi 16 juillet à Palaio Psychico, dans la banlieue d'Athènes, a annoncé la représentation diplomatique. Cet attentat non revendiqué est intervenu deux jours avant la visite en Grèce du président américain George Bush qui doit ensuite se rendre en Turquie. - (AFP)

□ **JAPON** : Tokyo s'abstient de condamner la « décapitation » de M. Edith Cresson. - Le porte-parole du ministère des affaires étrangères nippon s'est refusé lundi 15 juillet à condamner expli-

citement le geste d'extrémistes de droite qui avaient « décapité » symboliquement un mannequin représentant M. Edith Cresson dimanche à Tokyo (le Monde du 16 juillet). « Il y a beaucoup de gens qui font des choses si choquantes, s'est-il contenté de déclarer au cours d'un point de presse à Londres en marge du sommet des pays industrialisés.

□ **MALI** : échec d'une tentative de coup d'Etat. - Le lieutenant-colonel Toumani Touré, arrivé au pouvoir le 21 mars, a annoncé, lundi 15 juillet, l'échec d'une tentative de coup d'Etat perpétrée par le ministre de l'Administration territoriale, le commandant Lamine Diabira, qui a été mis aux arrêts (nos éditions du 16 juillet). Le chef de l'Etat a réaffirmé l'engagement de l'équipe dirigeante de continuer le processus de démocratisation du pays. Une conférence nationale doit avoir lieu fin juillet tandis que la passation du pouvoir aux civils, au terme d'élections générales multipartites, est prévue pour janvier 1992. - (AFP)

□ **TCHAD** : remaniement ministériel. - Le chef de l'Etat, le colonel Idriss Deby, vient de procéder à un important remaniement ministériel. Le colonel Abbas Kory a été nommé ministre de la Défense nationale, M. Ibn Omar Mahamat Saleh, ministre du Plan et de l'Industrie, et M. Mamane Ngoubaye, ministre de l'Economie et des finances. - (AFP)

□ **TOGO** : un évêque élu président de la conférence nationale. - Mgr Sanouko Kpodzo, soixante et un ans, évêque d'Atakpamé, a été élu, samedi 13 juillet, président de la conférence nationale par lequel neuf cents députés réunis à Lomé. La conférence devrait former un gouvernement provisoire et fixer le date des prochaines élections générales. - (AFP)

□ Occupation des locaux d'Amnesty International à Paris par des Turcs. - Une centaine de Turcs se réclamant du Comité contre la « loi antiterroriste » ont occupé, lundi 15 juillet, les locaux d'Amnesty International à Paris, pour protester contre les violences policières dans leur pays et exiger de cette organisation une « grande action », en faveur des Kurdes de Turquie. En réplique, Amnesty International envisage « d'organiser toutes ses actions concernant la Turquie si ce genre de pratique se poursuit ». - (AFP)

URSS : avec l'appui de huit autres Républiques

### La Russie veut mettre la défense soviétique sous contrôle

La Russie est passée à l'offensive contre les pesanteurs de l'armée soviétique et de son « complexe militaro-industriel ». Elle a convoqué à Kiev, les 17 et 18 juillet, les huit autres Républiques qui élaborent avec M. Gorbatchev un nouveau traité d'union. But de la réunion : signer un projet de protocole annexe à ce traité sur le dernier sujet explosif encore non débattu : le partage des compétences militaires.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Un fonds d'aide à la conversion de l'industrie militaire de l'URSS au civil, passage obligé de tout sauvetage de son économie et de la stabilité mondiale, figure parmi les projets élaborés en vue du sommet du G7 à Londres. Mais les affaires de défense soviétiques restent le « saint des saints » des vieux généraux hostiles à cette conversion et sachant retarder les accords de désarmement, comme l'ont montré les difficultés des dernières négociations sur les armes stratégiques.

Or un premier pas pour briser leur monopole pourrait être franchi les 17 et 18 juillet à Kiev, lors d'une réunion sans précédent par sa forme et son objet. A l'initiative du ministère de la Défense de M. Boris Eltsine, des représentants des huit Républiques prenant à l'élaboration d'un nouveau traité d'union doivent se rencontrer pour signer un protocole annexe délimitant nettement les compétences, en matière de défense et d'industrie militaire, entre l'Union et les Républiques. Ce sera la première fois aussi que les « neuf » se réunissent en dehors de Moscou et sans représentants du pouvoir central, à l'indiqué au Monde l'un des participants, le député de Russie, M. Sergueï Stépachine.

« Le ministère de la Défense et l'état-major ne doivent pas pour autant se laisser aller à la panique », déclare le général Constantin Kobets, président du Comité d'Etat pour les affaires de défense de la Fédération de Russie, créé en janvier dernier, et qui conduira la délégation de sa République. Dans une interview au nouvel hebdomadaire du gouvernement russe Vesti, ce « ministre de la Défense » en puissance a expliqué qu'il ne s'agissait pas de créer des armées républicaines ou des gardes nationales, mais, en reconnaissant la nécessité de conserver une défense commune unifiée, de manifester le souci des Républiques d'intervenir dans un domaine qui freine tout le processus de réforme dans le pays.

« Les Républiques ne veulent plus rester des spectateurs passifs de la dilapidation de leurs richesses, qui, au lieu de servir à créer une armée efficace, assure la défense sociale des militaires et contribuent à l'assainissement de l'économie, continuent à développer un système de défense surdimensionné, impotent et perclus de structures qui doublent », affirme ce général. Le protocole soumis aux huit autres Républiques élargit, selon Vesti, le domaine de compétence conjointe de l'Union et des Républiques à de nombreuses questions-éclats, telles que la détermination du niveau de « défense suffisante » et du budget de défense. Les Républiques seules, de leur côté, ne peuvent créer que leur propre défense civile et mener la conscription, qui restera centralisée.

#### Préserver l'héritage

Le général Kobets a affirmé n'avoir jamais connu le montant réel du budget de la défense, bien qu'il ait été encore récemment chef d'état-major adjoint. Il estime que ce budget, officiellement de 96 milliards de roubles, peut être rapidement réduit de 12 à 15 milliards, et les effectifs, de 800 000 hommes. Sans parler explicitement de supprimer les commandements politiques de l'armée, il a évoqué la nécessité d'abolir ces « structures qui doublent » et précisé que son comité préparait par exemple l'unification des différents systèmes d'armes nucléaires stratégiques.

Mais, avant tout, il faut rationaliser le fameux « complexe militaro-industriel », qui, dans le domaine des constructions mécaniques par exemple, « surpasse de deux ou trois fois les capacités quantitatives et qualitatives du secteur civil ». Pour trouver les moyens de l'impliquer dans les transformations économiques en cours - « sans quoi il n'y aura ni création d'industries civiles concurrentielles, ni nouvel armement moderne », le Comité d'Etat russe pour la défense a créé en son sein une « direction militaro-économique ». « Si nous ne faisons pas quelque chose maintenant, nous ne le ferons plus jamais », a affirmé le général, ajoutant : « En le faisant, nous oserons à la fois le Centre et tout le pays ».

Le général Kobets faisait partie d'une délégation de parlementaires de Russie - première République soviétique à avoir cet honneur - qui a visité l'OTAN, du 29 juin au 2 juillet. Les questions de désarmement ont été abordées, affirme-t-il, et il donne son avis : dès la signature d'un traité START réduisant les armes stratégiques de 50 %, doivent commencer des négociations pour les réduire de 80 %.

Bref, la Russie a décidé de « prendre ses responsabilités dans la formation d'une nouvelle politique de défense du pays », affirme Vesti. Cette façon d'aborder le problème - après les déclarations un peu bâties de M. Eltsine évoquant à demi-mot la création d'une armée de Russie en réaction aux événements de janvier dernier à Vilnius - est sans doute la méthode civilisée de gens arrivés au pouvoir, pour aboutir aux mêmes fins. En s'arrogant l'initiative de définir une politique militaire moderne pour l'URSS, la Russie se conduit comme quelqu'un qui veut préserver son héritage.

#### Le risque

d'une confédération molle

Mais les autres Républiques ont intérêt à s'appuyer sur la Russie, contre les généraux hostiles à l'idée de leur souveraineté. « Il n'y aura pas de problèmes avec l'Ukraine, ni sans doute avec le Kazakhstan et même la Biélorussie », estime M. Stépachine. Les représentants de ces quatre Républiques ont été déployés le gros des forces soviétiques, notamment aux frontières, se réuniront à Kiev d'abord entre eux, avant d'élargir leur cercle aux cinq autres Républiques musulmanes d'Asie centrale et du Caucase. C'est avec ces dernières, dont les dirigeants sont les plus proches des anciennes forces conservatrices, que des problèmes risquent de surgir, a précisé le député russe.

Quant aux réactions de l'état-major, le projet de protocole a été mis au point après des consultations avec ses officiers, a affirmé M. Stépachine, en précisant que M. Eltsine avait aussi abordé le sujet avec M. Gorbatchev. « Mais ce dernier », a ajouté le député russe, refuse toujours de lever le front sur ses collègues moins hardis, il attend que la pression vienne de la base et c'est ce que nous faisons ». Les collègues en question étant le général Moïseïev, chef d'état-major, qui restera hésitant, et le général Jazov, ministre de la Défense, franchement hostile. Mais les jours de ce dernier à la tête du ministère seraient comptés, affirmant, pleins d'optimisme, certains démocrates.

L'organe du gouvernement de Russie, en tout cas, est formel : « Les participants à la rencontre de Kiev estiment, que sans ce protocole annexe, le traité pourrait n'être pas signé du tout », écrit-il, réitérant sans aucun doute les intentions de M. Eltsine. Quand à la méthode consistant à mettre M. Gorbatchev devant le fait accompli, c'est-à-dire un document signé par les neuf Républiques - si cela se réalise - elle peut constituer un précédent pour résoudre, à l'avantage des Républiques, les derniers problèmes bloquant la signature du traité de l'Union. Ces problèmes étant fondamentaux, l'URSS glisserait alors vers une forme molle de confédération, à moins que la Russie ne parvienne à veiller, la aussi, à l'héritage.

SOPHIE SHIHAB

**100.000 LIVRES EN STOCK**  
5 CATALOGUES PAR AN  
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE  
8 RUE DE LA POMPE 75001 PARIS

**Le Monde EDITIONS**  
**PLANTU REPROCHE-ORIENT**  
EN VENTE EN LIBRAIRIE

## DOSSIER

## Les pays industrialisés face au problème de l'immigration

VOUS FAISIEZ QUOI AU BANGLADESH?



## Etats-Unis : la tête du client

Ouvrir délibérément la porte, mais de plus en plus à la tête du client : c'est le sens de la dernière loi sur l'immigration, signée le 29 novembre 1990 par le président Bush et qui, fidèle au système américain des « quotas » sélectifs, accroit de 40 % le nombre de personnes autorisées à s'installer aux Etats-Unis. « C'est la réforme la plus importante de notre législation sur l'immigration depuis soixante ans », a déclaré ce jour-là le président. La nouvelle loi qui entrera en vigueur en octobre 1991, relève le quota annuel d'immigrés autorisés de 500 000 à 700 000 jusqu'en 1994 (chiffre qui devrait tomber ensuite à 675 000). La moitié d'entre eux seront autorisés à venir en raison de leurs attaches familiales.

Cette « ouverture » se double de l'abandon de clauses devenues historiquement caduques ou socialement gênantes. Est ainsi abrogée la loi de 1952 qui, à l'époque du maccarthysme, imposait l'octroi de visas pour des motifs politiques notamment aux communistes. De même un immigré ne se verra plus repoussé parce qu'il est homosexuel, « déprimé » ou retardé. Quant à la clause qui repoussait les malades du SIDA, elle devrait à son tour disparaître dans les prochains jours.

Ces « cadeaux » aux libéraux du Congrès comprennent également un geste politique non négligeable : le quota annuel des réfugiés politiques passe de 125 000 à 131 000. Et les victimes de persécutions qui se voyaient fermer les frontières américaines car elles fuyaient des régimes soutenus par Washington, sont enfin prises en considération. L'exemple le plus marquant est celui des Salvadoriens qui ne pouvaient obtenir l'asile politique au nom d'un raisonnement imparfait : puisque le

département d'Etat octroyait une aide au Salvador c'est qu'il estimait implicitement que la situation des droits de l'homme y était acceptable. Depuis septembre dernier, les Salvadoriens, les Koweïtiens, les Libanais et les Libériens, sont autorisés à transiter pendant un an (un an et demi pour les Salvadoriens) avant de venir leur cas examiné. A l'inverse, depuis l'effondrement des régimes autoritaires de l'Est, les Polonais les Hongrois et les Tchécoslovaques ne reçoivent plus le statut de réfugié politique, pour cause de démocratisation.

## Miser sur le sang neuf

Les bureaucrates qui ont inspiré les nouvelles règles misent beaucoup sur le sang neuf et le potentiel économique des nouveaux immigrants dont une bonne moitié n'ont pas quarante ans. Ce souci se retrouve dans les quotas nouvellement mis en vigueur pour faciliter en priorité l'entrée des travailleurs qualifiés et pour favoriser les arrivées des pays d'Europe (avec le cas particulier des juifs soviétiques : 400 000 visas à l'heure actuelle), voire d'Afrique, face à un afflux constant d'Asiatiques et d'Hispaniques.

Là où le « déficit » de qualifications professionnelles est particulièrement ressenti, l'immigration devient le recours systématique : la quota autorisée, basée sur les capacités professionnelles, passe ainsi de 54 000 à 140 000 entrées par an. On cite souvent l'exemple des 10 000 visas accordés à des infirmières étrangères pour pallier les insuffisances de personnel dans certains hôpitaux. L'Amérique, préoccupée par sa baisse de compétitivité face au Japon ou à l'Europe, importe à présent ses cer-

veaux, ses techniciens et même... ses entrepreneurs : une clause étonnante figure dans la loi de 1990 stipulant que 10 000 visas d'immigration sont disponibles pour les étrangers désireux d'investir au moins 1 million de dollars dans la ville de leur choix aux Etats-Unis ; ou 500 000 dollars dans une zone « rurale » ou « particulièrement touchée par le chômage ».

La rigidité apparente des quotas permet en fait beaucoup de souplesse. Quitte à prendre à l'occasion des initiatives pour le moins contestables quand le processus se dégrade. Ainsi en mars 1989, le département d'Etat organisa-t-il par le biais de ses consulats à l'étranger une gigantesque loterie dont les prix étaient... 20 000 cartes de séjour permanentes aux Etats-Unis. Jen auquel n'importe quel pratiquement pouvait participer et qui était destiné officiellement à « diversifier géographiquement » l'immigration officielle furent soigneusement exclus les pays fournissant le gros des bataillons actuels des immigrés (Colombie, Haïti, Jamaïque, Mexique, etc.).

## Quatre millions d'illégaux

Reste le cas des millions de « clandestins » qui traversent chaque jour la frontière mexicaine, ou viennent s'établir en provenance d'Haïti ou de Cuba sur les plages de Floride. Un problème réglé en théorie par des accords de pays à pays. En pratique les services d'immigration sont impuissants face à ce flux continu : on estime à l'heure actuelle que plus de quatre millions de clandestins vivent sur le territoire américain. Chaque année, un million de ces illégaux (essentiellement mexicains) sont

reconduits aux frontières, et des centaines d'Haïtiens sont interceptés et reconduits à la limite de leurs eaux territoriales (1 200 depuis le début de l'année). Un accord spécial signé en 1981 avec Haïti autorise en effet les Etats-Unis à renvoyer les réfugiés « économiques » pour ne garder que ceux qui peuvent prouver que leur vie est en danger dans leur pays. Quatre vingt six juges fédéraux statuent en permanence sur ces cas. Ces illégaux peuvent faire appel. Ils sont soit expulsés (départ volontaire), soit déportés avec interdiction de revenir avant cinq ans aux Etats-Unis sous peine de se voir jetés en prison.

Un système d'amendes a été institué en 1986 pour pénaliser les chefs d'entreprise qui emploient des clandestins. Seuls 6 000 employeurs ont été condamnés. Quant à l'instauration d'une « carte d'identité de travailleurs », régulièrement envisagée, elle suscite toujours bien des réticences dans un pays très pointilleux sur le respect des libertés individuelles. Les services d'immigration avaient tenté en septembre 1988, d'inciter à grand renfort de publicité les illégaux à profiter d'une amnistie pour se faire enregistrer. Première étape vers la résidence légale ; et seul moyen ainsi de contrôler la situation. En effet, selon la loi sur l'immigration promulguée en 1986, les étrangers qui avaient vécu illégalement mais continuellement aux Etats-Unis depuis 1982 pouvaient bénéficier d'une amnistie. Craignant un piège ou incapables de fournir les pièces demandées, à peine plus d'un million d'illégaux profitèrent de l'aubaine, alors que l'administration en espérait au moins le double.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

## Canada : une terre d'asile

MONTREAL

de notre correspondante

Officiellement, le Canada n'accepte ni ne tolère aucun immigré illégal sur son territoire et les contrevenants sont renvoyés au coup par coup dans leur pays d'origine. Ils sont reconduits aux postes-frontières américaines lorsqu'ils sont arrivés par voie terrestre ou remis dans l'avion qui les avait amenés.

Dans ce dernier cas, deux hypothèses : ou bien le transporteur aérien est considéré comme responsable de l'arrivée au Canada de l'immigré illégal (vérification mal faite au départ des passeports, de l'identité ou des visas requis pour les ressortissants de certains pays sensibles) et c'est à la compagnie fautive de défrayer les coûts du retour ; ou bien le transporteur n'est pas considéré comme responsable (faux passeport particulièrement bien falsifié, personne qui détruit ses papiers d'identité en vol) et c'est le gouvernement canadien qui paie le billet de retour.

## Repérer les usurpateurs

En pratique, le Canada est si vaste qu'un fugitif entré par la frontière américaine - si longue qu'elle ne pourra jamais être vraiment « étanchée » - pourrait bien y vivre longtemps, perdu dans la nature, à condition de ne jamais réclamer d'avantages sociaux. Ces candidats à une vie (écahée) d'aventures semblent ne plus être nombreux. Des flux d'immigrants illégaux ont plutôt tenté, à partir de 1986 surtout, de se faire passer pour des réfugiés politiques, afin de profiter, en toute légalité, de la traditionnelle hospitalité canadienne. Tant et si bien que le Canada, devenu l'une des der-

nières terre d'asile, a été obligé d'adopter, en janvier 1989, une politique beaucoup plus restrictive à l'égard des demandeurs d'asile.

Avant cette date, il suffisait, pour tout immigré illégal, de réclamer le statut de réfugié aux frontières du Canada pour éviter l'expulsion, obtenir un toit au moins provisoire, bénéficier de prestations d'aide sociale et se faire soigner gratuitement. Le demandeur, qui n'avait et n'a toujours pas le droit de travailler, attendait ainsi qu'un tribunal administratif se prononce, processus qui prenait des années, compte tenu de la possibilité de multiples recours et de l'engorgement des services concernés.

Les immigrés économiques, portugais, turcs, brésiliens, africains, srilankais, se sont vite passés le mot. Le nombre de candidats au statut de réfugié est ainsi passé de 8 300 en 1985 à 35 000 en 1988, obligeant Ottawa à sévir dès le début de l'année suivante pour repérer plus rapidement les usurpateurs. Depuis, les demandeurs d'asile politique sont entendus dans les soixante-douze heures qui suivent leur arrivée et peuvent être expulsés sans délai, si leur requête paraît clairement infondée. Ils ont été 3 000 dans ce cas en 1990.

Le Canada reste néanmoins une terre d'asile et un pays d'immigration. Ottawa compte accepter cette année environ 30 000 réfugiés qui se trouvent dans des camps et 220 000 immigrants, qu'ils soient des hommes d'affaires disposés à investir ou des immigrants indépendants sélectionnés dans leur pays d'origine, en fonction de leurs qualifications professionnelles. L'objectif fixé est d'atteindre 250 000 immigrants à partir de 1992, soit près de 1 % de la population canadienne.

MARTINE JACOT

## Suisse : les dangers des quotas

BERNE

de notre correspondant

Avec un étranger sur six habitants, soit l'une des proportions les plus élevées d'Europe, la Suisse connaît depuis longtemps des problèmes d'immigration analogues à ceux qui se posent en France. Dans les années 70 déjà, des mouvements nationalistes et xénophobes s'étaient lancés dans une croisade contre « la surpopulation étrangère ».

Durant la dernière décennie, ils avaient ensuite trouvé un nouveau cheval de bataille avec les demandeurs d'asile venus de grande partie du tiers-monde. Sous l'effet de mesures restrictives adoptées par le gouvernement, l'extrême droite helvétique s'est vu couper l'herbe sous les pieds et semble en voie de régression. Mais la Suisse n'en demeure pas moins confrontée à un afflux croissant d'immigrés et surtout de candidats à l'asile.

Malgré le tour de vis donné par les autorités et l'introduction de contingents par cantons, le nombre de résidents étrangers n'a cessé de croître, pour s'établir à 1,1 million de personnes, soit 16,6 % de l'ensemble de la population. En avril dernier, la Suisse comptait 60 000 immigrés de plus qu'en 1990. En ajoutant aux résidents les saisonniers, les fonctionnaires internationaux, les détenteurs d'une autorisation de séjour de courte durée, les requérants d'asile et les travailleurs clandestins, la proportion d'étrangers atteindrait environ 20 %. A Genève, les étrangers représentent 6 % des habitants et 41 % des élèves des écoles.

Parmi 947 000 étrangers exerçant une activité lucrative, soit plus du quart de la population active, figurent 183 000 frontaliers. Dans un pays qui enregistre un taux de chômage d'à peine 1 %, les tensions sur le marché de l'emploi favorisent également le travail au noir. La Fédération des ouvriers du bois et

du bâtiment a évalué entre 120 000 et 180 000 le nombre de travailleurs clandestins étrangers, notamment dans la construction, l'hôtellerie et l'agriculture. La moitié d'entre eux seraient dépendants des seules assurances sociales et payant des impôts.

## Durcissement de la loi contre le travail au noir

En dépit d'un durcissement de la loi prévoyant des amendes jusqu'à 100 000 francs suisses, les autorités ferment généralement les yeux et restent mal outillées pour poursuivre les contrevenants. Les responsables des services d'inspection du travail ne sont pas mieux outillés que la police helvétique des quotas d'immigrés entraîne inévitablement l'engagement de travailler sans permis. En cas de découverte, la sanction sera plus sévère pour l'employeur, immédiatement expulsé, que pour l'immigré, généralement frappé d'une simple amende.

Les passages illégaux de la frontière, tant par des chercheurs d'emploi que par des candidats à l'asile, n'en sont pas moins en augmentation régulière, surtout du côté de l'Autriche et de l'Italie. Ainsi, le nombre de demandes d'asile est accru de 84 % depuis le début de l'année. Or, plus de 90 % des requérants entrent en Suisse clandestinement. A ce rythme, l'Office fédéral des réfugiés s'attend à recevoir 30 000 requêtes en 1991 contre 35 000 en 1990 et 8 500 en 1986. Sur 140 000 demandes déposées depuis 1970, près de la moitié l'ont été ces deux dernières années.

Complètement débordés, les services compétents doivent traiter 54 000 demandes d'asile en suspens et plus de 10 000 recours. L'accélération de la procédure au rythme de 3 000 dossiers par mois ne suffit pas à empêcher le retard de s'accumuler. Venant sanctionner l'échec de la politique d'asile suivie jusqu'à, le cap de 100 000 dossiers est atteint

pourrait être franchi en 1992. En raison de la détérioration de la situation dans leur pays, les Yougoslaves arrivent en tête des nouveaux réfugiés, suivis des Kurdes. Mais moins de 4 % à peine des requêtes sont aujourd'hui acceptées, alors que 75 % l'étaient il y a une dizaine d'années. Depuis janvier, plusieurs centaines de demandeurs d'asile ont été renvoyés dans leur pays d'origine. L'un des cas les plus contestés a été celui de vingt-quatre Kurdes - dont des femmes et des enfants - expulsés en mai vers la Turquie à bord d'un avion charter.

## Un charter vers la Turquie

Aux nombreuses critiques que lui avait valu cette décision, le gouvernement helvétique avait répondu pour se justifier que ces Kurdes venaient de régions non soumises à l'état de siège dans l'ouest du pays. Quelques milliers de requérants déboutés ont néanmoins été autorisés à rester en Suisse et l'on estime que près de vingt mille anciens candidats à l'asile sont venus grossir les rangs des clandestins.

En partie dépassées par les événements, les autorités multiplient les entraves pour enrayer le mouvement. « La Suisse est un état de droit », réplique M. Arnold Koller, chef du département fédéral de justice et police. « Aujourd'hui, ajoute-t-il, un réfugié économique a davantage de chance de pouvoir rester en Suisse s'il entre illégalement et demande l'asile que celui qui demande un permis de travail. » Aussi le gouvernement préconise-t-il une accélération de la procédure sur l'asile, une extension de l'interdiction de travail à six mois et une modification du système d'assistance aux requérants, pour pouvoir les renvoyer plus rapidement.

Dans un récent rapport sur sa future politique d'immigration, le Conseil fédéral va encore plus loin en n'excluant pas de faire appel à la

troupe pour surveiller les frontières et de créer des centres « de grande capacité » pour héberger les requérants. Par les fameux souvenirs qu'elles peuvent évoquer, ces propositions ont soulevé l'indignation de certains milieux religieux et intellectuels.

En vertu de sa longue politique, le gouvernement envisage de classer les pays étrangers en trois catégories allant de la libre circulation à l'interdiction de travail. L'objectif poursuivi est d'ouvrir largement la Suisse aux travailleurs d'Europe occidentale, ce qui impliquera des restrictions à l'égard des ressortissants des autres pays.

Des permis de travail pourront être accordés aux citoyens du « cercle médian » : les Etats-Unis, le Canada et, éventuellement, les pays de l'Est. En tout cas, le gouvernement est vivement encouragé à libérer le marché du travail par le patronat, qui se plaint du manque de main-d'œuvre qualifiée. D'ailleurs, dans son rapport, le Conseil fédéral ne parle plus de « stabilisation » de la population étrangère mais d'un « équilibre à sauvegarder ». Sa marge de manœuvre demeure étroite s'il entend ne pas réveiller les démons xénophobes.

JEAN-CLAUDE BUHRER

## GOLFE LA DÉMOCRATIE A PETITS PAS

Ses pays du C.C.G. en quête d'un élargissement de la participation politique

Dans ARABIES de juillet-août en kiosques et en librairies.

Tél. : 17-66-16-00. Minitel 3617 ARABIES.

(Publié)  
GUIDE DE L'ANGLAIS  
MODERNE ÉCRIT  
(G.A.M.E.)

Christiane Tricoit

280 F chez l'éditeur et à la FNAC  
320 F par correspondance, franco de port  
à l'ordre des Editions François-Robert

COFORMA et les Editions François-Robert  
18, rue Tholozan-Deck, 75015 PARIS  
Tél. : 40-50-65-61 Fax : 45-57-28-41

## LE MONDE diplomatique

Juillet 1991

● **MUTATIONS A L'EST** : La Yougoslavie à l'épreuve du libéralisme « réellement existant », par Catherine Samary. - Les camps de rélegation, stigmates du totalitarisme albanais, par Marie-Françoise Allain et Xavier Galmiche. - Gyoogyos, une petite ville de Hongrie vit l'incertitude de la transition, par Edouard Bailly. - L'infini désarroi des communistes soviétiques, par Serge Leyrac. - Tchoue qui bouge, Chine immobile, par Roland Lew.

● **LE RÉAMÉNAGEMENT MILITAIRE AU NORD** : Les industries d'armement se tournent, par Laurent Carroué. - Défense de la France ou du corporatisme des armées, par Antoine Sanguinelli. - Penser les vrais risques du vingt et unième siècle, par Maurice Bertrand.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

مكتبة الناصر



# POLITIQUE

De retour d'un voyage dans les territoires du Pacifique

## M. Alain Juppé dénonce l'attitude du gouvernement en Polynésie mais entend respecter les accords de Matignon en Nouvelle-Calédonie

La vive réaction, lundi 13 juillet, de M. Alain Juppé à la nouvelle crise sociale et politique qui subit la Polynésie française (lire encadré ci-dessous) se fonde sur une conviction que le secrétaire général du RPR exprime ouvertement, à son retour d'un voyage de deux semaines dans le Pacifique, avant même les affrontements qui ont conduit le gouvernement territorial à céder aux revendications des organisations syndicales et son président, M. Gaston Flosse, à se mettre en congé : « A l'évidence, le gouvernement central, qui ne supporte pas que la Polynésie soit dirigée par un proche du RPR, comme les électeurs l'ont voulu en mars dernier, fait passer l'élection de Gaston Flosse avant toute autre préoccupation, nous déclarait le mardi 9 juillet M. Juppé, et cela est dangereux parce qu'en France, et en Polynésie française, il n'y a rien. »

Il ne fait aucun doute, en effet, que les militants du Front indépendantiste de libération de la Polynésie (FLIP), présidé par le maire de Papeete, M. Oscar Témara, dont les listes ont recueilli 11,43 % des suffrages sur l'ensemble du territoire et enlevé quatre sièges à l'assemblée locale, jouent un rôle moteur dans tous les conflits sociaux et se comportent en alliés objectifs des autres adversaires politiques de M. Gaston Flosse. Même si l'ancien secrétaire d'Etat chargé du Pacifique sud dans le gouvernement de M. Jacques Chirac de 1986 à 1988 a souvent donné à ses détracteurs, par ses méthodes très personnelles, le bâton pour se faire battre, au point d'être aujourd'hui poursuivi en correctionnelle, il s'agit là d'un simple constat.

Mais cette prise de position alarmiste du secrétaire général du RPR contraste fort avec l'approche sereine qui est devenue la sienne sur l'autre sujet régional de polémique qui a si souvent empoisonné l'atmosphère politique métropolitaine : la question calédonienne.

### « Globalement positif »

Au cours de son séjour en Nouvelle-Calédonie, M. Juppé s'est employé, en effet, à mettre un terme au contentieux opposant le RPR à bon nombre de représentants de la communauté caennaise depuis les accords de la politique menée de 1986 à 1988, jusqu'aux drames d'Ouvéa, sous l'inspiration, à l'époque, du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, la

formation de M. Jacques Lafleur. Prolongeant le geste fait naguère par M. Jacques Chirac, qui avait reçu Jean-Marie Tjibaou, en octobre 1989, il a redonné le contact avec les dirigeants indépendantistes et s'est entretenu, en particulier, avec le président de l'Union calédonienne, M. François Burck, et avec le président du FLNKS, M. Paul Néaoutyia, qu'il a assuré de sa volonté de préserver les acquis des accords de Matignon sur l'avenir du territoire.

Deux ans et demi après l'appel à l'abstention « motivée et active » que le mouvement chiracien avait lancé au moment du référendum du 6 novembre 1988, le secrétaire général du RPR accorde toute perspective de remise en question des dispositions de la loi référendaire dans l'hypothèse où son parti retrouverait le

pouvoir à l'issue des élections législatives de 1993 : « Le bilan des accords de Matignon est globalement positif, souligne-t-il aujourd'hui, et à la lumière de l'expérience il n'est pas question de les remettre en cause dès lors que leurs signataires continuent de travailler ensemble dans un climat de bonne intelligence. »

Certes, il existe encore des motifs d'inquiétude. M. Juppé en retient deux : « D'une part, il reste une divergence fondamentale entre le FLNKS, qui continue de vouloir l'indépendance, et le point de vue du Rassemblement pour la Calédonie dans la République : d'autre part, le réajustement économique du territoire prévu dans les accords de Matignon n'est pas engagé, les investissements privés se font toujours autour de Nouméa, la province des îles Loyauté

souffre d'un exode et tout autour de Nouméa on voit s'agglutiner, dans un phénomène de favelas, une population sans emploi, forte consommatrice de boisson et de drogue, très destructrice culturellement et qui risque un jour de constituer une masse de manœuvre pour n'importe quelle agitation politique. »

Pourtant, M. Juppé préfère revenir aujourd'hui deux motifs de satisfaction : « Après le traumatisme, il y a une réelle volonté de dialogue et de compréhension mutuelle et les indépendantistes n'ont pas rejeté l'idée lancée par Jacques Lafleur d'essayer de trouver un consensus avant l'échéance de 1998 pour que le référendum ne soit pas un bras de fer pour ou contre l'indépendance dont le résultat, de toute façon, ne réglerait rien. Cela ne me paraît pas complètement insoluble. »

Personnellement, en tout cas, le secrétaire général du RPR envisage même plus de remettre en cause la composition du corps électoral qui sera appelé à participer au référendum prévu en 1998. M. Juppé, qui s'était vivement opposé au « gel » de ce corps électoral à la date du référendum de 1988, affirme aujourd'hui : « Le calcul des indépendantistes qui soutient la définition de ce corps électoral était faux : il n'y aura aucun réajustement démographique en leur faveur, en tout cas pas avant 1998, et de toute façon on ne va pas faire capoter les chances d'une solution consensuelle avec cette question à laquelle plus personne ne s'attaque. » Magie des accords de Matignon...

ALAIN ROLLAT

## « Jouer un jeu trouble et peu digne »

De retour d'un voyage dans les territoires du Pacifique, le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a exprimé, son extrême inquiétude sur la dégradation de la situation en Polynésie française. Il a notamment déclaré : « Alors que toutes les analyses confirment l'état désastreux des finances du territoire, la majorité élue en mars a été contrainte par deux fois, sous la pression de manifestations insurrectionnelles, d'annuler les mesures coura-

geuses de redressement qu'elle avait adoptées et qui avaient reçu l'approbation du ministre des finances. A ces deux reprises, l'Etat s'est trouvé incapable de faire respecter l'ordre, la sécurité et la libre circulation des personnes dans le territoire. L'Etat doit donc assumer la responsabilité de la situation. (...) L'attitude complaisante du gouvernement et de son représentant à l'égard d'une entreprise de déstabilisation politique du territoire va à l'encontre des intérêts de la Polynésie et de ceux

de la France. Le gouvernement français serait bien inspiré de se ressaisir et de permettre aux institutions polynésiennes de fonctionner démocratiquement, c'est-à-dire à la majorité élue d'administrer le territoire. Plutôt que de jouer un jeu trouble et peu digne de la France, l'Etat doit contribuer au retour de la paix civile en garantissant l'ordre et en contribuant à résorber une faiblesse financière dans laquelle (...) il a une large part de responsabilité. »

Dans les Alpes-Maritimes

## Vive polémique entre M. Charasse et M. Christian Estrosi (RPR)

NICE

de notre correspondant régional

M. Michel Charasse, ministre du budget, a vivement attaqué, lundi 15 juillet, sur Radio-Monte-Carlo, M. Christian Estrosi, député RPR des Alpes-Maritimes qui avait précédemment critiqué le rachat par l'Etat de la villa de l'ancien maire de Nice, M. Jacques Médica (CNI). « J'ai lu sa leçon de morale avec beaucoup d'attention, a-t-il déclaré, leçon de morale qui émane quand même d'un gars qui me doit quatre cents millions de centimes, qui n'a pas payé ses impôts lui non plus, qui est devant le tribunal, lui aussi, et qui, je l'espère, va perdre. Je le mets

en garde. Je lui conseille sérieusement de se mettre en règle le plus vite possible (...) parce que je suis sûr que comme pour Médica, c'est-à-dire que je suis obligé de prendre ce qu'il a (...) ». Un député, a-t-il ajouté, doit donner l'exemple. Quand on vote l'impôt, on doit commencer par payer son impôt soi-même. Par conséquent, M. Estrosi, je lui donne un bon conseil, c'est de faire attention à ce qu'il raconte parce que je l'ai dans le collimateur. Le ministre a conclu, d'une manière plus que confuse : « Lui aussi, tout député qu'il est, je suis capable de le traîner en correctionnelle et de me débrouiller pour que, si je l'espère, une condamnation pénale, pourquoi pas, puisse à une peine de prison, le

prive de son mandat de député (...) ». M. Estrosi avait condamné « de la façon la plus ferme », le 13 juillet, le rachat par l'Etat de la villa de M. Médica en estimant qu'il s'agissait d'une « dilapidation de l'argent des contribuables au moment où le gouvernement socialiste olivard condamnait les impôts ». Répondant, dans un communiqué, aux propos tenus par M. Charasse, il s'est déclaré « totalement irréprochable » en précisant qu'il avait contesté, devant le tribunal administratif, un redressement fiscal dans le cadre des trois dernières années de sa carrière sportive et qui n'a rien à voir avec ses fonctions électorales où la rigueur et la transparence ont toujours été ses guides (...) ». (1) Il a

estimé que M. Charasse avait « une nouvelle fois perdu son sang froid, en menaçant un parlementaire de représailles fiscales (...) ». « Inquisition, menaces, chantage, a-t-il conclu, sont les trois piliers de son action gouvernementale ». Le député des Alpes-Maritimes nous a, d'entre part, assuré son intention de déposer, mardi 16 juillet, une plainte contre le ministre du budget, pour « chantage et menace ».

G. P.

(1) Il s'agit d'un redressement infligé à Sp. 06, une société chargée de gérer la carrière sportive de M. Estrosi, ancien champion motocycliste. Son montant, d'après le député, n'est pas de 4 millions, mais de 2,2 millions de francs.

Après les déclarations du président de la République

M. Stasi (CDS) « choqué » par « la désinvolture » de M. Mitterrand

Le vice-président du CDS, M. Bernard Stasi, s'est déclaré « choqué par la désinvolture » avec laquelle le président de la République a abordé, dimanche 14 juillet, la question de la réforme électorale du mode de scrutin pour les élections régionales et cantonales. « C'est maintenant trop tard. Même s'il n'est pas très bon, il n'est pas convenable de changer de mode de scrutin quelques mois avant les échéances », a-t-il ajouté.

M. Charles Baur, porte-parole de l'Union pour la France chargée de la décentralisation, a déclaré de son côté : « Plutôt que d'accepter le fait normal de la démocratie et de risquer une défaite du PS, François Mitterrand préfère recourir à la tricherie ».

Enfin, le président du Centre national des indépendants, M. Yvon Briant, a rappelé qu'il restait favorable au scrutin proportionnel régional en précisant que « des listes régionales permettraient d'identifier le président de région » et que, du même coup, « les électeurs seraient nécessairement plus concernés ».

A Montpellier

Des fils de harkis ont occupé des bureaux de la préfecture

MONTPELLIER

de notre correspondant

Vingt-cinq harkis de la deuxième génération ont occupé lundi 15 juillet en milieu de journée, les services de la direction des affaires économiques de la préfecture de l'Hérault, au centre de Montpellier. Ils ont menacé de brûler des documents administratifs, exigeant de rencontrer le préfet et le maire socialiste de la ville, M. Georges Frêche.

Outre la libération des trois jeunes encore détenus à Carcassonne après les incidents des 23 et 24 juin à Narbonne et des mesures précises, ils demandaient surtout que la lumière soit faite sur l'utilisation des fonds qui ont été attribués par les précédents gouvernements à plusieurs associations franco-musulmanes.

En l'absence du préfet, M. François Doyen, le secrétaire général de la préfecture s'est rendu sur place. Après une longue discussion avec les jeunes, il se dit prêt à évaluer leurs suggestions y compris celle d'ouvrir une enquête administrative sur l'utilisation de cet argent. Il leur a promis de les rencontrer prochainement à nouveau. Les manifestations ont alors quitté les lieux dans le calme.

JACQUES MONIN

## Réveiller la démocratie française

Suite de la première page

Le Parti communiste redécouvre les vertus de l'alliance, sinon de l'union, et proclame derechef, comme d'ailleurs tous les dix ans, qu'il est en train de changer profondément. Le Parti socialiste, à l'exception de Jean-Pierre Chevènement et de sa petite phalange de fidèles, commence à comprendre qu'il est grand temps de cesser de s'opposer en querelles tribales et en affrontements claniques. Symétriquement, au sein de l'opposition parlementaire, le réalisme gagne, la mécanique des « primaires » s'impose, les grands foudraux consentent à coopérer, du moins en apparence ; les centristes rentrent dans le rang, calendriers et mode de scrutin obligent. Le monde dualiste est de retour. La gauche et la droite de gouvernement « c'est-à-dire la majorité présidentielle d'une part, l'UPF de l'autre - se préparent à élaborer leurs projets et leurs plates-formes électorales. Il est donc mis fin aux dévergèlements les plus élémentaires.

Jusqu'ici, l'interruption du grand sommeil correspondait cependant beaucoup plus à une rémission qu'à une coalescence. Si les symptômes de la crise de la politique se font moins caricaturaux, les racines demeurent. La succession des polémiques judiciaires entretient la crise morale et jette la suspicion et le discrédit - de façon d'ailleurs abusive - sur les rapports entre la politique et l'argent. L'argumentation du chômage et des prélèvements sociaux ne porte évidemment pas les Français à

l'indolence, et quelques pyromanes exaltés ne ploient trop facilement à disjoindre l'ensemble du monde politique. Une campagne active et poisseuse relayée accablée l'idée qu'élection rime avec corruption et que les ressorts de l'engagement politique ne seraient être que véreux ou lucifériens. Ce kabbalisme primaire atteint ses cibles.

### Adaptation la règle du jeu

La crise institutionnelle ne s'apaise pas davantage. Jamais, depuis le début de la V<sup>e</sup> République, le Parlement n'a été moins populaire ni si conscient de la vanité de son rôle. Des élus, déçus et même sennés, s'en émeuvent ; des recettes modestes et partielles sont évoquées, parfois testées, rarement appliquées. Le diagnostic est évident : hypertrophie de l'exécutif, atrophie du législatif, dépression du judiciaire, sous-développement des pouvoirs régionaux (même l'élection des conseils régionaux se fait dans un cadre départemental). Pis : quel que 40 % des Français, ceux qui se reconnaissent dans les écologistes, le Front national, l'extrême gauche et le Parti communiste, se disent que d'une expression nationale inexistante, insignifiante ou inéquitable. Qu'il y ait défaut de représentation au sein de la société française ne devrait, dans ces conditions, étonner personne.

La crise idéologique ne tourne pas mieux. La production des idées politiques paraît interrom-

pue. Le modèle communiste est si discrédité qu'il n'intervient plus que comme un repoussoir ou comme un héritage dont il est urgent de se différencier. Le modèle socialiste de 1981, fondé sur le projet utopique et anarchique de 1979, est passé de mode, mais le modèle social-démocrate n'est ni vraiment assumé ni clairement formulé. Le modèle libéral, lui, éprouve malicieusement le plus grand besoin de se démarquer de sa période réagissante et lachetienne, dont George Bush et John Major s'écarteront eux-mêmes de plus en plus. En somme, les idéogrammes idéologiques ne font plus recette, mais les modernismes n'ont encore trouvé ni leur expression, ni leurs références, ni leurs concepts.

Quant à la crise d'intégration, qu'il s'agisse de la manière de plus en plus cynique avec laquelle les principaux hommes politiques traitent la question de l'immigration - littéralement instrumentalisée pour provoquer des réflexes conditionnés - qu'il s'agisse de l'éternel échec devant le problème du chômage, du malaise croissant des banlieues ou du rejet de plus en plus impuissant de l'insécurité, ses effets tendent plutôt à s'accroître. La crise de marginalisation s'étend.

La crise de la politique n'est pourtant pas insoluble : la société française n'est pas victime d'un maléfice, et des remèdes parfaitement connus existent. La solution de la crise morale passe par le renforcement réel de l'indépendance des magistrats (parquet inclus) et par l'application stricte de l'excellente loi du 15 janvier 1990 qui organise enfin honnêtement les rapports de la politique et de l'argent. La solution de la crise institutionnelle implique notamment l'instauration du quinquennat renouvelable une fois, l'élargissement du champ des référendums, la saluée du Conseil constitutionnel par les simples citoyens, l'ap-

plication effective du vote personnel pour les principaux scrutins au Parlement, la restriction du recours au trop fameux article 49-3, la publicité des travaux des commissions permanentes, spéciales ou d'enquête, et la rationalisation du régime des sessions.

La constitutionnalisation d'un mode de scrutin mixte, fondé sur le principe majoritaire mais corrigé par une dose de proportionnelle, contribuerait à limiter les abus de la représentation et empêcherait de subordonner le rôle du jeu aux intérêts supposés d'une majorité sortante. La réponse à la crise idéologique implique, elle, de faire correspondre de nouveau alternance avec alternative, c'est-à-dire de dégager clairement les nouveaux objectifs, les nouveaux enjeux et les nouvelles propositions, afin de donner un sens, un rythme et une architecture aux plates-formes et aux projets en préparation. Quant à l'immigration, elle ne saurait être que la conséquence et l'aboutissement du réveil de la démocratie.

A défaut, la société française serait menacée d'une dérive à l'américaine - sans les contrôles et les contrepois qui existent outre-Atlantique, avec enrôlement d'une forte abstention, raréfaction des militants, pauvreté du débat idéologique, ultra-personnalisation des discussions et des scrutins. Ce serait l'instauration d'une société politique à deux vitesses, avec une minorité de citoyens actifs et une majorité croissante de citoyens passifs. Nous n'en sommes certes pas là, mais les signes avant-coureurs se multiplient. L'enjeu de la nouvelle séquence de quatre années qui s'ouvre est aussi de stopper les risques de déperissement et de régression de la société politique.

ALAIN DUHAMEL

Une initiative des socialistes de Loire-Atlantique

Dialogue israélo-palestinien en terrain neutre...

NANTES

de notre envoyée spéciale

Vingt jeunes pionniers du dialogue palestinien-israélien se sont discrètement retrouvés, du 30 juin au 6 juillet, entre Nantes et Saint-Nazaire. Dix Palestiniens et dix Israéliens. Vingt adolescents de quatorze à dix-sept ans, face à face en « terrain neutre » à la suite d'une invitation de la fédération socialiste de Loire-Atlantique qui avait ressenti, au terme de plusieurs débats sur la guerre du Golfe, « le devoir de faire quelque chose ». Vingt garçons et filles ballottés par l'histoire douloureuse de leur terre natale mais en quête, peut-être, des mêmes espérances.

La communication, entre eux, eut du mal à s'établir. Les uns et les autres ont fui pendant une semaine les caméras et les photographes, de peur d'être reconnus et incompris ; si l'accompagnateur israélien s'est montré disert, son homologue palestinien a tenu à conserver l'anonymat par crainte de « représailles » une fois retournés « à la base ». Mais l'accueil des familles de Nantes a vite contribué à briser le glace. Beaucoup de militants socialistes s'étant portés volontaires, ces enfants ont été hébergés par paire - un Palestinien et un Israélien par famille - et le miracle de l'échange a commencé à produire ses effets.

« J'espère qu'on continuera à se parler... »

Un échange qui fut pourtant sans concession. « On est d'accord sur l'idée de paix, mais plus ou moins sur la manière de vivre ensemble », souligne, jeudi 4 juillet, un jeune Palestinien, au cours d'une réception à la mairie de La Montagne. « Nous voulons des droits, une démocratie, ajoutait un de ses compagnons, ensuite nous créerons notre propre Etat. » « Nous voulons vivre en paix avec les Palestiniens, répondait un jeune Israélien. On doit leur donner un pays dans les territoires occupés. » « La paix en Israël n'existera que si Palestiniens et Israéliens décident de vivre ensemble dans un même et unique pays », affirmait un autre.

« A Jérusalem, c'est dur de parler avec un Juif, mais ici il s'est passé quelque chose », observe une jeune Palestinienne. « J'espère qu'on continuera à se parler en Israël, ajoute sa compagne israélienne, sinon ce voyage n'aurait pas eu de valeur. » « Chez nous, en Palestine, c'est dur de parler de ce que nous espérons, enchaîne un troisième. Nous prévoyons déjà, entre nous, un match de basket. » « Même si ça marche ici, en Israël ça ne marchera pas », estime un quatrième, parce que ce n'est pas en parlant qu'on résoudra tous les problèmes. »

L'accompagnateur palestinien a expliqué qu'il fallait excuser les sottises : « En Palestine, on n'a aucune liberté ; tout mouvement nécessite une laissez-passer. » L'accompagnateur israélien s'est voulu plus optimiste : « Ces jeunes ne résoudront pas le problème mais ce groupe doit faire passer un message de paix en Israël, montrer qu'une communication est possible. »

Les uns et les autres se sont promis d'essayer de se retrouver dans un kibboutz « pour continuer le dialogue avec d'autres ». Les militants socialistes de Loire-Atlantique se sont réjouis, quant à eux, d'avoir « ouvert une porte... »



## JUSTICE

Accusé de détournements au préjudice de Nice-Opéra

## M. Jacques Médecin est poursuivi pour abus de confiance

Accusé d'avoir commis des détournements pour un montant de 1,2 million de francs au préjudice de Nice-Opéra, M. Jacques Médecin est poursuivi pour abus de confiance. Ne s'étant pas rendu, le 26 juin, à la convocation du juge grenoblois qui devait lui signifier son inculpation, l'ancien maire de Nice pourrait faire l'objet prochainement d'un nouveau mandat d'arrêt.

## NICE

de notre correspondant régional

Déjà inculpé de délit d'ingérence et impliqué dans plusieurs autres procédures, M. Jacques Médecin, ancien maire (CNI) de Nice, actuellement en exil en Uruguay, n'en a pas fini avec la justice. On a appris, en effet, que M. Jean-Marc Armeigaud, conseiller à la cour d'appel de Grenoble, avait convoqué à la date du 26 juin afin de lui notifier une nouvelle inculpation pour abus de confiance dans le cadre d'une information judiciaire ouverte en juin 1990.

M. Médecin n'ayant pas répondu à cette convocation, qui lui a été adressée par lettre recommandée à son ancien domicile nicçois (1), le magistrat grenoblois a établi un procès-verbal de carence et transmis la procédure au parquet général. Celui-ci devrait vraisemblablement requérir un mandat d'arrêt contre l'ancien maire de Nice, comme cela avait été le cas dans l'affaire de délit d'ingérence. M. Médecin est accusé d'avoir commis des détournements, estimés provisoirement à 1,2 million de francs, au préjudice de l'association paraspécialisée Nice-Opéra dont il était, jusqu'à sa démission de maire, président de droit. Les faits qui lui sont reprochés remontent aux années 1983 et

1984 (2) et avaient été révélés, en avril 1987, par l'administration fiscale. Il avait été alors établi que Nice-Opéra avait effectué un virement de 12 000 dollars au profit d'une société de droit panaméen, la Costa Real, sur un compte ouvert à la Bank of California de Los Angeles. Ce virement était censé rémunérer la société pour la recherche de « nouveaux talents » sur le territoire américain dans le cadre d'un contrat signé en mai 1983 et portant sur une somme forfaitaire de 48 000 dollars par an.

## Contrat fictif

Il s'agissait, en fait, d'un contrat fictif, la Costa Real étant qu'une société de façade disposant seulement d'une boîte aux lettres, à Los Angeles, dans les locaux d'une autre société, Atlantis Investment Inc., où apparaissaient des proches de M. Médecin. Par la suite, la Costa Real avait laissé la place à une société créée par un cabinet d'affaires de l'île de Man et installée à Londres, Oceania Systems Ltd, qui avait elle-même, en janvier 1984, signé une convention identique avec Nice-Opéra.

Or, selon les résultats d'une commission rogatoire délivrée par le conseiller Armeigaud et exécutée en mars dernier par les autorités américaines, il a été établi que des mouvements de fonds, de l'ordre de 600 000 francs, ont été effectués entre le compte de la Costa Real et ceux dont étaient titulaires, dans la même banque, M. et Mme Médecin. Le magistrat grenoblois a délivré, par ailleurs, deux autres commissions rogatoires : l'une exécutée en Angleterre qui a également confirmé la réalité des détournements au préjudice de Nice-Opéra, l'autre en Suisse, ordonnée le 31 mai, qui est, toujours, en cours.

Cette dernière vise notamment à recueillir les explications d'un

expert-comptable genevois, M. Jean-Paul Rossier, administrateur de cinq sociétés fiduciaires à Genève, Fribourg et Bienne, qui paraît avoir joué un rôle actif dans toutes les affaires Médecin. La police helvétique doit également entendre un autre résident suisse, lié au précédent, M. Jean-Filippi, un homme d'affaires proche de l'ancien maire de Nice. M. Armeigaud a enfin demandé aux autorités helvétiques la vérification de plusieurs comptes bancaires sur lesquels ont abrité des fonds provenant de Nice-Opéra et détournés de leur affectation initiale.

GUY PORTE

- (1) Un mandat de perquisition de Nice a accusé réception de ce courrier.  
(2) En la matière, et selon une jurisprudence constante, la prescription triennale doit être fixée au jour où le délit procédant d'opérations dissimulées est apparu et a pu être constaté.

## RELIGIONS

Chant de gloire des prêtres dans l'Eglise catholique. Selon l'annuaire statistique du Vatican, publié lundi 15 juillet, le nombre des baptisés dans l'Eglise catholique a atteint dans le monde, en 1989, 906 millions en 1989. Soit une augmentation de 20,9 % depuis 1978 - ils étaient alors de 749 millions -, l'année de l'élection de Jean-Paul II. Si les ordinations sont restées en hausse (7 686 en 1989 contre 5 765 en 1978), l'effectif global du clergé a cependant diminué : on comptait, en 1989, 401 479 prêtres contre 418 522 onze ans auparavant. Celui des religieux et des religieuses (non ordonnés) a aussi chuté : le nombre des religieux est passé de 74 792 en 1978 à 62 942 en 1989 et celui des religieuses de 984 782 à 883 645.

## ESPACE

## PARIS-ILE-DE-FRANCE

Un terrain du 13<sup>e</sup> arrondissement occupé par 37 familles

## Terminus quai de la Gare

Sur un terrain vague du quai de la Gare, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Youssef, Patrick et Benjui ont planté leur tente, le 14 juillet, à l'heure où, aux quatre coins de la capitale, on diaposait les derniers lampions, ils ont anéanti, avec trente-quatre autres familles sans abri, pour la plupart marseillaises, ce terrain, propriété de la Ville, destiné à la construction de logements et de bureaux dans le cadre de la rénovation du quartier.

Si cette occupation de terrain organisée par l'association DAL (Droit au Logement), a reçu le soutien de l'abbé Pierre, du professeur Léon Schwarzenberg, de René Dumont et de Mgr Gallot, elle est condamnée par le maire de Paris, qui voit, dans cette affaire, une « épreuve organisée à l'avance ». Dans un communiqué du 15 juillet, le maire dénonce « l'inertie coupable des pouvoirs publics » qui ont refusé de procéder à l'expulsion immédiate des occupants.

## Cour des miracles

Quai de la Gare, on s'organise. Coincées entre le chantier de la Bibliothèque de France et des voies de chemin de fer, une trentaine de tentes prêtes à la communauté Emmaüs ont été dressées. A l'intérieur sont logés des familles africaines, maghrébines et françaises, venues des arrondissements du centre et de l'est de la capitale. Une cantine de gosses trotte, se chamaillent, jouent aux cartes ou tapent dans un vieux ballon, soulèvent des nuages de poussière. Des mères, enveloppées dans de superbes boubous aux couleurs vives, inventent Ali, Daouda et Tabi, savonnent des pieds à la tête et rident à coups de seau d'eau froide. Sous un

grand chapiteau bleu et jaune, d'autres femmes font la cuisine.

La nuit, sous la tente, les organisateurs font le point. Médecin du monde a fait venir un camion médical. « On a surtout besoin d'un pédiatre », affirme un responsable de l'association Droit au Logement. Un Comité a été élu pour régler la vie quotidienne de ce camp de nomades qu'on dirait tout droit sorti d'un vieux numéro de l'illustration. Des douches et des toilettes ont été placées à une extrémité du terrain. On capte l'eau des canalisations du trottoir. On espère l'électricité, on souhaite le téléphone. Bref, on s'installe pour longtemps.

Dans cette cour des miracles, sont réunis tous les drames liés à la pénurie de logements à Paris : squatters expulsés de foyers, d'hôtels, d'immeubles en péril, mis en vente ou sous-loués. « Nous attendons le bail et le clé d'un logement », dit-on aux quatre coins du camp. « Moi, je vivais dans un foyer depuis dix ans. C'était trop. La direction m'a demandé de partir. Je suis allé chez une amie qui, finalement, m'a prié aussi de déloger », explique Helany, néo québécois, originaire de Mostaganem (Algérie).

Entre les tentes de tente courent des histoires de fics peu commodes, d'histoires imprévisibles, de propriétaires intraitables et d'habitants peu coopératifs. Patrick, un chômeur, fils du 20<sup>e</sup> arrondissement, jette sur le trottoir de la rue Vitruve, sa ratoune ici avec femme et enfants. Il a été étonné de la « suffisance » des assistantes sociales et cherche un moyen de « brancher une tété pour les gosses ».

L'histoire de Mohamed, trentehuit ans, originaire de Yalmanis (Mali), est exemplaire : il vivait avec sa femme et ses sept enfants dans une pièce du

11<sup>e</sup> arrondissement. Un soir, le plafond s'effondra. Il appelle la police qui répliqua, selon lui, qu'« elle n'est pas concernée ». Avec sa famille, il va se réfugier chez un Malien qui demeure à Montfermeil. Une fois arrivé en banlieue, il est bien accueilli par son ami, mais lui aussi a sept enfants... Demande de logement, assistance sociale. Il échoua aujourd'hui quai de la Gare.

## « Paris-Rêves »

Il travaille, comme beaucoup d'autres présents sur ce terrain sale et caillouteux. Dans la journée, ils vont nettoyer les couloirs du métro ou les bureaux des PTT. « On veut un logement pour vivre décemment, c'est tout. Préférer le mariage se rejettent la responsabilité de cette situation, et c'est regrettable », s'irrite Youssef né, du Mali.

Mais les salaires sont-ils suffisamment élevés pour acquiescer le loyer d'un appartement susceptible d'accueillir une famille nombreuse ? « Il y a de très nombreux logements vides dans la capitale », placent les animateurs de l'association DAL qui ajoutent : « Gens à la rue, logements vides. Il faut marier les deux ». Pour cette association, il est temps de ressortir des cartons poussiéreux de l'administration la loi de 1945 sur le réajustement des appartements défectueux.

A la porte du camp, Benjui est pensif. Ce gros Malien vivait avec ses cinq enfants dans le 11<sup>e</sup> arrondissement. « Notre présence ici, c'est pas du théâtre », murmure-t-il. Et il regarde au-delà de la clôture du terrain. Juste à côté, une boîte de nuit veut ouvrir ses portes sous une immense toile de cirque. Elle a déjà un nom : Paris-Rêves.

JEAN PERRIN

## Jeunesse d'Amérique

## Une récidive de clandestin

BROWNSVILLE (Texas)

de notre envoyée spéciale

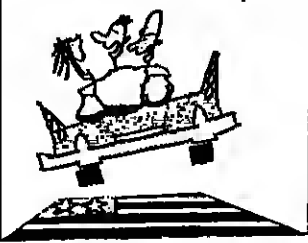
DANS l'arrière-cour du foyer de quartier tenu par Sœur Norma, une pluriethnique religieuse, un couple attend. Elle est assise sur une marche, la tête cachée dans ses mains. Lui, se tient droit, le regard vide, un œil tuméfié, les bras en écharpe, avec un bandage ensanglanté.

Elle a vingt ans, lui dix-huit. Ils ont quitté clandestinement la Honduras où ils vivaient, parce qu'ils n'y mangeaient plus à leur faim. En un mois, ils ont franchi trois frontières, pour trouver un emploi ici, en Amérique. Ils ne savent pas en emmenant eala sa fara. Le rumeur dit qu'à Miami et à Los Angeles des entrepreneurs recrutent au coin de la rue, tôt le matin, à la barbe de la police.

Les deux fugitifs sont « décidés à tenter [leur] chance ». Jusqu'à présent, ils ont su tromper la surveillance sévère des autorités de l'immigration. Leur voyage a été même « passé sans encombre ». Ils ont échappé aux « coyotes », les passeurs prompts à détrousser leurs clients.

Mais un incident imprévisible s'est produit la nuit dernière. Le couple logeait pour quelques jours à la Casa Romero, un asile ouvert aux réfugiés en bordure de l'aéroport de Brownsville. Ils y étaient arrivés en emmenant la fratrie d'Evita et de sa compagne, avec qui ils avaient fui le pays natal. La nuit dernière, les deux hommes se sont disputés, en venant rapidement aux mains, pour une sombre histoire de jalousie. Il a fallu les séparer. Juan et Evita ont été envoyés à dix kilomètres, au foyer de Sœur Norma. Il leur faudra trouver rapidement un autre gîte, où Juan pensera ses pleurs avant de reprendre la quête d'un emploi.

À la Casa Romero, ils ont croisé d'autres migrants, à l'affût de la moindre information. Le marché du travail au noir se rétrécit, ont-ils appris. « Mieux vaut s'écarter au maximum du Texas, trop



proche du poste-frontière. » La Casa Romero, hôte connu sur la route de l'immigration, n'accueille les passagers que pour un court séjour. Elle offre le gîte et le couvert, mais pas un emploi. Sœur Norma, d'origine espagnole, qui fonde coté asile en 1982, reste intrinsèque sur sa mission : « La police les qualifie de clandestins. Pour nous ce sont des réfugiés, à qui nous portons les premiers secours ».

L'asile vit de dons privés, comme ceux d'une paroisse protestante de Dallas qui fournit le stock de riz annuel. Ces temps-ci, elle accueille une centaine de personnes, venues pour la plupart du Honduras et du Guatemala. Longtemps majoritaires, les Salvadoriens ne font plus guère halte : ils bénéficient en effet d'un récent maraîchage qui les autorise à séjourner aux Etats-Unis pour un temps limité. La Casa Romero subit les variations de la politique nationale. A intervalles réguliers, les autorités fédérales y voient un « repaire de guérilleros ». Sœur Norma ne s'alarme pas pour si peu. « Au Honduras, en Amérique centrale, il suffit de réclamer son pain pour devenir suspect ».

« Loin des compañeros de la Casa Romero », isolée dans l'arrière-cour de Sœur Norma, Juan et Evita prannant leur mal en patience. Le jeune homme n'en est pas à son premier exil. A seize ans, il travailla six mois dans un ranch de Californie avant d'être repéré et expulsé par les gardes-frontières. Il peut « tout faire de ses dix doigts », dit-il, ramasser les fruits dans une ferme, garder les bêtes, bâtir un mur de maison, réparer un moteur de camion.

Evita n'a eue une nouvelle de ses deux enfants restés avec leur grand-mère. « Elle me manquait », avoue-t-elle, mais pas au point de lui faire faire demi-tour. Elle trouve sans doute une place de bonniche : ce n'est pas ce qui manque. Quitta à se séparer de son ami Juan. Son rêve américain n'est pas de pure tendresse.

DANIELLE ROUARD

Lancé par Ariane pour étudier l'environnement

## ERS-1, satellite au chevet de la planète

La fusée Ariane devait décoller du centre spatial de Kourou (Guyane française) dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 juillet, pour mettre sur orbite ERS-1, satellite européen d'étude de l'environnement, ainsi que quatre microsatellites expérimentaux. Initialement prévu pour le 3 mai, ce quarante-quatrième vol du lanceur européen avait été retardé en raison de problèmes techniques sur le circuit d'hydrogène du moteur du troisième étage. Les techniciens ne disposaient que d'une « fenêtre » très étroite de quatre minutes (entre 3 h 46 et 3 h 50 heures de Paris mercredi) pour procéder au tir. La moindre perturbation météorologique, le moindre incident sur le satellite, le lanceur ou les installations au sol, étaient donc susceptibles d'entraîner un report du lancement.

Modification du climat, appauvrissement de la couche d'ozone, pluies acides, formation d'oxydants par effet photocatalytique, désertification, etc. Derrière les enjeux politiques et les impératifs économiques, l'évolution de la planète et l'impact des activités humaines sur sa santé concernent aussi les scientifiques. Aussi les sous-basements de la Terre échappent-ils de moins en moins, dans les années à venir, à l'œil des satellites. Et ceux-ci ne se contentent plus, comme leurs précurseurs Spot et Landsat, de photographier notre planète sous toutes ses couleurs. Ils en analysent les composantes les moins visibles, afin d'évaluer, à l'échelle du globe, les interactions complexes entre l'atmosphère, les océans, les régions émergées et le noyau terrestre.

Sur ce chemin qui mène de l'espace à la Terre, les défricheurs sont déjà loin. Leur révolution date des années 60, durant lesquelles Américains et Soviétiques lancèrent les premiers satellites météorologiques. Vint ensuite l'observation de la Terre : ce fut l'américain Landsat-1 (1972), puis le français Spot-1

(1982), les premiers représentants de deux séries de satellites au pouvoir de résolution exceptionnel, auxquels s'ajoutent désormais les satellites japonais MOS (Maritime Observation Satellite), dont le premier exemplaire était lancé en février 1987.

## La hauteur des vagues

D'observateurs, les satellites sont désormais devenus chercheurs. Premier d'une nouvelle génération de missions internationales, ERS-1 va tourner pendant deux ans sur orbite quasi polaire, à 785 km d'altitude. Dedicé à l'observation planétaire des océans et des glaces, il a été construit par Dornier et Matra sur la base du satellite Spot. Mais c'est en infra-rouge et en hyperfréquences, à la différence de son prédécesseur qui fonctionnait en lumière visible, qu'ERS-1 effectuera ses observations.

« Ce n'est ni un Spot-bis, ni un Landsat », précise Guy Duchesnois, responsable de la mission à l'Agence spatiale européenne (ESA). Equipé d'un radar à synthèse d'ouverture, presque exclusivement

consacré à l'environnement, il assurera depuis son orbite polaire, quel que soit le temps, une couverture globale de la surface du globe. Outre la fourniture d'images, il sera capable de déterminer (à 10 centimètres près) la hauteur des vagues grâce à son altimètre radar. Il relèvera également la température de la surface des océans à l'aide d'un radiomètre infrarouge à balayage avec une précision de quelques dixièmes de degré. Il mesurera, enfin, la vitesse des vents et la teneur en vapeur d'eau de l'atmosphère.

En deux ans, ERS-1 aura ainsi le temps de déterminer le niveau général des terres, des glaces et des mers ; de mesurer, également, l'épaisseur des nuages, d'être suppléant par ses successeurs. L'Europe spatiale doit affirmer « haut et fort la préoccupation concernant l'environnement comme l'une de ses priorités essentielles », estimait M. Hubert Curien, le 10 avril, à l'occasion du symposium organisé à Vézère par l'association européenne pour l'Année internationale de l'espace. Souhaitant que cette dimension « soit clairement mise en valeur, voire affichée, dans le plan à long terme de l'Agence spatiale européenne », le ministre français de la recherche et de la technologie témoigne ainsi de la volonté de la France de participer à l'ambitieuse mission que s'est donnée le programme international Géosphère-Biosphère (1) : étudier sur le long terme les changements de la biosphère en interaction avec l'atmosphère et le climat (le Monde date 9-10 septembre 1990), autrement dit suivre l'évolution de tous ses composants - air, océans, terres et glaces.

D'ores et déjà, les projets de missions spatiales destinées à l'étude de l'environnement terrestre se multiplient. Dès la fin de l'année 1991, le satellite américano-canadien UARS devrait mesurer les vents et la température dans la haute atmosphère. Le satellite océanographique franco-américain Topex-Poseidon sera lancé par Ariane coorbit 1992. Les expériences menées par le satellite soviétique ScaRaB, auxquelles participe le Centre national d'études spatiales (CNES), permettront d'effectuer un bilan radiatif du système terre-atmosphère à partir de 1993.

Sans oublier, à plus long terme, la plate-forme polaire de la future station spatiale européenne Columbus. Lancée par Ariane-5 d'ici à la fin de la décennie, placée sur une orbite différente du reste de la station, elle devrait surveiller les deux pôles et observer en vingt-quatre heures la totalité de la surface du globe.

## L'inflation des données

Que va-t-on faire des millions de données que ces engins spatiaux nous enverront quotidiennement ? A Frascati (Italie), où l'ESA centralise le travail des principaux satellites d'observation de la Terre, le bureau du programme Earthnet croule déjà sous les informations. Le traitement, l'archivage et l'exploitation des données de télédétection seront donc d'autant plus difficiles à gérer que se multiplieront les missions, ainsi que le soulignent eux-mêmes, avec de plus en plus d'insistance, les responsables des programmes spatiaux européens.

« Les fonds européens sont limités (2), et il faut mieux un bon satellite que plusieurs qui dispersent les ressources et accablent les données à traiter », rappelle récemment Philippe Goldsmith, directeur à l'ESA du programme « Observation de la Terre et de l'environnement ». Un impératif qu'il a déjà pris en compte tous les participants de la prochaine conférence spatiale européenne, prévue à Munich les 18 et 19 novembre. Détenue de la physique chimie de l'atmosphère, l'Agence et l'Allemagne devraient notamment y préciser la nature du programme qu'elles comptent dédier en commun, à hauteur d'environ 7 milliards de francs, à l'étude de l'environnement planétaire.

CATHERINE VINCENT

(1) Lancé en 1986 par le Conseil international des unions scientifiques (ICSU), l'IGBP regroupe actuellement plus de quarante pays.

(2) En 1991, l'ESA devrait consacrer à l'observation de la Terre un budget de 184 millions d'unités de compte (près de 1,3 milliard de francs), soit 7,4 % du budget global de l'agence.

محمان الأسفل



## SOCIÉTÉ

### SPORTS

CYCLISME : le 78<sup>e</sup> Tour de France

## PDM, groupe à risques

Anéantie par un mal étrange, l'équipe néerlandaise PDM n'a pas pris le départ de la onzième étape, mardi 16 juillet à Quimper. Après l'abandon, le veille, de cinq de ses coureurs, victimes d'une forte fièvre, de douleurs musculaires et articulaires, Erik Breukink, l'un des principaux favoris de l'épreuve, et les trois autres « rascapés » de la formation PDM, Sean Kelly, Raul Alcalá et Jos Van Aert, ont dû, eux aussi, renoncer. Selon M. Gérard Port, médecin du Tour de France, les quatre hommes présentaient « les mêmes symptômes que leurs collègues ». Un examen sanguin a montré une augmentation anormale du nombre de globules blancs. Ce tableau clinique évoque une infection virale, mais, pour l'instant, l'origine du mal reste inconnue. Cette affaire a éclipsé la victoire de l'Australien Phil Anderson. Au classement général, l'Américain Greg LeMond occupe toujours la première place.

### QUIMPER

de notre envoyé spécial

Les météorologues avaient annoncé la pluie, mais les dieux ont voulu épargner le Bretagne. Ils n'ont pas voulu priver les adeptes du cyclisme de leur fête. Sur les routes du centre de cette région, ils ont pu applaudir les exploits du pays comme Ronan Pensec, mais ils ont été privés du plaisir d'admirer dans le peloton une des formations censées animer le course.

Dès avant le départ, deux coureurs de PDM, l'Allemand Uwe Raab et le Hollandais Nico Verhoeven, faisaient compagnie au Tour. Et les responsables de l'équipe néerlandaise indiquaient aux organisateurs que Jean-Paul Van Poppel, victime d'une forte fièvre, serait obligé de rentrer en pays pour se faire soigner.

Au fil des kilomètres, l'Irlandais Martin Earley et l'Allemand Falk Bodec montraient à leur tour des signes de faiblesse. Même leur chef de file, le Néerlandais Erik Breukink, semblait moins à l'aise qu'il n'était sur son vélo. Selon le manager de l'équipe, tous présentaient les mêmes symptômes : « une forte fièvre provoquant des douleurs musculaires intenses ». Il expliquait que, « trois jours auparavant, un coureur avait eu une température de 38,5, le lendemain, deux autres étaient

atteints du même mal, et hier ils étaient six à souffrir, dont Erik Breukink ».

### « Étonnant et très bizarre »

Mortio Earley trouvait refuge dans la voiture-hélicoptère que Falk Bodec, qui souffrait absolument d'une fièvre, même lors d'un arrêt, s'effondrait une fois la ligne franchie. Quant aux autres coureurs de la formation, tel le Mexicain Raul Alcalá, ils faisaient état, eux aussi, d'une « mauvaise condition physique ».

Situation inhabituelle sur la Grande Boucle, où les cas de maladie collective sont, au dire des spécialistes, très rares. Bernard Thévenet évoque une conjonction qui, en 1979, avait fait des ravages dans les rangs du peloton, mais c'est pas le souvenir d'un mal touchant une seule formation. Le docteur Gérard Port parle d'un phénomène « étonnant et très bizarre ». Ayant éliminé les causes alimentaires, il assure que « le diagnostic n'est pas évident ».

Directeur de l'équipe, Jan Giesbers lèche le terme de virus. Il met en cause la climatisation d'un

hôtel de Lyon qui pourrait être à l'origine de ce mal mystérieux suscitant bien des commentaires. Cette fièvre subite alimente en effet les conversations des « anciens », qui feignent l'ignorance : comment un virus ne peut-il s'en prendre qu'à des coureurs et épargner l'encadrement de l'équipe ? Toujours prompt à se répandre dans le milieu du cyclisme marqué par de multiples affaires de dopage, la rumeur s'insinue.

SERGE BOLLOCH

### Micro

#### QUIMPER

de notre envoyé spécial

Le micro, pour un coureur cycliste, est une affaire complexe. Espion ou confident ? Tyrant ou bien aimé ? Comment savoir quelle est sa vraie nature ? S'il convient de le fuir ou s'il faut le séduire ? Il s'impose avec la force d'un éminent arbitre. Parfois traître, parfois complice. Pas un coureur n'y résiste.

Le matin le voit d'abord complice. Il se balade discrètement, avant le départ de l'étape, cueillant ici une impression et là un pronostic. Chaque qu'on bavardes avec décontraction : micro-copain en quelque sorte. Ronan Pensec, le Breton, prévient ainsi modestement que l'étape du jour, qu'on s'obstine à présenter comme simple, convient mieux à son cœur qu'à ses jambes. Et Jean-Claude Colotti annonce que, pour sa part, il cherchera « une ouverture », fier d'une aisance au micro qu'il dit être récente, alors que l'angoisse de parler le long temps s'est « dès le début ».

Christophe Lavaine est aussi ému. Il devient un Caméscope d'émotion que le micro d'une radio nationale. Le métier d'un « pro » et la patte d'un Cytelle Guimard, l'un des premiers à organiser, l'hiver, pour ses ouailles, un véritable entraînement à la communication. Interviews fictives, aveuglements, corrections. « On se redécouvrait la nuit. On entendait nos « euh... ». On était ridicules ».

Mais le micro-copain peut devenir tyran. Sur la ligne d'arrivée, il est en embuscade et traque le coureur comme on traque un gibier. Indiscret, inhumain, il harcèle l'arrivant, sans égard, sans pitié. Il veut la vérité

ou ce qui lui ressemble. Fût-elle dite dans un souffle. Il ne cherche qu'à voler, en tout cas arracher, ce que l'on aura plus tard ou s'écroulera, et qui ne peut se dire qu'au finish d'une étape menée encore à un train d'enfer, comme lundi entre Rennes et Quimper.

Attendu par son soigneur, gent de toilette à la main, fignonnage, pour une fois sans lunettes, et le visage creusé, Et Pensec, quatre-vingt-douze ans au classement, n'a pas de quoi pavoiser. La caméra, pourtant, ne perd rien, et aucun coureur n'aurait l'idée de se détourner du micro. Egaré envers une presse qui n'en prend pas beaucoup ? Allons donc ! Obligation due aux sponsors. Un Pensec mythifié, encouragé entre Gourin et Roubaix par d'immenses pancartes - « Alex Ronan ! » « Bravo Pini ! » - veut beaucoup mieux qu'un Pensec anonyme, fût-il mieux classé. La course le sait trop, qu'il se pisse de bonne grâce au rituel de l'interview. Micro-torture. Micro-prime.

Mais le micro parfois trahit. Faux-faire devenu ennemi. Il sait tondre des pièges et devenir espion bien plus que confident. Il appâte, séduit, endort. Annihile les protections pour percer les secrets (argent, maladie). D'où l'intérêt, affirme Bernard Thévenet, de former les coureurs à « une certaine langue de bois ». Bernard Hinault est plus brutal, qui conseille le « rapport de forces » avec les journalistes, le silence autoritaire sur le ligne d'arrivée - « Vous permettez que je récupère ! » Et le boycottage des indécis. « Il n'y a aucune raison d'avoir un complexe d'infériorité ».

ANNICK COJEAN

### MÉDECINE

## Mise en garde du ministère de la santé contre un médicament neuroleptique

Dans un communiqué publié lundi 15 juillet, le ministère de la santé recommande au corps médical d'éviter d'associer un médicament neuroleptique, le Barnetil (sulopride), utilisé dans les cas de grande urgence psychiatrique, à d'autres médicaments susceptibles de favoriser des accidents cardiaques. Commercialisé depuis 1976 par les laboratoires Delagrang, le Barnetil est réservé à l'usage hospitalier. Indiqué en particulier dans les traitements d'urgence de l'agitation chez les patients psychotiques ou présentant une agressivité, sa prescription était déjà déconseillée chez les patients prenant par ailleurs des médicaments antihypertenseurs car il y a un risque d'hypotension orthostatique.

Le ministère de la santé, qui précise que la commission nationale de pharmacovigilance examinera, dès jeudi prochain, le dossier du Barnetil, indique que « des cas de troubles du rythme ou de mort subite coïncidant avec l'utilisation de ce médicament, le plus souvent en association avec d'autres médicaments », ont été observés.

**La drogue**  
est une pollution absolue.  
Elle empoisonne les corps, les esprits,  
les États et les économies nationales.  
C'est aussi un carburant qui allume  
ou alimente des guerres en injectant ses  
profits dans le commerce des armes.

La Vie



494 p.  
140 F

Alain Labrousse a remonté les filières, a rencontré des paysans, des trafiquants, des « chefs de guerre », des banquiers ou des hommes politiques. Dans un style très enlevé, mais avec le refus de tout sensationnalisme, il nous fait entrer dans un monde souterrain dont nous ne soupçonnons pas encore toutes les ramifications. Avec cet ouvrage, il prend place parmi les meilleurs des grands reporters.

Roger Trefeu, Témoignage Chrétien

Des barons du Pakistan à ceux de Colombie, Alain Labrousse a suivi les fourmis, les containers, les dollars de moins en moins sales, les politiciens de plus en plus mouillés. Pour mettre à plat la face obscure du monde, cet ouvrage de référence laisse le moralisme de côté mais ne boude pas l'exotisme intelligent.

L'Événement du Jeudi

**FAYARD**

### DIAGONALES

DONC, le préfet de police de Paris veut faire enlever les deux-roues pour les envoyer (par charrettes ?) Dieu sait où. C'est l'idée, sauf le respect dû, est aussi bête qu'inique. Plus gravement, elle traduit une logique d'écrasement du faible, induite par l'omniprésence idéologique de l'économie de marché, et qu'aucune éthique ne modère plus.

Qu'on permette à un motard exposé depuis plus de quarante ans aux intempéries, aux gaz d'échappement et queues de poisson de la circulation en ville, de plaider pour l'intelligence et la vertu civique des routeurs à deux-roues.

A de rares exceptions près - dont la responsabilité incombe aux vendeurs de bolides et de compétition démentes, véritables pourvoyeurs de drogue -, les motocyclistes, écologistes et cyclistes ne choisissent pas leur moyen de locomotion par goût de la grisaille et de l'exploit suicidaire, mais par esprit de liberté. S'ils bravent pluie, froid et blessures graves, n'ayant que leur corps pour carrosserie, c'est qu'ils souffrent, comme d'une régression humiliante de l'humanité, de ces heures entières passées par l'automobiliste à encombrer et à empuantir des villes qu'il parcourrait plus vite à pied. Il y a une justice : tent d'entente stupide finit par faire à ces feignants piégés une mentalité et des visages à la mesure de leur piteux calcul.

Il n'est pas rare que ces infirmes nous ennuient d'avoir résolu tous les problèmes d'embouteillage et de parking. On en voit qui nous empêchent sciemment tout faiblement. A l'inverse, les moins atteints, qui sont aussi les plus avenants, se rangent dès qu'ils nous aperçoivent dans leur rétroviseur. Si tous les incarcérés du volant en faisaient autant, c'en serait fini de slaloms qui irritent à juste titre, qui ne sont pas sans danger, mais qui, en entraînant moins que les mêmes slaloms à quatre-roues, et dont les plus sages d'entre

## Pitié pour les deux-roues !

nous feraient volontiers l'économie. Il suffirait que les coursiers fous ne soient plus payés à la course - source d'indignité - et que l'usage s'installe de nous laisser le maître cinquante, toujours menageable, que réclame le passage de nos guidons.

Les couloirs verts qui nous ont été adjugés, il y a quelques années, à Paris, ne sont pas respectés, n'étant pas respectables. Par parenthèse, les corridors de bus, eux-mêmes, le sont de moins en moins, par les « petits malins » à quatre roues, en toute impunité.

Au chapitre des marques au sol, il faut savoir que le dédain des Ponts et Chaussées pour le motocycliste va jusqu'au risque, gaillardement pris, de l'envoyer au tapis. Le traçage de certains tronçons d'autoroutes fait l'effet, pour les deux-roues, d'une nappe d'huile, et les bandes blanches en plastique, d'une patinoire.

Encore un mot des accidents qu'on nous impute. Les assureurs ont raison : il y a beaucoup de casse, pour les motards, et de l'irréparable. Mais aucune statistique n'est recevable si elle ne tient pas compte des partages de responsabilité. Presque toujours, l'auteur des collisions et des dégâts est un quatre-roues, mieux protégé et non plus adroit.

Si les gens valides de quinze à soixante-cinq ans admettaient de nous rejoindre, le problème de la circulation dans les villes serait résolu instantanément. La consommation en essence, donc en dérivée, serait réduite des trois

BERTRAND POIROT-DELPECH  
de l'Académie française

quarte, la pollution de même. L'art de vivre renaîtrait. La flânerie d'autrefois redeviendrait possible. Les odeurs naturelles et les rencontres retrouveraient droit de cité.

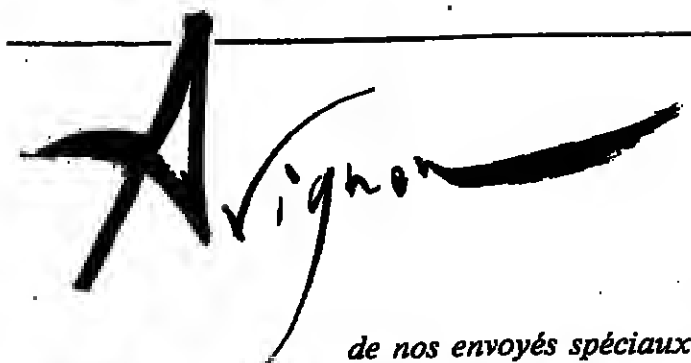
Au lieu de favoriser la prise de conscience de cet intérêt particulier et collectif bien compris, voilà qu'on va le compromettre et le pénaliser ! Dans le même temps où les bornes anti-stationnement obligent les piétons à marcher sur les chaussées et provoquent des chutes graves, sans empêcher les autos d'envahir trottoirs, cloutés et cochères, les autorités vont décourager les choix de locomotion les plus propres à leur faciliter la tâche.

En quoi un deux-roue rangé le long d'un mur gêne-t-il la vie des cités ? Les édiles se posent-ils la question quand ils louent aux bistrotiers des kilomètres de trottoirs, ces parties communes ? Il y a du Gribouille dans cette chasse au moindre frais, dans cette pénalisation des jeunes et d'un matériel de moins bon rapport fiscal, électoral ou autre que la sainte bagatelle.

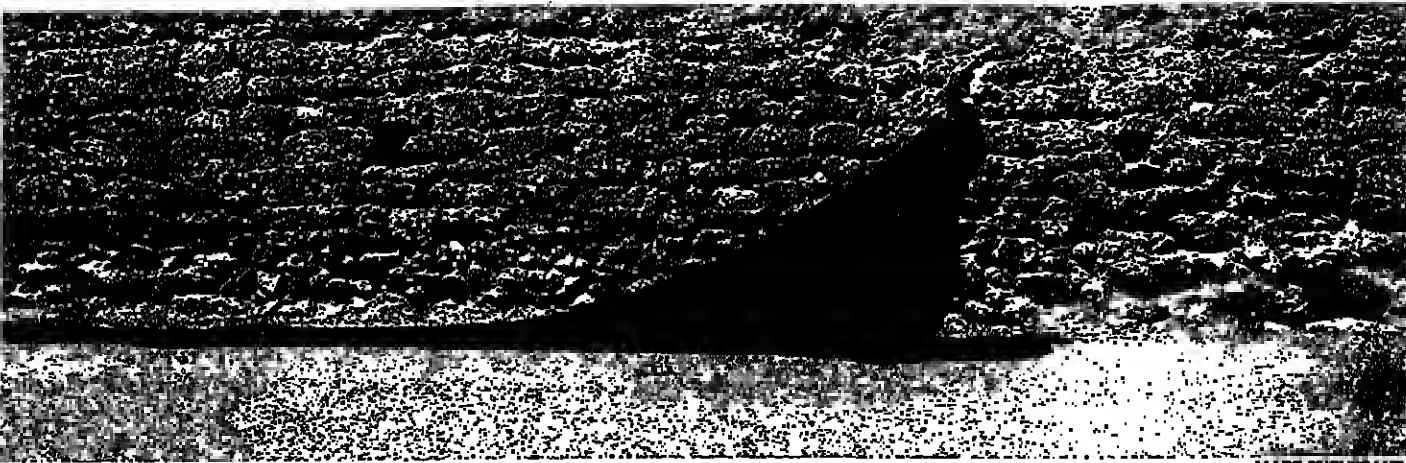
Les forces de police n'avaient pas besoin de ces consignes censitaires. Déjà, elles s'en prennent en priorité à nous, parce que c'est plus commode, que nous sommes réputés à risques, préjudiciables. Une R25 à téléphone, ça menace moins la société : telle est l'ambivalence.

Rien n'est injuste et incivique comme de frapper, de persécuter et de marginaliser ceux par qui les villes pourraient revivre, d'un coup de baguette magique.

Non, nous ne sommes pas les immigrés de la voie publique. Non, nous n'avons pas d'odeurs !



de nos envoyés spéciaux



MARC ENGUERAND

Cette femme qui déroule comme une traîne un rideau de théâtre, Sophie Louchevsky, remplace Christian Schiaretti, souffrant, aux chantiers du Théâtre Ouvert. Théâtre Ouvert qui fête ses vingt ans et en rappelle les grandes étapes dans une exposition à l'ancien Archevêché. De Vitez à Vincent, de Gatti à Vinaver, tout le monde, un jour ou l'autre, est passé par Théâtre Ouvert. On en reconnaît quelques-uns, on se souvient qu'en ce temps-là ils avaient tous des cheveux... Ce temps-là était celui du passage entre l'âge artisanal et l'âge médiatique. Aujourd'hui, le Festival a ses lois, celle par exemple d'inviter dans le «in» une troupe permanente. Cette année, c'est au tour d'André Benedetto. Aujourd'hui, Théâtre Ouvert, tout comme le travail, entre atelier et spectacle, d'Ivan Grinberg et Hervé Péjaudier, le *Souverain fou*, est à la Chartreuse, c'est-à-dire entre «in» et «off». Mais les hôtes de marque qui viennent de Chine - autre loi récente - ne se préoccupent pas de ces distinctions. Pour eux, le Festival est un et indivisible.

## Un acteur en habit de parole

Une gueule à la Fregoli, un talent à maturité  
François Chattot en grande forme dans «le Souverain fou», d'Hervé Péjaudier

Dans son costume gris, c'est-à-dire sans costume ou, plutôt, dans toutes sortes de costumes, selon l'humeur et le moment, un homme parle. Un souverain nous dit-on, fou ajoute-t-on, qui parle de très haut. Du sommet d'une estrade de théâtre. «...Et vous sentez un souffle qui vous caresse le visage, et ce souffle est celui de la parole que je préfère à vous en conférer la dignité de sujet.» Sa parole d'acteur contre notre silence de spectateurs. La règle est clairement établie en un préambule intitulé «Causette sur le maintien de l'ordre»; notre sort est lié au sien. L'enjeu pour lui? Dire une pièce de théâtre; pour nous: l'écouter.

Et quelle pièce! Une succession de discours, causeries, traités, décrets, poèmes, hymnes, ballades, complaintes, chansons, harangues, lamentations, acclamations, écrite entre 1880 et 1889 par Hervé Péjaudier - il a aujourd'hui trente-huit ans - diplômé de lettres modernes et titulaire de plusieurs maîtrises dont la dernière consacrée à Michaux, auteur d'ouvrages, mais aussi professeur, comédien et met-

teur en scène. Un curriculum vitae un peu à l'image de sa pièce: fluide, le *Souverain fou*, dont Avignon propose en création une version scénique abrégée et pointant diverse, chamboulée, touchée-à-tout, souvent drôle et toujours étonnante.

C'est Ivan Grinberg, auteur, scénariste, réalisateur, comédien et metteur en scène (sic) qui a eu l'envie de porter cette pièce à la scène et demandé à Hervé Péjaudier d'en réaliser une version remaniée. Dans le petit cloître de la Collégiale de Villeneuve, il dirige un spectacle riche aux moyens rudimentaires - une toile peinte, un tréteau, un vieux piano droit préparé, très peu d'accessoires - et une petite troupe formée par un roi de fiction, François Chattot, entouré de «ses effectifs inefficaces», quatre très jeunes acteurs: Anne Bérilowitch, Sophie Vignaux, Damien Bouvet et Philippe Pollet.

Ces cinq-là sont prêts à tout et à rien. Entre ces deux pôles, tout le prisme des possibles d'un théâtre qui n'en finit pas de s'in-

terroger sur sa forme et sur son utilité. Sa forme? Hervé Péjaudier et Ivan Grinberg ennuient toutes les esthétiques, toutes les techniques et jouent de toutes les ruses. La mise en scène se promène allègrement du théâtre français à la danse contemporaine, façon Pina Bausch, en passant par la comédie musicale tandis que la musique originale de Marc-Olivier Dupin sonne tantôt du motet de jadis, à l'atonalité d'aujourd'hui.

### Un vêtement enveloppant

Non sans un certain didactisme quelquefois, il s'agit là du bel art de la parole: l'apprentissage de la parole, la maîtrise de la parole, le pouvoir de la parole. Le grand dépositaire en est le souverain fou, fou de mots, fou du langage dans toutes ses formes: sociolinguages de l'homme de pouvoir et de l'homme de la rue, du paysan et de l'artilleur, du météorologue et de l'expert-comptable... Le texte est un métissage qui, un peu comme chez Armand Gatti dans

son savant désordre, un peu comme chez Joël Jouanneau dans sa poésie et sa liberté, permet de réfléchir avec un réel plaisir au langage théâtral, à l'écriture contemporaine.

A ce jeu, François Chattot, dont le talent n'en finit pas de grandir - il était il y a deux ans ici de l'aventure de la *Mission* et du *Perroquet vert* - est captivant. «Ma parole est comme le vêtement qui vous tombe dessus, se déroule sur vous, vous enveloppant de la tête au pied», lui fait dire l'auteur dans un de ses premiers discours, un peu comme un pari. Le pari est tenu. De haute tenue.

OLIVIER SCHMITT

► Chœur de la Collégiale. Jusqu'au 18 juillet, à 22 heures. Tél.: 90-86-24-43. Ce spectacle sera repris à Bobigny du 7 au 26 janvier et au Théâtre Garonne de Toulouse du 4 au 9 février 1992.

► Le texte intégral et la version scénique du *Souverain fou* sont parus aux éditions Actes Sud-Papiers, 142 pages, 98 F.

## L'œil du Chinois

A chaque Festival, l'Association française d'action artistique, l'AFAA, invite des gens de théâtre étrangers, venant de loin, de Chine par exemple. Cette année, l'invité chinois s'appelle Lin Zhaoxia. Il est metteur en scène au Théâtre du peuple de Pékin, où il a monté, entre autres, *Hamlet* - un *Hamlet* qui parlait de solitude. Il connaît un peu l'Occident pour avoir voyagé à Berlin, Hambourg, Londres et aux États-Unis. Il est allé dans les grandes institutions: c'est la richesse des spectacles qui le frappe et, à l'exception de la Schaubühne de Berlin - les évidences se moquent des distances, trop de richesse, trop de tout. Pour la première fois, il reste plusieurs jours en France. Il avait entendu parler d'Avignon, il le découvre. Pour lui, tous ces gens, toute cette agitation, c'est tout simplement la fête, et, eil est effaré, il ne l'avoue pas.

### Organisé comme un Japonais

Il écumie le «in» et le «off». Entre deux représentations - il en fait quatre par jour - organisé comme un Japonais, il retourne à son hôtel, prend des notes, se repose, repart. Il ne parle pas un mot de français,

mais un interprète l'accompagne et il connaît suffisamment le théâtre pour suivre la plupart des spectacles, d'autant que le jeu des acteurs occidentaux ne lui paraît pas si différent de celui des Chinois. Eux aussi oscillent entre Stanislavski et Brecht.

Lin Zhaoxia s'intéresse tout naturellement aux metteurs en scène, admire leur liberté d'invention, leur désinvolture à l'égard d'un naturalisme pédagogique encore très pratiqué chez lui. «Chez moi, on dit que le théâtre n'est au sens du texte, aux mots. Je pense que le geste a une importance. J'ai monté *Chveik* dans la deuxième guerre mondiale de Brecht dans un style dépouillé, expressif, que des journalistes de la RDA ont apprécié.»

Les échanges sont rares entre la Chine et nous. Là-bas, on connaît Molière et les contemporains par quelques traductions de Beckett, Ionesco, Genet, etc. d'ailleurs, on ne connaît rien. Le théâtre chinois d'aujourd'hui ne voyage pas. «Pour des raisons économiques», affirme Lin Zhaoxia. Des raisons qui ne touchent pas le théâtre chinois traditionnel, qui tourne régulièrement dans le monde entier.

COLETTE GODARD

## MUSIQUES

### Wolfgang fait ses devoirs

Déjà, dans le *Singspiel* philosophique composé par Mozart à onze ans, les statues viennent houspiller les vivants

#### AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyée spéciale

Ca aurait pu être un acte de piété musicale, la bonne action d'un festival eovers son compositeur fétiche, le passage obligé et un peu acrobate d'un bicentenaire en mal de patibulations. Ce n'est, à Aix, que la création scénique du *Devoir du premier commandement*, *Singspiel* édifiant d'not on peut oublier, tant la résurrection est réussie, que Mozart le composa à onze ans.

Au départ, un bon gros manuscrit de trois cents pages, abondamment taché de patés, mais portant ces mots sur une étiquette délavée: «*Oratorium* dit A. Wolfgang Mozart». Il semblerait que Leopold, le père, ait sérieusement mis la main à la pâte. Il semblerait aussi qu'il ait levé sur la dévotion, rejoignant au passage son rejeton d'un an. Commande de l'archevêque de Salzbourg, l'œuvre d'édification fut représentée en 1767 à l'université. Elle dormait depuis en Angleterre dans la bibliothèque de sa majesté et n'en sortit que sous l'impulsion du risorgimento mozartien (1).

Ah, un opéra? Huit arias infligeant d'interminables reprises et des vocalises époustouflantes à deux ténors et trois sopranos, incarnations à peine vivantes de la Justice, de l'Amour chrétien et de la Compassion, entourant, en guise de héros, un Chrétien moyen harcelé par les tentations de l'Esprit du monde. Un sermon!

Du théâtre, a répliqué Jean-Claude Fall, Aix s'est laissé convaincre par son metteur en scène. Et reconstruit pour lui rien de moins que le plus beau des théâtres italiens: l'Olimpico de Vicence. Pourquoi Palladio? Probablement pour rappeler que les austères archevêques autrichiens révalent d'Italie en secret.

Ce théâtre-musée, reconstitué à l'identique sur la scène de l'Archevêché, est un peu une idée de génie. Elle dit que l'*Oratorio* retrouvé n'est pas vraiment sorti des glaces de la muséographie. Qu'on ne va pas tenter de le maquiller en drame ou en comédie mais, timidement, lui réinsuffler de la vie. A.

OLIVIER SCHMITT

► Chœur de la Collégiale. Jusqu'au 18 juillet, à 22 heures. Tél.: 90-86-24-43. Ce spectacle sera repris à Bobigny du 7 au 26 janvier et au Théâtre Garonne de Toulouse du 4 au 9 février 1992.

► Le texte intégral et la version scénique du *Souverain fou* sont parus aux éditions Actes Sud-Papiers, 142 pages, 98 F.

## Les Francfolies à l'âge de raison

Un septième anniversaire: jeunesse et professionnalisme sur fond de liesse

#### LA ROCHELLE

de notre envoyée spéciale

Lorsque Jean-Louis Foulquier arrive sous les applaudissements, samedi 13 juillet, à 20 h 45 (un quart d'heure avant l'heure prévue), sur la grande scène du parking de Saint-Jean-d'Acre, pour lancer la septième édition de ses Francfolies, dix mille personnes sont là. Parmi eux, un millier de jeunes venus des banlieues des grandes villes. Pendant six jours, les vedettes confirmées succéderont aux «espoirs»: Johnny Hallyday et Paul Personne, le jour de la fête nationale; Carole Laure et la Mano Negra, le lendemain; et, plus tard, le groupe antillais Kasav'. L'incroyable Michel Fugain, l'Africain Papa Wemba; avec, en clôture, l'inévitable Patrick Bruel.

C'est Véronique Rivière, espoir Coca-Cola Music, qui la première est entrée en scène. Elle en pleure d'émotion. Rivière tranche sur les chanteuses françaises du moment. Aux rythmes jazzy, elle préfère les guitares électriques qui tordent. Certes, elle sait donner de la voix, mais son groupe est si lourd et la balance si curieuse que l'oreille ne comprend pas bien ce qu'elle chante. A réentendre sur disque.

Marc Jallivet introduit Linoe Folly. Le trac lui fait balancer quelques naïvetés, le ciel, les étoiles. Et dédié une chansonnette, *Blue Note*, à quelques géants du jazz: Stan Getz, Sarah Vaughan, Thelma Houston, Charlie Parker, etc. (il ne manque plus que Rimbaud, pas très jazzy il est vrai, mais d'habitude on réussit toujours à le caser en vedette amnésique, quel que soit le contexte). Elle chante bien, Linoe Folly; sa voix est longue, elle sait la colorer, la plier à l'exigence des mots; elle sait la caler sur l'accompagnement de ses musiciens. Mais ses textes manquent de mordant, sont parfois trop faciles (poitriner «*trois de Spanish Harlem*» dans une chanson inspirée par le jazz,

Aix, d'ailleurs, Palladio est en travaux. Mises en caisse, trois statues ont été sorties de leur niche: ce sont la Justice, l'Amour chrétien et la Compassion. On pense au Commandeur de Don Giovanni quand ces statues plâtrées se mettent à chanter sévèrement. Le Chrétien a des allures rimbaladiennes de mauvais garçon. Il a trop de bu whisky. Il s'est endormi au milieu du plateau.

Domage que cette visite onirique tourne ensuite à la dérision, quand l'Esprit du monde arrive, hâtant empuerqué. Quand les trois allégories reviennent costumées en médecins d'opéra bouffé (allusion à *Cast*). Domage que s'estompent avec un peu de vulgarité ce rêve éveillé digne de Chirico. On gardera tout de même longtemps le souvenir du vrai-faux Palladio déserté par les bavardes allégories, et veillant pour l'éternité sur un petit enfant endormi.

Musicalement, l'hybride partition doit être sauvée par une distribution de belcantistes avertis. Elle l'est, à Aix, par Elena Vink, Lorraine Hunt et Valérie Masseron (trois sopranos à égalité de virtuosité), comme par Bruce Ford (l'Amour chrétien) et John Daniecki, le Chrétien endormi et semonné; du Satière Chamber Orchestra, dirigé trop mollement par Tamas Pal, se détache un tromboniste alité dans la halle ariade des «*mais retentissants*». Le *Requiem*, déjà...

ANNE REY

(1) Le plus récent enregistrement, dirigé par Neville Martinie est disponible chez Philips-2 CD.

► Prochaines représentations: les 21, 25 et 30 juillet, à 22 heures.

► Rectificatif. - Des erreurs, dues à une mauvaise transmission, se sont glissées dans le compte-rendu de *Castor et Pollux* (le *Monde* daté 14 et 15 juillet). La mise en scène ne comportait pas «un char, deux péplums», mais, plus simplement «un char de Pélopie». Les personnages de *Castor* et de *Telaire* (et non *Felaire*) ne sont pas «très romantiques», mais «préromantiques».

## Un air de jeunesse

«*Squatt Connection*» d'André Benedetto: les trafiquants et leurs victimes

Le blanchiment de l'argent sale fait de temps à autre la une ou la trois des rubriques «économie». André Benedetto, en son avignonnais Théâtre des Carmes, en fait le propos de sa pièce *Squatt Connection*.

Les banquiers blanchisseurs restent chassés-gardés-bouchés, Benedetto navigue en amont, en aval: méchants Asiatiques qui laissent du poison («ils sont jaunes des pieds à la tête»), rognait l'officier (raciste) de marine Pierre Loti en leur expédition, de son cuirassé, des obus, méchants grossistes blancs en bagues et cigares, touchants Asiatiques (encore) au chômage, à la famine, au désespoir, et qui, histoire de survivre, se font petits enroulés de deniers, puis accrochés de la coca (des larves), et la police qui prend ses risques (c'est une femme), et une religieuse bizarre qui s'ennuie surtout et ténérément des brebis les plus inavouables, enfin la bonne gourde qui a son homme dans la peau, se tape ses manques, ses coups, la prison: la Femme dans tous ses sacrifices. L'accroché sans plus un sou poignard de dealer, s'empare dans les poches du mort d'une poignée de petites enveloppes blanches, meurt illico d'overdose, morale de l'histoire, et rideau.

Pièce de bonne foi, de bonne facture, qui rappelle le théâtre actif des années de grands engagements:

Vi du pont, de Miller, le *Sang des autres* de Beauvoir, la *P. respectueuse* de Sartre. Benedetto met en scène des acteurs sûrs: Françoise Baut, Eric Béranger, Philippe Gleyze, Nicolas de Nerval, Catherine Rodriguez, - voilà qui s'appelle n'oublier personne.

Somme toute, cent minutes de rajournissement.

MICHEL COURNOT

► Théâtre des Carmes, à 21 h 30. Jusqu'au 2 août. Retâche les 21 et 28 juillet.

#### CINÉMA

► Polémique entre Fellini et Zeffirelli. - Le réalisateur Franco Zeffirelli, qui avait déjà montré son sens particulier de la confraternité en réclamant l'interdiction de la *Dernière Tentation de Christ*, s'est ému de la récente diffusion d'*Intervista*, de Fellini, par la RAI sans coupure publicitaire (ce qui est exceptionnel). «*Scandalisé par cette faveur*», il a déclaré qu'*«une petite coupure aurait fait du bien à tout le monde»* et a affirmé que Fellini avait vendu «un paquet de films à Berlusconi». Fellini a répliqué qu'il n'avait jamais rien vendu à Berlusconi, dont il a fréquemment dénoncé l'attitude néfaste pour le cinéma italien, et envisagé de faire un procès à Zeffirelli.

كتاب النحل



## CULTURE

### MUSIQUES

## Pratique de la libération

Charlie Haden, ou comment transformer un concert en écoute extrême

MONTREUX

de notre envoyé spécial

Tom Harrell. Trompettiste. La nuque plie. Les yeux braqués sur un rêve interne qui se déroule devant lui. Pendant le concert du Liberation Music Orchestra (une première ligne de cuivres poussée à l'avant-scène par la rythmique centrée sur Claudiu Amina Myers, Charlie Haden fermant la marche imaginaire de cette cohorte à grands gestes de contrainte), Tom Harrell s'est levé trois fois. Trois prises de parole confondues. Certains concerts peuvent en être justifiés. Quand la musique vient, surgit, brise à ce point. Tom Harrell s'engouffre en elle comme on sort du miroir. Comme on le traverse.

Il réveille notre part d'étranger. Tout cet orchestre, en fait - le Liberation Music Orchestra, poussé aux basses par son adolescent quinquagénaire aux airs enches, le bassiste extrême, - désigne le risque de la folie en nous. S'il ne nous ouvrait à la part diabolique du feu, il ne se ferait pas insulter par les fragiles. Il ne créerait pas non plus ce phénomène d'écoute extrême, d'attention suspendue, dans les endroits les moins prévus (Montreux, plutôt porté sur les modes et les gaietés).

Plus l'orchestre s'apaise, depuis 1969 (sompneux arrangements de Carla Bley avec Gato Barbieri, Don Cherry, etc.), plus il s'équilibre, toujours axé sur ce répertoire de début de monde - les airs des révoltes d'Espagne, d'Amérique latine, du Vietnam, d'Afrique du Sud, - plus il se fait civilisé et réservé, et plus il en veut à nos démons.

Plus les timbres se fient et se tissent, dans une sorte de communauté du souffle (Joe Daley, Julian Priester, Ken McIntyre, Sharon Freeman, troisième femme du groupe), toujours activés par un fouissement rythmique - ni drumming, ni batterie, quelque chose de bruisant qui rôde autour de la note des tempos (Paul Motian, évi-

demment, coiffé d'un panama aux bords rabattus), - et plus c'est la violence du rêve qui se déchire.

Le quintet de Don Grolnick (Joe Henderson, Randy Brecker) aura beau les suivre, avec une science très fine des rythmes (Eddie Gomez et Victor Lewis) et de l'écriture posée, il ne fera jamais oublier l'évident rayonnement de Charlie Haden. On s'en éloignera davantage encore avec Andy Summers, très électronique, très nous-sommes-tous-vous-de-blanc (de lin et de propreté candide?), brutalement anecdotique.

Le savoir des formes parfaites (Don Grolnick) et la frivolité technologique (Andy Summers et Bill Evans), qui vont finir par tenir lieu de passion, ne pourront faire oublier cela. Cet orage sans menace. La musique venue des musiques. Cet art de changer en opéra le sifflotement d'un type qui meurt dans la montagne. Ce cadrage débordant.

FRANCIS MARMADE

► Le 19 juillet, à 21 h 30. New Morning.

## Des claviers peu tempérés

Niels Lan Doky, Michel Camilo, Amine Claudine Myers, Don Pullen, Willie Pickins, Horacio Parlan, Carla Bley, Gato Barbieri, Don Cherry, etc.), plus il s'équilibre, toujours axé sur ce répertoire de début de monde - les airs des révoltes d'Espagne, d'Amérique latine, du Vietnam, d'Afrique du Sud, - plus il se fait civilisé et réservé, et plus il en veut à nos démons.

Plus les timbres se fient et se tissent, dans une sorte de communauté du souffle (Joe Daley, Julian Priester, Ken McIntyre, Sharon Freeman, troisième femme du groupe), toujours activés par un fouissement rythmique - ni drumming, ni batterie, quelque chose de bruisant qui rôde autour de la note des tempos (Paul Motian, évi-

gramme peut se lire comme une grille. Par les hasardes, par exemple : Chris Minh Doky, Charlie Haden, Jack Bruce, Steve Swallow (lecture du corps)... ou par les drums : Paul Motian, Elvin Jones (lecture des âmes damnées)... ou par les vraies interrogations : Tom Harrell, Kip Hanrahan, Sonny Fortune, Ravi Coltrane, Archie Shepp, Andy Sheppard (lecture encre). Ou dans n'importe quel sens. Quel club aujourd'hui, dans quelle ville du monde, sérieusement, serait en mesure de rivaliser avec ce programme?

F. M.

► Festival All Stars du New Morning. Jusqu'au 10 août. Tél. : 45-23-51-41.

### DANSE

## Montpellier tient ses promesses

Bill T. Jones a conclu avec succès le Festival

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale

De la compagnie Bill T. Jones/Aroiazane il ne reste que Bill. Aroiazane, le chorégraphe, l'ami, est mort du sida en 1988. Il était petit et blanc. Bill est noir et tout en jambes. Couple homosexuel, bravant tous les préjugés, ils ont construit à New York une compagnie qui est aussi un lieu de lutte, un creuset.

Que de chemin parcouru depuis le début des années 80 où l'on découvrait le duo sur le minuscule plateau du Centre américain, boulevard Raspail, à Paris, craignant sans cesse que la dynamique de leurs mouvements ne les fasse basculer dans la salle. La mort d'Aroiazane a galvanisé le courage de Bill T. Jones. Le chorégraphe s'éloigne de la modern dance pour explorer l'histoire de son peuple, l'esclavage, la révolte, pour interroger la foi et les Écritures. Dans sa création *Fast Super or Uncle Tom's Cabin/The Promised Land*, la liberté dont il fait preuve est surprenante : lorsqu'il dialogue avec un prêtre de la région, explique au public plutôt hostile que les paroles échangées sont aussi de la danse. Il émeut quand il conduit sa mère sur scène pour lui dédier un negro spiritual.

Surabondance de chairs

Son amour des corps et de la nudité agace et blême à la fois : dizaines de danseurs, danseuses, comédiens et figurants de tous âges, de toutes formes et de toutes couleurs ; cette surabondance de chair finit par s'annuler, pour former un corps unique, innocent qui ne sait pas encore qu'il sera malade et se décomposera.

On se laisse emporter par le bouillonnement de cette fausse naïveté, de cette aspiration farcée à l'espoir parce qu'elle est celle d'un homme déterminé à comprendre. Julius Hemphile, à la tête de son sextet, a écrit une brillante partition de jazz, remplie de références historiques, des plantations du Sud au ghetto des villes. En même temps que Bill T. Jones, la série « Les continents noirs » s'achevait avec les ballets Bacoulou de Haïti. Pas mal de frime, mais cette compagnie montrait comment des cultures différentes utilisent la danse et le corps comme moyens de connaissance. La qualité artistique étant un tout autre problème...

À La Paillade, quartier de la ville où le Festival trouvait cette

année, pour la première fois, une extension, le groupe de rappers Tracina avant clôturer l'expérience. La compagnie que Marcel Notargiacomo créait il y a huit ans à Venissieux nous a montré, dans *Un break à Tokyo* que la gestuelle syncopée, du hip-hop ou du huto, est le signe du refus et le besoin de renouveau. C'est la chorégraphe Sumako Kaseki qui les a mis en scène, et la danseuse Fatima Bouinova se déplaçait d'une culture l'autre avec une grande intelligence corporelle. On amènerait voir les adolescents de La Paillade que Tracina avait entraînés en atelier, bientôt enfrontés au travail d'un vrai chorégraphe...

DOMINIQUE FRÉTARD

## Le bilan 1991, les projets 1992

Jean-Paul Montaner, directeur du Festival de Montpellier, tire les leçons d'une programmation où les stars connues du public étaient absentes :

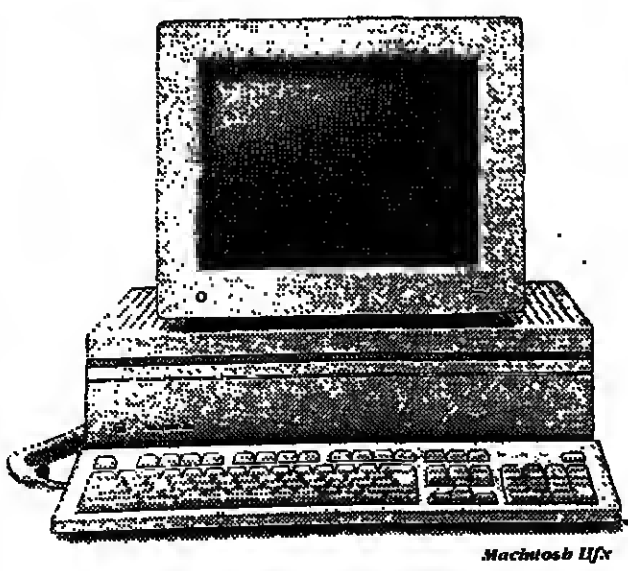
« Nous avons perdu un public pour en gagner un autre, habituellement éloigné du monde de la danse. La différence de fréquentation est de l'ordre d'un peu plus de 10 %, donc on continue. L'opération La Paillade - qui a permis de faire venir un jeune public des banlieues - va se poursuivre sur trois ans. Les ateliers et les spectacles centrés sur l'interprétation continueront aux aires. Bill T. Jones, présent cette année, reviendra en 1993. »

En 1992, plutôt que de fêter la découverte du Nouveau Monde par Christophe Colomb, nous partons à la recherche de la di-

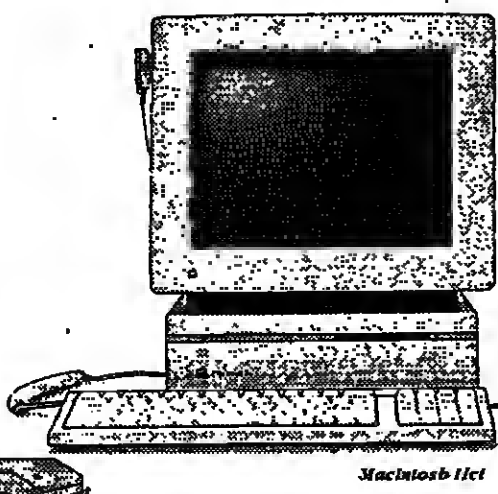
spora juiva espagnole, dont la culture s'est mêlée, après leur expulsion, en 1492, par Isabelle la Catholique à celle des Ambes de la Méditerranée. Pour équilibrer nos finances et parce que ces artistes ont aussi des liens d'amitié avec le festival, William Forsythe et Trisha Brown seront là. Cette-ci sera invitée pour un séjour de six mois au Centre chorégraphique national de Montpellier qu'elle dirige Dominique Bagouet. Elle créera une pièce qui sera dansée alternativement par la compagnie Bagouet et par la sienne. Enfin la chanteuse Guesh Petti, ancienne dansa de l'Opéra, a écrit une pièce pour créer son premier spectacle. »

D. F.

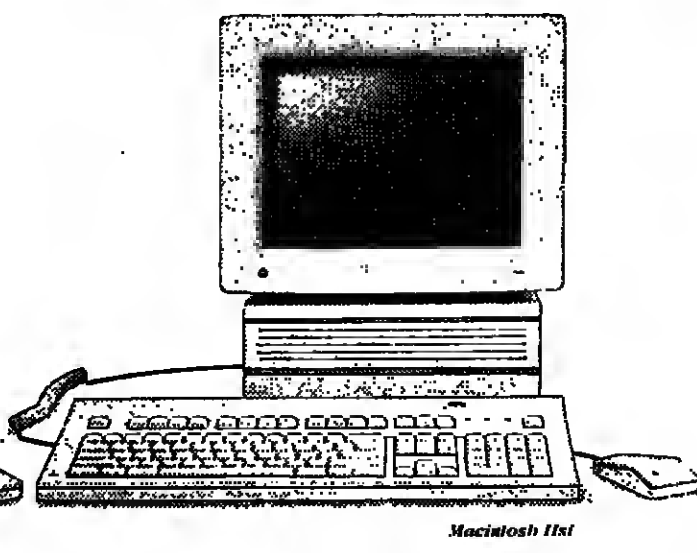
Macintosh II, du 5 au 31 juillet des prix tellement incroyables que nous n'osons pas les communiquer par voie de presse (c'est vous dire...).



Macintosh IIx



Macintosh IIc



Macintosh IIcx

Vous connaissez sans doute la dernière gamme Macintosh II, aboutissement parfait de l'esprit et du talent Apple. Alors vous savez qu'avec un Macintosh II tout est possible, y compris la couleur. Cartes d'extension, disques durs 20, 40, ou 80 Mo, écrans couleur ou noir et blanc, claviers... Le jeu des configurations vous permet d'obtenir un Macintosh exactement à vos mesures, avec des capacités de mémoire et de stockage impressionnantes. Enfin la micro-informatique peut devenir un outil de travail et l'auxiliaire de votre pensée et de votre créativité.

Apple a créé Macintosh II, IC vous le sert sur un plateau d'argent. Et puisque nous parlons d'argent, attendez-vous à une surprise.

Du 5 au 31 juillet chez IC, le prix du Macintosh II est tellement bas qu'il vous suffira de vous baisser pour en profiter. Appelez vite IC, vous ne serez pas déçu !

En plus du prix incroyable, en achetant votre Macintosh II chez IC, vous bénéficierez du conseil et des services du 1er distributeur Apple d'Europe.

Vite, foncez à Mac II chez IC.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS • APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS • IC MARSEILLE 91 37 25 03 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE • IC TOULOUSE 61 25 62 32 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE • IC NANTES 40 47 08 62 3 ALLÉE DES TANNIERS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES • IC LYON 78 62 38 38 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON

LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE. RENSEIGNEZ-VOUS





## Le Monde

# SCIENCES • MEDECINE

## Les détournements d'un antalgique

Faut-il laisser disponible sur simple prescription médicale un médicament recherché par les toxicomanes ?

**L**E Temgésic, un antalgique puissant utilisé pour calmer les douleurs intenses, en particulier postopératoires ou cancéreuses, est trop souvent détourné de son usage par les toxicomanes (le Monde du 8 novembre 1989). Depuis sa mise sur le marché en France, en 1987, se développe un trafic de fausses ordonnances. La limitation de son utilisation, sous forme injectable, à l'usage hospitalier, en 1990, n'a pas découragé les toxicomanes. Les comprimés sublinguaux, mis sur le marché à partir de la même année et délivrés sur simple prescription médicale, ont pris le relais des ampoules. Sans compter le fait que certains toxicomanes n'hésitent pas à dissoudre les comprimés pour se les injecter.

Face au développement de ce trafic, des spécialistes français de la toxicomanie réclament, depuis quelques années, l'inscription du Temgésic au tableau B des stupéfiants, et récemment M<sup>me</sup> Georgina Dufour, présidente de la délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, a souhaité, elle aussi, que ce médicament soit classé parmi les stupéfiants.

Ce problème est suffisamment grave pour susciter des réunions régulières de la Commission nationale des stupéfiants. Le 4 juillet dernier, ses membres ont, à nouveau, étudié le sort de ce médicament et fait le bilan des fausses ordonnances. A l'issue d'un vote qui a été loin de faire l'unanimité, le classement du Temgésic — qui figure actuellement au tableau A des toxiques — au tableau B des stupéfiants n'a pas été retenu.

En revanche, la commission a renouvelé sa dernière proposition au ministère de la santé. Elle vise à adopter une sorte de statut intermédiaire et exceptionnel pour ce produit en faisant figurer sa prescription sur un carnet à souche, afin d'éviter les falsifications d'ordonnances, sans pour autant l'inscrire au tableau B. Face à cette décision qu'il juge insuffisante, le docteur Francis Curtet, spécialiste de la toxicomanie, a envoyé sa lettre de démission de la Commission nationale des stupéfiants au ministre de la santé, M. Bruno Durieux.

Actuellement, le Temgésic reste un des rares antalgiques puissants disponibles sur simple ordonnance. Et il

est vrai que l'inscription d'un médicament au tableau B fait chuter dans des proportions considérables les ventes, et l'un risque de voir les analgésiques disparaître les uns après les autres, au détriment du malade, signale le professeur Georges Lagier, président de la Commission nationale des stupéfiants et pharmacologue à la direction de la pharmacie et du médicament. Il faudrait, d'une manière générale, sensibiliser les médecins à l'utilisation de ce carnet.

### Le sevrage des toxicomanes

« L'inscription d'un médicament au tableau B fait chuter dans des proportions considérables les ventes, et l'un risque de voir les analgésiques disparaître les uns après les autres, au détriment du malade », signale le professeur Georges Lagier, président de la Commission nationale des stupéfiants et pharmacologue à la direction de la pharmacie et du médicament. Il faudrait, d'une manière générale, sensibiliser les médecins à l'utilisation de ce carnet.

Le Temgésic, ou buprénorphine, est un médicament complexe, un agoniste partiel, qui possède à la fois

des propriétés morphiniques et antimorphiniques, suivant les doses et les produits associés. Utilisé seul, il agit comme un dérivé morphinique avec, toutefois, un « effet plafond » au-delà duquel l'augmentation des doses n'est pas efficace. Ses propriétés morphiniques expliquent son attrait pour les toxicomanes, notamment en cas de manque.

Toutefois, exception faite de l'Allemagne, aucun pays n'a classé ce produit au registre des stupéfiants. En association avec la morphine, il peut en augmenter les effets ou les neutraliser (effet antagoniste), suivant les doses. Ainsi, « il serait dangereux de prescrire du Temgésic à des patients qui prennent déjà de la morphine car son effet antagoniste pourrait induire un syndrome de sevrage », explique M<sup>me</sup> Jean-Marie Besson, pharmacopharmacologue, directeur de l'unité 161 de l'INSERM.

Les Etats-Unis et des spécialistes de la toxicomanie en Belgique se sont intéressés aux propriétés du Temgésic dans le sevrage des toxicomanes. Toutefois, aucune étude thérapeutique à long terme n'a prouvé scientifiquement son efficacité. En France, le ministre de la santé a

demandé au laboratoire qui commercialise le produit de mener une étude sur l'utilisation du Temgésic dans le sevrage aigu de l'héroïne. Selon le laboratoire, une première expérimentation menée sur 45 malades héroïnomanes présente des résultats suffisamment prometteurs pour envisager de passer à des essais sur plus grande échelle, dits de phase III.

### Vigilance vis-à-vis des fausses ordonnances

Parallèlement, en l'absence d'essais cliniques réglementaires, le ministère français de la santé a demandé au laboratoire qu'une mise en garde appropriée figure dans le Vidal, le dictionnaire des médicaments. En août 1990, un fascicule additionnel envoyé à tous les prescripteurs signalait que, « en dehors d'études expérimentales de phase III dûment autorisées en tant que telles au ministère de la santé, le Temgésic ne doit pas être utilisé dans le sevrage des toxicomanes. En effet, les conditions d'emploi et l'efficacité du Temgésic dans cette indication ne sont pas déterminées ». Cette mise en garde, insérée depuis sous forme d'encadré dans

le Vidal, n'a pas convaincu l'ensemble des médecins généralistes, dont certains entrepreneurs, avec plus ou moins de bonheur, des cures de sevrage ou même des traitements de maintenance. Dans ce dernier cas, la buprénorphine est employée des mois, voire des années, comme produit de substitution dans le cadre d'une prise en charge globale du toxicomane.

Une enquête, demandée par le professeur Lagier et réalisée par le Conseil national de l'ordre, auprès de 3 000 médecins des régions Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte-d'Azur, particulièrement touchées par la toxicomanie, témoigne de cette utilisation en dehors des indications. Sur 1 447 médecins ayant répondu au questionnaire, 76,7 % utilisent le Temgésic comme analgésique majeur, 29,1 % d'entre eux déclarent être l'objet de sollicitations pour des prescriptions de Temgésic par des consultants suspects d'être toxicomanes et 12,9 % soit 186 praticiens, ont déjà prescrit du Temgésic pour tenter le sevrage physique d'un toxicomane.

MARTINE LARONCHE  
Lire la suite page 16

## Le livre d'images des Merveilles

Suite de la première page

Elle a retrouvé ces croyances et ces rites indo-européens, tels que les avait définis Georges Dumézil, dans des formules rituelles qui les reproduisent parfois mot pour mot et qui sont encore employées par des populations valaques, analphabètes pour la plupart, isolées dans le nord-est de la Serbie (1).

Du coup, Emilia Masson, spécialiste des tribus indo-européennes installées sur le plateau anatolien, qui ont dominé le Proche-Orient du dix-septième au douzième siècle avant notre ère, s'est mise à « épier » les milliers de photos et de relevés de gravures du mont Bego, que Henry de Lumley a mis à sa disposition sans restriction aucune.

Sans avoir jamais fait l'excursion très fatigante des vallées des Merveilles et de Fontanalba, elle a retrouvé dans ces deux sites du mont Bego l'organisation de l'univers telle que la dépeint notamment le poète grec Hésiode, sous le nom duquel a été mis par écrit pour la première fois (vers le huitième ou septième siècles avant Jésus-Christ) la théogonie grecque, encore très proche de l'archétype naturaliste originel, selon la formule employée par Georges Dumézil pour le Vedicisme, commun d'ailleurs à beaucoup de religions anciennes (voir l'encadré). On peut dire ainsi que les gravures du mont Bego sont le livre d'images d'une pensée religieuse encore proche de sa naissance, mais déjà structurée.

Les rochers, les dalles et les parois du mont Bego, avons-nous dit, sont gravés d'innombrables « images ». D'après les statistiques établies par Henry de Lumley et ses équipes, près de la moitié de celles-ci sont des motifs corniformes, c'est-à-dire des signes très stylisés, faits parfois d'une tête ou d'un corps très simplifiés et, surtout, d'une paire de cornes de bovidés, souvent angu-

leuses, quelquefois arrondies. Dix pour cent des gravures représentent des armes : poignards à lame triangulaire ou « halberds » dont les formes sont typiques du bronze ancien de la région rhodanienne-alpine et qui ont permis de dater les images rupestres du mont Bego (2).

Ces dizaines de milliers de gravures sont disséminées — sûrement selon une disposition voulue et rigoureusement organisée — pour l'essentiel dans les vallées des Merveilles et de Fontanalba. Le cadre de la première est escarpé, chaotique, parsemé d'énormes blocs de roches très variées apportés là par les glaciers, parcouru de ravins roulant tous de l'eau au moment de la fonte des neiges. Il est dominé, sur la gauche, par le pic des Merveilles, dont le sommet rocheux a la forme d'un énorme triangle dirigé vers le ciel ; sur la droite, par le mont Bego, le point culminant du site.

De l'autre côté du mont Bego, s'étend la vallée de Fontanalba, beaucoup moins sauvage, beaucoup plus riante avec ses roches planes, ses prairies et ses sources.

### Trois stèles essentielles

Parmi toutes les gravures de la vallée des Merveilles, trois stèles sortent du lot par leur composition en deux parties, les dimensions comparables (50 centimètres sur 30 environ) de leur personnage principal, leur alignement selon un trait droit qui part du pic des Merveilles et aboutit presque dans le lit d'un des torrents, leur position sur des rochers dont l'inclinaison est proche de la verticale.

La plus haute de ces stèles (à 2 470 mètres) est dite de l'« anthropomorphe aux bras en zigzag », représentée à gauche par l'observateur (donc à droite, côté noble

et favorable, pour l'image elle-même), une figure anthropomorphe très stylisée : un corps en forme de simple pieu sans jambes ni sexe émergeant d'une échelle ; une tête ronde sans traits du visage entourée d'une auréole se prolongeant de chaque côté du corps par deux zigzags fins terminés par des mains. Une échelle plus petite « vole » verticalement un peu au-dessus de la tête. Celle-ci est flanquée sur sa gauche, d'un cercle et d'une flèche.

Une telle figure est classique pour représenter le soleil, dont les rayons sont les bras en zigzag ; tant, non pas du corps, mais de l'auréole. On la retrouve, plus schématisée, notamment sur des gravures anatoliennes. La partie droite de la stèle (pour l'observateur) est occupée par une petite image sinueuse plus basse que l'anthropomorphe aux bras en zigzag. Celle-ci a un sexe (un ovale figurant une vulve) et deux bras (un signe corniforme) levés vers le haut de part et d'autre de la tête figurée par un autre motif corniforme.

Emilia Masson — et maintenant de nombreux participants au colloque de Tende — verrait dans cette stèle une représentation classique du couple primordial, les bras levés de la figure féminine et les échelles symbolisant l'union de ce couple originel.

Plus bas, à 2 350 mètres d'altitude, se trouve la deuxième stèle, dite du « sorcier ». Comme la première, elle est orientée de façon que les images regardent vers le mont Bego et que leurs observateurs soient donc tournés vers le pic des Merveilles. Elle est très particulière : sur son côté droit sont figurés deux bras fil de fer tendus vers le ciel (motif corniforme) terminés par des mains aux doigts écartés, flanqués, chacune, d'un poignard horizontal. Le reste de l'image est limité à un visage rectangulaire très simplifié, dont le bas est une bouche largement ouverte agrémentée d'une ligne de points figurant les dents.

Pour Emilia Masson, il s'agirait du dieu de la deuxième génération, prêt à mordre son père avec les poignards et disposant avec ses dents d'une arme tranchante supplémentaire.

La troisième et dernière stèle, dite du « chef de tribu », est à 2 290 mètres d'altitude. Elle est remarquable à plus d'un titre. Orientée à l'inverse des deux premières, elle regarde le pic des Merveilles et ses observateurs sont forcément tournés vers le mont Bego. Elle est gravée sur une grande pierre faisant partie d'un chaos de rochers occupant le lit d'un torrent, si bien qu'à la fin des neiges sa base baigne dans l'eau vive.

### Le signe distinctif des divinités

Elle a été remplacée, en juin 1988, par un moulage très fidèle : étant la plus accessible et donc la plus visitée, elle est la plus menacée par les vandales des trois stèles, malgré la vigilance des gardes du parc national du Mercantour (qui englobe les vallées des Merveilles et de Fontanalba).

Enfin, le « chef de tribu », figure la plus complexe de toute la vallée des

Merveilles (52 centimètres sur 29), est la combinaison de plusieurs motifs corniformes. Il occupe la droite de la stèle. Il a deux jambes et deux pieds tournés en dedans, ce qui est le signe distinctif des divinités, les hommes ayant les pieds tournés en dehors. Son sexe est visible, ses bras écartés, ses mains ouvertes. Dans le côté gauche de la stèle est fiché un poignard de dimension exceptionnelle.

Cette figure évoque très bien le dieu de la troisième génération. L'énorme poignard serait la foudre, arme par excellence du dieu de l'orage. Mais celui-ci, par l'eau qu'il fait tomber, est le dispensateur de la fertilité. Ce qui permet de rappeler que le taureau, représenté très souvent par ses seules cornes, est le symbole de la fertilité dans de très nombreuses religions anciennes et que l'eau vive, principe de toute vie, baigne le bas de la stèle au moment de la fonte des neiges.

Le milieu de la stèle est occupé en haut par un grand poignard pointé vers le ciel et en bas par deux petits poignards verticaux et deux sexes, masculin et féminin, qui sont opposés par leurs parties supérieures. Les uns et les autres pourraient symboliser la nécessaire pérennité de la reproduction du couple primordial. Rappelons que « la fécondité ordonnée et la sexualité contrôlée », selon la formule de Georges Dumézil, sont les garants obligatoires du maintien de l'ordre de l'univers.

### L'homme apparaît

Sur la gauche de la stèle se dresse une petite figure humaine (ses pieds sont tournés en dehors) qui montrerait que, désormais, l'homme fait partie du monde nouveau et dont les bras (un motif corniforme) en position d'orant témoignent du respect que les mortels doivent avoir pour les immortels.

L'homme apparaît ainsi sur la troisième stèle de la vallée des Merveilles, qui est le domaine des dieux. Mais il régit sur la riante vallée de Fontanalba, où les gravures représentent ses occupations profanes et quotidiennes : labourage, chasse, conduite d'attelage, etc. Les dizaines de milliers de gravures des vallées des Merveilles et de Fontanalba, grâce à la méthode de Georges Dumézil, apparaissent ainsi comme un tout cohérent ; cohérent en lui-même par la place logique attribuée aux gravures, cohérent dans le vaste cadre indo-européen.

Comme l'ont dit deux experts de la préhistoire et de la protohistoire, Emmanuel Anati et Jacques Cauvin, celui-ci spécialiste de l'émergence du néolithique au Proche-Orient, l'étude d'Emilia Masson, même si elle doit encore être affinée, ouvre, par son approche neuve, une ère

nouvelle dans la recherche sur ces périodes. E. Anati a même ajouté que le colloque de Tende fera date par cette interprétation.

Cette interprétation contribuera, sans nul doute, à faire du futur musée des Merveilles, voulu par la municipalité, le sénateur et maire José Balarelli et la population de Tende, conçu par Henry de Lumley, un centre d'éducation populaire au

meilleur sens de ce terme. Le musée devrait ouvrir en 1993. Mais il ne faut pas oublier les menaces grandissantes qui pèsent sur les gravures du mont Bego. On en vient à penser à canaliser la foule dans des circuits obligatoirement guidés (sans guide, d'ailleurs, il est très difficile de voir les gravures) et à l'interdiction des promenades dans certaines zones.

YVONNE REBEYROL



De haut en bas : stèle de l'« anthropomorphe aux bras en zigzag » (1<sup>re</sup> génération divine) ; stèle du « sorcier » (2<sup>e</sup> génération divine) ; stèle du « chef de tribu » (3<sup>e</sup> génération divine).

### Trois générations divines successives au mont Bego

Au début était le couple primordial (Ouranos la Ciel et Gaia la Terre-Mère chez Hésiode), qui ne cesse de s'unir et est donc générateur d'une procréation trop prolifique. Ce qui entraîne le désordre, le chaos. Un des fils du couple, Cronos (et non Khronos, la Tempête), doit donc séparer ses parents. Il mutila son père avec un outil tranchant. Ainsi revint-on à une procréation contrôlée qui n'est plus une menace pour l'ordre de l'univers. Mais Cronos a peur des enfants qu'il a de sa parodie

Rhée. Il les dévore donc les uns après les autres jusqu'à ce que Zeus, la fille qu'il n'a pas avalée, lui donne une pierre. Cronos engloutit la pierre. Il en attrapa une indigestion et recracha ses enfants qui deviendront les dieux de l'Olympe. Caux-ci prenant en main la monde nouveau, qui peut ainsi faire émergence et est peuplé par eux-mêmes et par les hommes. Zeus, le dieu de l'Orage, assura sa prééminence sur les mondes divin et humain.

Y. R.



## SCIENCES • MÉDECINE

## La science de l'Est en déroute

Crédits toris, fuite des cerveaux. Souvent choyée par le pouvoir au temps du communisme, la recherche est en crise

**D**ES budgets de recherche-développement en baisse notable, des unités de recherche fermées, des équipements défectueux, des scientifiques qui désertent les laboratoires pour des sociétés de services et des banques ou qui grossissent les rangs des chercheurs expatriés. Il serait difficile de tracer un tableau noir de la science et de la technologie dans les pays d'Europe de l'Est que celui qu'ont dessiné à Budapest, à la fin du mois de juin, des spécialistes de politique de la science réunis sous l'égide de l'UNESCO et de l'Association hongroise de sociologie.

« Depuis un an, nous sommes en quête d'une nouvelle identité », répète inlassablement un chercheur de l'Académie des sciences tchécoslovaque. Dans les anciens régimes communistes, la science était plutôt bien traitée financièrement. Certes, elle était orientée pour répondre directement aux besoins économiques et militaires de l'Etat et des pans entiers étaient volontairement laissés de côté, mais l'argent ne manquait pas vraiment dans les instituts de recherche.

C'est ainsi que le niveau technologique acquis dans certains secteurs prioritaires, comme le militaire, l'exploration de l'espace ou l'énergie nucléaire, était tout à fait honorable selon les standards internationaux. A la disparition des anciens régimes, l'économie de marché est apparue comme la voie miraculeuse vers la démocratie et la solution au marasme économique. Au cours de l'année écoulée, l'Etat a donc commencé à se retirer progressivement de secteurs qu'il subventionnait quasi totalement comme la recherche.

Il revenait naturellement à la charge des industriels de suppléer son retrait. Encore fallait-il qu'ils puissent le faire. Eux-mêmes étaient finissés précédemment par l'Etat qui, là encore, tend à se désengager. Par ailleurs, le marché qui existe entre les pays de l'Est, et principalement, entre les petits pays et l'Union soviétique, a lui aussi disparu. En revanche, le marché avec l'Ouest ne s'est pas pour autant ouvert, en raison principalement de mesures protectionnistes mises en place par les Occidentaux et de la non-compétitivité de nombreuses technologies civiles. Quant au marché intérieur, il n'a guère eu le temps en un an de se constituer.

## L'immédiat contre le long terme

Les industriels n'ont pas d'argent propre à consacrer à leur développement, il n'est donc pas question la plupart du temps de penser à financer la recherche. De plus, aucune mesure d'incitation n'est mise en place par les nouveaux gouvernements pour les inciter dans ce sens. Dans les pays occidentaux, les gouvernements ne sont pas toujours convaincus de la nécessité d'un effort soutenu et continu dans le financement de la recherche. Dès lors, est-il étonnant que, dans une économie en difficulté, le court terme prime sur le long terme, et les réponses aux besoins quotidiens sur la recherche ?

Là est bien toute la difficulté : comment régler les problèmes qui se

posent dans l'immédiat, tout en construisant le long terme ? Les scientifiques s'inscrivent dans cette problématique générale.

Il existe dans tous les pays de l'Est des chercheurs d'excellente qualité. Cependant, la plupart du temps, leur efficacité était faiblie en raison des caractéristiques même du système scientifique. Un équipement souvent rustique dont la construction locale requerrait une grande partie des ingénieurs et des techniciens, une infrastructure sous-développée, un personnel dirigeant sous-qualifié, des spécialistes de politique de la science principale état de garantir l'encadrement idéologique du personnel, une évaluation interne dont les critères relevaient le plus souvent de la camaraderie politique, une rupture avec l'information internationale.

De plus, les faibles salaires que l'on allouait aux scientifiques les portaient bien souvent à gérer des revenus complémentaires. Enfin la rivalité entre instituts de recherche et universités et le divorce entre système académique et système industriel rendaient l'innovation impossible. Les gouvernements doivent aujourd'hui trouver les moyens d'utiliser les compétences existantes.

## L'émergence des initiatives privées

Sans attendre les grandes réformes institutionnelles, des chercheurs ont déjà créé leurs entreprises. Les ordinateurs personnels et les logiciels sont les secteurs les plus prisés. En Union soviétique, l'Académie des sciences a recensé plus de treize mille sociétés d'innovation privées, leurs ventes auraient représenté, en 1989, 0,4 % du PNB. On les retrouve principalement dans les technologies de l'information, le matériel d'équipement pour la recherche, développement et l'ingénierie. Leurs contrats proviennent encore en majorité des institutions gouvernementales et des industries d'Etat.

« Certaines entreprises émergent même directement des institutions gouvernementales pour profiter, simplement, des bénéfices garantis légalement aux coopératives. D'autres, en revanche, ont été créées par des chercheurs avides d'innovation technologique. Dans ce cas, le statut de libre entreprise doit leur bénéficier leur permet de mettre en pratique leur esprit d'initiative », rapportait un représentant d'Union soviétique. Avec une nuance toutefois : c'est qu'elles sont fortement limitées par l'état de pénurie de la société soviétique.

Par ailleurs, les instituts de recherche s'engagent progressivement avec les multinationales qui s'implantent dans les pays de l'Est, principalement dans les transports et les télécommunications. Mais, tous ces efforts demeureront vains si le marché occidental ne s'ouvre pas aux produits d'Europe de l'Est. « C'est seulement ainsi que reprendront les investissements des entreprises occidentales, qui se sont faits à un rythme beaucoup plus lent que l'euphorie des premiers moments n'aurait pu le laisser espérer », a précisé un représentant de l'International Institute for Applied System Analysis (IIASA). Il s'agit de tirer les conclusions de la conférence internationale qui s'est tenue en juin à Bardejov en Tchécoslovaquie.

revenu sur ses positions. « Depuis le

Le ministre indique qu'une décision sera prise « prochainement » et qu'elle « nécessitera en tout état de cause des modifications réglementaires aux textes existants ». Le ministre rappelle que « ce médicament ne doit pas être prescrit en dehors du sévère des toxicomanes, en dehors d'études cliniques effectuées par des experts ». En outre, le ministre de la santé attire l'attention des pharmaciens « sur la nécessité de veiller à d'éventuelles fausses ordonnances ».

MARTINE LARONCHE

lovaquie, sur le thème de l'aide occidentale aux pays de l'Est.

Il faut vraisemblablement attendre que la période de transition visant à stabiliser la structure économique soit achevée pour qu'une politique réaliste de la science et de la technologie soit formulée. Il convient donc, en attendant, de préserver un potentiel scientifique de base, ce qui implique une identification précise des compétences disponibles, effectuée selon les critères en vigueur dans une économie libérale.

## La nécessité d'une évaluation

Des exercices d'évaluation sont conduits dans tous les pays. Dans l'ancienne Allemagne de l'Est, plus particulièrement, sous l'autorité du gouvernement fédéral. Des commissions impliquant des chercheurs allemands et étrangers examinent l'ensemble des disciplines et des institutions. Elles devraient proposer à l'autonomie de nouvelles orientations pour un système scientifique de transition en « ex-RDA ».

Dans les autres pays, faute d'une volonté gouvernementale précise et faute d'argent, les initiatives sont prises ponctuellement selon les relations traditionnelles que certains chercheurs de l'Est ont construites avec leurs collègues occidentaux et selon l'intérêt que les organismes occidentaux y trouvent. Elles sont, de plus, conduites sans perspective politique globale.

Devant ce constat, l'UNESCO a demandé au Conseil international pour l'étude des politiques de la science (CIPSP) d'élaborer pour le printemps prochain des propositions concrètes afin de favoriser l'utilisation de l'héritage institutionnel, l'introduction de nouveaux mécanismes, l'établissement de priorités, le mode d'allocation des ressources, la préservation du potentiel scientifique.

Sans argent - l'UNESCO n'en a guère et le secteur de la politique de la science devrait encore voir l'Est prochain ses crédits amputés - quel sera le devenir de ces propositions ?

« L'espérer en tout état de cause, a déclaré M. Vladimir Kotchikov, directeur de l'Unité technologique et sociale, « est créer par des chercheurs avides d'innovation technologique. Dans ce cas, le statut de libre entreprise doit leur bénéficier leur permet de mettre en pratique leur esprit d'initiative », rapportait un représentant d'Union soviétique. Avec une nuance toutefois : c'est qu'elles sont fortement limitées par l'état de pénurie de la société soviétique.

Après la première période d'éblouissement provoqué par la liberté retrouvée, la prise de conscience des réalités de la loi du marché a conduit les gouvernements à réviser leurs politiques économiques et financières. En ce qui concerne la science, il apparaît maintenant clairement qu'aucune solution miracle n'est à rechercher dans les pays de l'Ouest où s'affrontent des systèmes allant du plus libéral, comme celui des Etats-Unis, au plus centralisé, comme le français. Tous ont montré leurs limites.

Quant au modèle japonais, alors même qu'à l'Ouest chacun en vante les mérites, l'image de « copieur » qu'on lui attribue n'a-t-elle pas encore les scientifiques des pays de l'Est, faute à juste titre, de leurs programmes spécifiques et chercheurs du passé. En outre, après l'euphorie de la victoire sur le communisme, les promesses tenues par les pays démocratiques libéraux ont pour la plupart fait long feu. Les programmes spécifiques de la Commission des Communautés européennes pour le soutien à la recherche et au développement ne sont pas mis en œuvre, les programmes nationaux ont, dans l'ensemble, peu d'ampleur et ont vu leurs crédits s'envoler dans la guerre du Golfe.

Quant au financement des Etats-Unis, il vise principalement à attirer les éléments les plus brillants vers les laboratoires américains. Des opérations de coopération sont lancées par les organismes de recherche européens. Le Centre national de recherche scientifique français participe à cette entreprise. Mais, visible, ces bonnes intentions sont bien loin de suffire à enrayer la fuite des cerveaux qui a déjà eu pour effet en un an de diminuer de plus de 10 % les effectifs scientifiques.

Au cours d'une enquête nationale conduite il y a quelques mois en Hongrie, 80 % des personnes interrogées ont répondu qu'elles ne souhaitent pas que leurs enfants envisagent une carrière scientifique. Trop longtemps associées au pouvoir, incapables de répondre aux besoins quotidiens, la science et la technologie, c'est clair, n'ont pas bonne presse dans les pays de l'Est. Si les scientifiques veulent poursuivre leurs activités dans leurs pays d'origine, il leur appartient, en particulier, de redonner à la science une image honorable.

MARTINE BARRÈRE

## LÉGION D'HONNEUR

Nous publions la fin de la liste des promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au Journal officiel du 14 juillet (le Monde du 16 juillet).

## Intérieur

M. Max Cavagnone, conseiller municipal de Nice (Alpes-Maritimes).  
Sont promus officiers : MM. Mathieu Didier, conseiller général des Hautes-Alpes ; Henri Durand, maire de Bourg-de-Péage (Drôme) ; Hubert Dubouat, maire de Bernay (Seine-Marne) ; Charles Jovart, maire de Vendres (Ain) ; Jacques Reuilleux, député, conseiller général honoraire de l'Orne, maire de Rouelle ; Pierre-Louis Silvani, chargé de mission à la présidence du conseil général de la Corse ; Marc Vaux, secrétaire général de la préfecture de la Somme.

Sont nommés chevaliers : MM. René Aboudarham, inspecteur principal de la police nationale ; François Desbats, adjoint au maire de Pithiviers (Corrèze) ; Jean Arribas, préfet de la Loire ; Mohamed Anbi, aide-démarcheur au service de dépannage de Caen ; Jean Boudier, directeur des services de secours d'incendie et de secours d'Ulle-et-Vitine ; Gilbert Bogaes, contrôleur général de la police nationale ; Vladimir Brasseur, chargé de mission auprès du directeur général de l'administration ; André Bougenès, ancien député ; Claude Closset, administrateur civil ; Michel Congal, sous-préfet de Rochefort ; Jean-François D'Amboise, directeur de l'Agence ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien directeur à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ; Maurice Germain, né Lohy, conseiller général d'Aquitaine ; M. Albert Giraldi, maire de Géménos (Bouches-du-Rhône) ; Ernest Guick, président de l'association culturelle locale Nantes-Brezeau-Vendée ; Bernard Grapin, chef du service régional des transmissions ; Claude Guimard, adjoint au maire de Nevers ; Roger Lambert, maire de Fontenay-le-Comte (Nièvre) ; Christian Lantier, conseiller général de l'Ain ; Robert Lecomte, vice-président du conseil général de la Haute-Vienne ; Hervé Lohy, directeur de la police ; Pierre Frouin, ancien



# ÉCONOMIE

Entraînant la suppression de 6 200 emplois et la constitution d'un ensemble doté de 135 milliards de dollars d'actifs

## Mégabancues, Mégarisques

C'est une bonne opération. D'autres suivront. A terme, c'est tout le système bancaire qui sera remodelé. Mais il faut faire vite... A. Quelques heures à peine après l'annonce de la fusion de Chemical et de Manufacturers Hanover, qui créera le deuxième groupe bancaire américain, le spécialiste du secteur met la main sur tout ce qui reste à faire pour remettre à flot un secteur longtemps considéré comme le fer de lance de la puissance économique américaine et qui, aujourd'hui, part à la dérive.

L'état des lieux est inquiétant. Au cours du premier trimestre de 1991, une trentaine de banques commerciales ont encore été liquidées ou saisies par les autorités fédérales. Dans le même temps, un bon millier d'établissements, soit près de 10 % de la profession, dotés de 400 milliards de dollars (environ 2 400 milliards de francs) d'actifs, figure toujours sur le « liste rouge » des banques à risques. De l'aveu même de M. William Seldman, président du Federal Deposit Insurance Corp (FDIC), organisme chargé d'assurer les dépôts bancaires, plusieurs centaines d'autres banques seront déclarées insolubles d'ici à la fin de 1992. Ce ne sont plus seulement de petits établissements locaux qui sont menacés, mais aussi de grandes banques régionales comme l'ex-Bank of New-England (22 milliards de dollars d'actifs) qui n'a dû sa survie qu'à l'intervention des pouvoirs publics.

Confrontées à une rentabilité ridicule (16 milliards de dollars de profits en 1990, pour 3 400 milliards d'actifs), à une érosion préoccupante des parts de marché face aux « non-banques » et à une dégringolade sur la scène internationale (Citicorp, numéro un américain, n'apparaît plus qu'au 21<sup>e</sup> rang mondial), la profession a été contrainte de se prendre en main. Aidée en cela par le projet de réforme bancaire présenté au début de 1991, qui devait lui permettre de redéfinir les rapprochements nécessaires, de couvrir l'ensemble du territoire et d'autoriser certains établissements à se faire épauler par un groupe industriel, si besoin est. Des milliers de petites banques vont devoir se regrouper. Le mouvement a été lancé : ces dernières semaines, ont été annoncées l'acquisition par First Wachovia Corp (Caroline du Nord) de la South Carolina National Corp, et le rachat de First Illinois Corp par Bank One (Ohio), la petite banque qui monta.

Mais, après le rapprochement, annoncé fin juin, de la C&S/Sovran, deuxième banque de Washington, et de la NCNB de Charlotte (Caroline du Nord), qui donnera naissance au numéro trois du secteur, Chemical et Manufacturers Hanover prouvent que la restructuration du système bancaire américain a acquis une nouvelle dimension. Cella des mégafusions. Pour pallier les mégarisques.

S. M

## La fusion de Chemical Bank et Manufacturers Hanover donnera naissance au deuxième groupe bancaire américain

Après l'annonce, il y a trois semaines, du projet de rapprochement entre NCNB Corp et C&S/Sovran, installées respectivement en Caroline du Nord et en Géorgie et qui figuraient parmi les douze premières banques américaines, Chemical Bank et Manufacturers Hanover, deux des grands établissements new-yorkais, ont annoncé le 15 juillet la fusion la plus importante de l'histoire bancaire américaine.

Le nouvel ensemble, doté de 135 milliards de dollars (810 milliards de francs) d'actifs et n'employant plus, à terme, qu'environ 39 000 personnes, compte tenu des « dégraissages » prévus, se hisse au deuxième rang des banques américaines, derrière Citicorp, mais encore loin derrière les banques japonaises, championnes mondiales.

### NEW YORK

de notre correspondant

L'effet d'annonce avait été jalousement préservé. Régulièrement, l'idée d'un rapprochement entre les deux « mammoth » de la banque new-yorkaise, aux activités assez complémentaires, faisait les délices des gazettes spécialisées, mais chacun s'empêchait de démentir une hypothèse aussi saugrenue. En coulisses, pourtant, la discussion progressait. Les deux protagonistes du rapprochement s'étaient rencontrés, en secret, il y a deux mois, dans une chambre d'hôtel à Manhattan, mais ce n'est que dimanche 14 juillet au soir que les conseils d'administration de Chemical Bank et de Manufacturers Hanover Corp ont mis la dernière main à leur accord de fusion annoncé le 15 juillet. La nouvelle a aussitôt été saluée par la profession et par les marchés financiers qui y voyaient l'exemple à suivre par bien d'autres établissements, y compris de taille comparable, avant qu'ils y soient contraints par d'amicables pressions extérieures.

A Wall Street, où chacun escompte un bien meilleur rating pour les futures émissions du nouvel ensemble, la cote d'amour des deux titans est aussitôt remontée. En clôture, Chemical enregistrait un gain de 2 7/8 points, à 26 5/8 dollars, tandis que Manufacturers progressait de 6 1/8 points, à 29 3/8 dollars, et que l'ensemble du secteur bancaire, par mimétisme, était tiré vers le haut. Le marché et les analystes spécialisés ont d'emblée accueilli avec satisfaction l'opération et ses modalités qui s'effectueraient par échange de titres, à raison de 1,14 action Chemical pour une action Manufacturers.

### Un réseau de 660 agences

Selon cet accord, qui doit encore être approuvé par les actionnaires des deux groupes et par les autorités de tutelle, Chemical Bank et Manufacturers, classées respectivement aux sixième et neuvième rangs des banques américaines, en termes d'actifs (voir tableau), vont donner naissance à la Chemical Banking Corporation. Dotée de plus de 135 milliards de dollars d'actifs (810 milliards de francs), ce nouvel ensemble se hissera aussitôt au deuxième rang, derrière la Citicorp de M. John Reed (217 milliards de dollars d'actifs), et devançant le futur groupe résultant de la fusion entre NCNB et C&S/Sovran (116 milliards de dollars d'actifs). Chemical Banking Corp bénéficiera d'un réseau de 660 agences (après la fermeture de 70 d'entre elles), essentiellement implanté sur la côte est des Etats-Unis (dans les Etats de New York et du New Jersey), mais aussi au Texas.

L'actuel patron de Manufacturers Hanover, M. John F. McCollum, âgé de 60 ans, sera promu à la tête de la nouvelle société, tandis que son

homologue à la Chemical, M. Walter Shipley, 55 ans, sera le numéro deux en attendant de succéder à M. McCollum à la tête de Chemical Banking Corp à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Le grand pendant de l'opération est l'aspect directeur général de Manufacturers, M. Thomas Johnson, qui avait quitté Chemical en 1989 pour rejoindre «Manny Hanover» et qui est contraint de quitter la firme, faute de nouveau salaire. Il ne part pas seul. Environ 6 200 salariés de l'une ou l'autre banque, sur les 27 000 de

Chemical et les 18 000 de Manufacturers, verront leurs postes supprimés. Un « dégraissage » massif qui coûtera environ 550 millions de dollars à la nouvelle entité sous forme d'indemnités de départ, mais qui devrait lui rapporter 650 millions de dollars d'économies en année pleine.

La fusion, qui devrait être achevée d'ici à la fin de l'année, permettra alors à Chemical Banking de procéder à une émission d'actions en numéraire, à hauteur de 1,25 milliard de dollars, de façon à habiller de neuf son nouveau bilan. Son annonce intervient le jour même de la publication des résultats trimestriels de l'un et l'autre établissements.

Contrainte de provisionner 135 millions de dollars de créances douteuses, Chemical, fondée en 1824, affiche un bénéfice net de 94 millions de dollars au deuxième trimestre 1991, en baisse de 20 % sur la même période de l'exercice précédent. De son côté, Manufacturers Hanover, constituée en 1961 après la fusion des deux banques fondatrices, fait état d'un bénéfice de 75 millions de dollars, en augmentation de 150 % sur le deuxième trimestre 1990, lequel pâtissait, il est vrai, d'une provision exceptionnelle de 100 millions de dollars pour frais de reconstitution.

### De grandes disparités régionales

Récemment, quelques grandes banques américaines (dont Morgan, qui reste le bon élève d'une classe très chahutée) ont annoncé des résultats trimestriels en amélioration par rapport à 1990, année où les établissements de la côte est des Etats-Unis ont été fortement affectés par le marasme persistant du secteur immobilier (lequel représente 40 % de l'ensemble des prêts, le poste le plus important), amplifié par la crise économique alors que «l'effet Amérique latine» ne s'est pas complètement estompé. Au cours des trois premiers

mois de 1991, les quelque 12 200 banques que compte ce pays, à l'exception «suburbaine», ont enregistré 5,6 milliards de dollars de bénéfices contre 1,4 milliard seulement pour le dernier trimestre de 1990. Mais ce mieux de l'ensemble de la profession cache encore de grandes disparités régionales. Si les banques commerciales installées dans le Sud-Ouest (Texas, Louisiane...) ou dans le centre (Illinois...) ont enregistré un net redressement de leur santé financière au premier trimestre, certaines banques californiennes, telle la Security Pacific, éprouvent encore de grandes difficultés, tandis que le nord-est demeure le secteur régional le plus fragile.

Dans cette région englobant douze Etats, dont ceux de la Nouvelle-Angleterre, particulièrement affectée, les grandes «money centers» (1) new-yorkaises, la situation des banques commerciales demeure «globalement plus fragile» que dans les autres contrées des Etats-Unis, indique un spécialiste bancaire. Ainsi, au cours du premier trimestre de 1991, le quart d'entre elles était encore dans le «rouge» et le revenu net réalisé durant cette période ne représentait que 22 % du montant total enregistré par la profession, alors que ces banques de la côte est déclinent 38 % des actifs totaux du secteur (1 366 milliards de dollars sur un total de 3 350 milliards).

Cette fragilité a conduit les responsables de ces établissements à tailler à la hache dans les frais fixes (Citicorp aura ainsi, à l'horizon 1993, supprimé 17 000 emplois sur les 95 000 que comptait la banque deux ans plus tôt) ou à trouver refuge auprès des banques les moins malades. C'est ce qu'a fait Chemical en s'alliant à Manufacturers pour réaliser la première mega-fusion intervenue au sein des géants bancaires new-yorkais.

SERGE MARTI

(1) Les grandes banques aux activités bien développées sur les marchés américain et étrangers.

## La reprise attendue dans les pays anglo-saxons

## Grande-Bretagne : pas avant le printemps pas avant les élections

Les dirigeants des sept principaux pays industrialisés se réunissent à Londres, du 15 au 17 juillet, dans un contexte de conjoncture économique morose.

Trois d'entre eux (Canada, Etats-Unis, Grande-Bretagne) se trouvent en récession, ayant enregistré durement en moins de deux trimestres consécutifs, une croissance économique négative.

### LONDRES

de notre correspondant

«Le ne vois pas comment le gouvernement va pouvoir provoquer une reprise économique à temps pour les élections.» Même le militant le plus dévoué au Parti conservateur, au pouvoir depuis plus de douze ans, doit être abattu par cette remarque de M. Gwyn.

La chronique hebdomadaire que publie l'économiste en chef de l'ancienne londonienne de la maison de courtage américaine Goldman Sachs dans le Sunday Telegraph est, dit-on, la lecture favorite du premier ministre, M. John Major, pendant le week-end. Pourtant, son diagnostic général n'est pas trop pessimiste. Si l'économie britannique se porte mal, sa santé n'est pas si mauvaise qu'on le dit dans les médias ou dans les rangs de l'opposition travailliste.

En 1991, la croissance sera certes négative, mais le rythme de réduction du produit intérieur brut est en train de ralentir. Le pronostic sur le moment de la reprise, en revanche, ne doit guère rassurer le premier ministre : «Si la récession a atteint ses limites, la conjoncture ne devrait pas commencer à s'améliorer avant le premier trimestre de l'an prochain», dit-il avec cette nonchalance toute d'apparence des Gallois. En clair, si l'on tient compte de la puissance électorale des indicateurs qui agissent avec un certain retard (chômage, faillites, investissements), la reprise des affaires ne sera guère visible au moment des élections, qui doivent se dérouler au plus tard en juin 1992.

Pour l'instant, les principaux éléments sont bloqués au rouge. Le produit national brut a chuté de 2,5 % après une hausse de 0,5 % en avril. La production manufacturière en mai est inférieure de 6,5 % par rapport au même mois de l'an dernier.

Résultat : la courbe du chômage ne cesse de monter. La Grande-Bretagne compte aujourd'hui 2,1 millions de chômeurs (dont les trois quarts depuis moins d'un an), soit près de 8 % de la population active.

La France et l'Italie sont confrontées à un fort ralentissement de leur activité. Un fort ralentissement de leur activité. Un fort ralentissement de leur activité. Un fort ralentissement de leur activité.

Les nouveaux venus sur le marché du travail sont les principales victimes, en raison de la rupture de l'embauche de jeunes diplômés. A en croire les statistiques sanguinolentes des tablatures de chômage, un certificat d'attente ou de Cambridge ne garantit plus un emploi.

Chômage : la barre des 3 millions

Ces chiffres sont toutefois contestés par les syndicats, qui soulignent les innombrables modifications apportées à l'indice du chômage et le traitement social qui permet de rayer ceux qui bénéficient de stages d'insertion professionnelle. En 1992, tous les experts sont d'accord pour prédire que la barre des 3 millions sera facilement franchie.

«En fait, à la phase d'euphorie de la fin de la guerre du Golfe a succédé une grande morosité d'ordre psychologique. Avertis par cette attitude anxiieuse de la sortie du tunnel, les dirigeants d'entreprise ne voient pas que le rythme du resserrement économique ralentit», juge M. Alan Budd, gourou de la Bardy et grand rival de M. Gwyn Davies dans le soubassement de la City. En effet, certains signes positifs apparaissent déjà ci et là.

La politique d'argent cher suivie par le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, et par son prédécesseur, un certain M. John Major, a permis de dompter l'inflation. Le taux annuel de la hausse du coût de la vie atteint désormais 3,8 %, contre 7,5 % en 1989. Selon les prévisions de M. Davies, la hausse des prix devrait tomber à 4 % à l'automne, soit sous le niveau allemand et proche du taux français.

Inflation pique du nez, et les salaires pétiole. Alors qu'en décembre 1990 la hausse des salaires était les 9 %, les fiches de

paie ne devraient pas augmenter de plus de 6 % en 1991. Et le calme social règne dans le privé comme dans le public. Enfin, le déficit de la balance des paiements se rétrécit sous l'effet conjugué de la baisse des importations plus forte que celle des exportations. Le «trou» devrait être ramené de 14 milliards de livres en 1990 à environ 6 milliards de livres cette année.

Les causes du «mal anglais» sont doubles : d'une part, l'entrée de la livre dans le système monétaire européen (SME), en octobre, a limité la marge de manœuvre du gouvernement pour accélérer la dérive des taux d'intérêt ; d'autre part, le consommateur a subi de plein fouet le choc de la correction des effets négatifs du boom thatcherien de 1987, une surchauffe sévère par les allègements de l'impôt sur le revenu et par un crédit abondant. Pour contenir une inflation supérieure d'un tiers à la moyenne européenne, la Banque d'Angleterre avait dû dresser des taux d'intérêt astronomiques, mettant sur le sable les propriétaires surendettés par les crédits hypothécaires à taux variables. Deux Britanniques sur trois achètent leur logement à tempérament.

Le gouvernement veut s'opposer avec prudence les effets de ses réductions de taux d'intérêt avant d'abaisser le loyer de l'argent et d'offrir d'autres largesses électorales. L'économie reste le terrain d'élection des Tories. Un sondage récent du Mori Polls souligne que, malgré l'uec les plus graves récessions depuis les années 30, l'opinion continue de considérer la droite comme plus apte que le Labour pour sortir l'économie de l'ornière dans laquelle le laisser-faire thalibérico l'a embourbé.

MARC ROCHE

Prochain article : le Canada



## Les banques exigent davantage de garanties pour la reprise de VEV-Prouvost

Les représentants des banques, du CIRI (Comité interministériel de restructurations industrielles) et du ministère de l'Industrie se sont réunis, lundi 15 juillet, à la fin d'après-midi, sans avoir conclu un protocole d'accord pour la reprise de VEV-Prouvost, le troisième groupe textile français (5,7 milliards de francs de chiffre d'affaires et 11 000 salariés dont 6 000 dans l'Hexagone), qui connaît actuellement de graves difficultés financières. Les banques jugent encore élevés les abandons de créances qui sont demandés par les deux candidats à une reprise globale du groupe, le holding Dynation et le tandem d'hommes d'affaire Coste et Picard.

Les banques réclament aujourd'hui que certains abandons soient accompagnés de clauses de «retour à bonne fortune». Les réunions devraient se multiplier jusqu'à mercredi soir, date à laquelle les pouvoirs publics espèrent aboutir.

### Ancien directeur de cabinet de M. Rocard

## M. Jean-Paul Huchon devient directeur général du groupe Printemps

M. Jean-Jacques Delort, président du directeur du Printemps, vient d'annoncer l'entrée dans son groupe, en qualité de directeur général, de M. Jean-Paul Huchon, ancien directeur de cabinet de M. Michel Rocard. M. Huchon sera chargé du développement national et international du groupe et des affaires financières. M. Dominique Geogron, également directeur général, conserve ses attributions.

Agé de quarante-cinq ans, énarque, M. Huchon, qui avait été directeur de cabinet de M. Rocard aux ministères du Plao et de l'Agriculture, l'avait suivi à Matignon. Directeur général de la Caisse nationale de crédit agricole, de janvier 1985 à mai 1986, M. Huchon sera ensuite conseiller du groupe financier et immobilier Exxot, jusqu'à l'arrivée de M. Rocard à Matignon.

GOFF...  
LA...  
P...  
...

# Le Monde <sup>des</sup> Cadres

## RESPONSABLE ETUDES

*pour assister la Direction Générale  
d'un leader de l'urbanisme commercial.*

Nous sommes un des leaders de la promotion et de l'exploitation de grands centres commerciaux et une filiale de la Compagnie Bancaire. Pour accompagner notre expansion, nous souhaitons miser sur le talent d'un économiste familiarisé avec les problèmes d'urbanisme et de distribution.

Par vos recherches et propositions, vous assisterez la Direction Générale dans ses réflexions sur la stratégie de développement de la société et dans ses prises de décision de lancement d'opérations. Votre champ d'études sera très large : recherches prospectives, études de sites, études de marchés, élaboration de projets...

Vos propositions s'appuieront sur les études économiques et marketing que vous réaliserez avec l'assistance d'une petite équipe.

De formation économique supérieure, vous maîtrisez parfaitement les méthodologies d'études que vous avez appliquées aux problèmes de l'urbanisme et de la distribution.

Rigueur, créativité et qualités relationnelles sont essentielles dans ce poste et vous ouvrirez des possibilités d'évolution au sein de la société ou du groupe auquel nous appartenons.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature, sous référence 490 M, à Gilles Delalandre - SEGECE - 37, rue La Pérouse 75798 Paris cedex 16.



COMPAGNIE BANCAIRE

## MONTPELLIER EUROCITE

**Développez  
le World Trade Center  
de Montpellier**

Le World Trade Center "EUROPA" a pour ambition de concrétiser la vocation internationale de la ville de Montpellier pour devenir une véritable EUROCITE jouant un rôle important en Europe du Sud. La structure de gestion du WTCM associant partenaires privés et publics, recherche son :

## Chargé de Mission

Dans la première phase (18 mois), vous aurez la responsabilité de la pré-commercialisation du WTCM, de la définition et du choix des services à offrir aux entreprises. Vous mettrez en place une structure de gestion et d'animation. Vous serez également l'interlocuteur privilégié des intervenants publics et privés. En fonction du succès de cette première phase, vous assurerez la direction du WTCM.

A 35/45 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, trilingue, vous avez une expérience significative du commerce international si possible à l'étranger.

Merci d'adresser sous réf. 120A lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à notre Conseil PSYNERGIE, L'Atrium, 650 avenue de Montpellier, 34970 LATTES. Confidentialité assurée.

PSYNERGIE MONTPELLIER

## ROTH FRÈRES.

**La dynamique de l'expansion.**

Roth Frères, équipementier automobile, partenaire des constructeurs automobiles européens, recherche pour un de ses sites industriels (450 pers.) situé à Schweighouse sur Moder (près de Haguenau - 67) son

**CHEF DU PERSONNEL (H/F)**

**VOUS :** Agé(e) d'au moins 30 ans, vous êtes un(e) professionnel(le) des ressources humaines, diplômé(e) DESS, CELSA, CFFOP..., doté(e) de qualités relationnelles reconnues sur le terrain et d'une solide expérience en milieu industriel.

**VOTRE MISSION :**

- développer la politique de gestion des ressources humaines, en collaboration avec le DRH et la Direction du site
- veiller à son application concrète
- recruter le personnel non-cadre et élaborer le plan de formation
- améliorer les conditions de travail et de sécurité
- participer à la politique de communication, de rémunération et d'organisation de différents services.

Réf : 048  
Adressez-nous votre lettre de candidature en précisant la référence, votre photo et un curriculum-vitae à l'adresse suivante :  
**ROTH FRÈRES - SERVICE RECRUTEMENT**  
4, rue Schertz - 67100 STRASBOURG



REGION  
MIDI-PYRENEES  
COGEMIP  
SOCIETE DE  
CONSTRUCTION  
ET DE GESTION  
NON FINANCIERE

La COGEMIP, qui assure le lancement et la mise en œuvre du programme régional d'investissement dans les lycées, développe son activité au service du Conseil Régional, en participant à la politique de l'aménagement urbain de la région.

Pour assurer cette mission, elle recrute 3 collaborateurs

## 1 Chargé d'études urbaines

Basé à TOULOUSE - Réf. 181/3

Il aura la responsabilité de la cellule d'études d'aménagement urbain et de développement local dans le cadre des dispositions des contrats conclus entre les villes et la région.  
Profil : diplômé de l'enseignement supérieur, 4 à 5 ans d'expérience dans le même secteur d'activité.  
Il animera

## 2 Chargés de mission

Nord Midi-Pyrénées  
(Rodez)  
Réf. 181/4

Sud Midi-Pyrénées  
(Foit-Pamiers/Tarbes-  
Lourdes/Auch) Réf. 181/5

Basés dans une de ces villes, ils assisteront les chefs de projets des villes par leur action sur le "terrain".  
Profil : jeune diplômé IEP - droit - urbanisme...  
Adressez dossier complet et photo, sous la réf. choisie, à



nicole & dominique  
mury conseil

1 place Wilson  
31000 TOULOUSE

## CELI

Société d'infographie technique  
spécialisée en systèmes de gestion électronique  
de documents techniques (GEDT) et cartographie marine

RECHERCHE LE

## Directeur (trice)

de son service développement commercial.

Il (elle) sera chargé(e) de rechercher de nouveaux marchés, d'établir des liens de partenariat, d'assurer la promotion de l'image de la société.

Pour ce poste d'avenir nous souhaitons cinq ans minimum d'expérience dans le domaine de l'infographie et une formation école supérieure de commerce.

Envoyer C.V. manuscrit, prétentions et photo accompagnés d'une lettre manuscrite à M. Aimé BERTHON, P.D.G., CELI - 25, rue des Petits-Ruisseaux, 91370 VERRIERES-LE-BUISSON.

36 15  
I M

Le service télématique  
expert de l'emploi des cadres

## A ttachée de recherche - cadres

Nous recrutons, pour nous-même, une Attachée de Recherche qui supervisera notre documentation et notre fichier (informatisé bien sûr) mais surtout assistera les Consultants dans l'approche directe des candidats : définition de la mission, choix de la cible, identification des interlocuteurs et prise de contacts. Nous souhaitons une candidate ayant à son actif une première expérience réussie de cette fonction acquise en Cabinet, Anglais souhaités. Une formation complémentaire spécifique vous sera proposée si vous en éprouvez le besoin. Nous vous présenterons notre Cabinet dès le premier entretien : 7 Consultants à Paris, 4 à Barcelone. Merci d'adresser un dossier de candidature, sous référence INF/AM à notre Conseil : INFRAPLAN 83, Boulevard Raspail - 75006 PARIS

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

## CONSEIL EN RECHERCHE DE CADRES ET DE DIRIGEANTS

## Consultant sénior

Vous partagez notre réussite confirmée auprès d'une clientèle nationale de forte notoriété.

Pendant la phase d'intégration, nous vous confions la réalisation de missions très diversifiées en annonce ou en approche directe.

Vous assurez un développement commercial, pour lequel nous vous apportons un appui logistique significatif.

Nous souhaitons coopter un professionnel de l'entreprise ou du Conseil qui partage notre implication, notre sérieux, nos ambitions.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. LM 1 T à ARCO 18 av. de l'Opéra - 75001 PARIS.

PARIS/RHÔNE-ALPES

ARCO

## Consultant senior H/F en recrutement de jeunes cadres par annonce

**Mission :** analyser les besoins de l'entreprise et faire preuve de créativité pour attirer des candidatures ajustées, notamment dans le cas de recrutement de nombreux jeunes diplômés.

**Nous demandons :** une expérience réussie d'au moins 5 ans dans ce métier ; la capacité à mener à bien rapidement les missions confiées ; le goût de partager et travailler en équipe.

**Nous offrons :** une

formation complémentaire permanente : une ouverture vers les autres disciplines du conseil, notamment dans le domaine de l'organisation, des structures et de la sociologie des organisations.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions), sous la référence R.A.N./LM, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT  
PARIS - LYON - BORDEAUX - ANTIPOLIS  
Un département de Bernard Krief Consulting Group

## Ecole de Commerce Internationale recherche son

## Directeur

Sens réel de la pédagogie,  
gestionnaire confirmé,  
expérience internationale,  
parfaite maîtrise de l'anglais.

Poste basé dans une grande ville universitaire.

Envoyez lettre, CV, rémunération et photo, sous référence 7712, à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris qui transmettra.

## Ingénieur Chimiste votre production chimique dans le Tarn

## CHEF DE FABRICATION

d'une P.M.I., filiale de l'un des grands de la chimie, à qui nous confierons de larges responsabilités :

- la gestion et l'animation de la fabrication ;
- la qualité ;
- le développement des produits ;
- la conception et la mise en œuvre de projets d'investissements

Pour réussir dans cette fonction, vous devez posséder, outre une bonne formation d'ingénieur chimiste complétée par de bonnes connaissances en génie chimique, une expérience réussie de plusieurs années de production.

Vous avez bien sûr des qualités d'adaptation, d'animation, de créativité, mobilisables dans une PME.

مكثان النظم



هكذا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde *des* Cadres

• La Monde • Mercredi 17 juillet 1991 19

Important organisme immobilier NANCY

recherche

**UN INGÉNIEUR SOCIAL**

Homme d'action et de communication, il sera chargé de gérer les conflits sociaux. Il aura un rôle de médiateur et de négociateur et aura de sérieuses références en matière d'animation et de psychologie sociale.

Titulaire d'une maîtrise de sciences et techniques ou DESS d'aménagement et de développement local.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite, motivations à :  
Chantal Gerbelli, OFAC de Meurthe-et-Moselle  
12, rue de Serre, BP 610 - 54010 Nancy Cedex

Mairie de Saint-Denis (93)

91 000 habitants

recrute son

**DIRECTEUR DES FINANCES**

Ce cadre supérieur, de préférence administrateur territorial, aura, en liaison directe avec le Secrétaire Général, la responsabilité de poursuivre avec ses collaborateurs une politique financière dynamique et une pratique budgétaire innovante.

Dossiers de candidature à adresser à :  
M. le Maire de Saint-Denis - B.P. 269  
93205 SAINT-DENIS - CEDEX 01.

SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE D'ÉCONOMIE MIXTE RECHERCHE

**ECONOMISTES**

Pour mise à disposition auprès de structure locale de développement dans le Nord Isère - EXPERIMENTES dans la proposition et la conduite :  
- d'études de développement économique et de l'aménagement local,  
- d'actions en partenariat avec collectivités locales, milieux économiques et associations.

Aptitude certaine à la conduite de travaux de commissions, d'animation d'une petite équipe de professionnels, de gestion associative, forte capacité de synthèse et propositions, facilités relationnelles avec des milieux diversifiés (de l'entreprise, de l'agriculture, des collectivités locales). Grande disponibilité à la vie professionnelle.

Intérêt pour une organisation d'entreprise en réseau.  
DEA ou DESS de Sciences économiques, option économie appliquée ou planification du développement ; formation complémentaire en urbanisme appréciée.

Expérience professionnelle minimum de 7 années ; bureau d'étude ou service économique apprécié.

Disponibilité : Septembre ou Octobre 91.  
Adresser CV détaillé, photo et présentations sous la référence 9634 M à :  
l'Agence AFFLUENTS, 43 rue du Chemin Vert 75011 PARIS, qui transmettra.

Importante collectivité (800 salariés)

recherche son

**ADJOINT (E) D'ADMINISTRATION**

Placé(e) sous l'autorité directe du Directeur du Personnel, il ou elle dirigera le service de gestion administrative et de la paie.  
Une solide expérience en ce domaine est exigée ainsi que de bonnes connaissances en informatique.

Adresser lettre de motivation et C.V. à M. le Directeur du Personnel :  
CRE - RATP  
18, rue de Naples, 75008 PARIS.



Le Conseil

Général

d'Oise

**Directeur de la Prévention et de l'Aide Sociale**

Vous élaborerez et mettez en œuvre la politique sociale en faveur des handicapés et des personnes âgées, et contrôlerez les établissements qui les accueillent. Vous veillerez au bon fonctionnement de l'aide sociale et faciliterez l'accès au dispositif de couverture sociale pour les plus démunis. Enfin, vous mettrez en place des actions de prévention sanitaire (éducation pour la santé, dépistage de certaines maladies).

Pour ces différentes missions, vous gèrerez un budget de 450 millions et contrôlerez les budgets de 88 établissements soit 525 millions. Votre sens de l'initiative vous permettra d'apporter les améliorations nécessaires à la gestion de ces services.

Fonctionnaire de catégorie A, vous avez une formation supérieure en Droit ou en Économie et une expérience en gestion de l'action sociale. Disponible et dynamique, vous saurez partager votre motivation pour l'action sociale locale avec l'ensemble de vos collaborateurs (120 personnes).

**Chef du Service de l'Aide Sociale**

Rattaché au Directeur de la Prévention et de l'Aide Sociale, vous mettez en place le dispositif de l'aide sociale complétant ou remplaçant les régimes de sécurité sociale pour les personnes sans ressources suffisantes. Dans le même objectif, vous améliorerez l'accès aux structures de soins pour les plus démunis en créant de nouveaux dispositifs. Vous gèrerez un budget de 400 millions et animerez une équipe de 70 personnes.

Fonctionnaire de catégorie A, vous avez une formation juridique supérieure. Votre sens de l'organisation et de l'analyse, votre ouverture d'esprit et votre capacité d'initiative sont indispensables à ce poste. La connaissance de l'action sociale serait un plus.

**Chef du Service Personnel**

Nous vous proposons, au sein de la Direction de l'Administration Générale, de prendre la responsabilité du service du Personnel (25 personnes). En liaison avec les autres Directeurs de la DGAS, vous serez chargé de la mise en œuvre et du suivi des outils nécessaires à la gestion des Ressources Humaines (11 000 agents) : gestion prévisionnelle, gestion des carrières, plan de formation, organisation des concours de recrutement. Vous préparerez et contrôlerez également les budgets.

Fonctionnaire des collectivités territoriales ou de l'État (niveau Attaché ou équivalent), vous avez une formation Bac + 3. Dynamique, motivé, votre aisance relationnelle et votre aptitude à l'encadrement seront des atouts pour réussir dans ce poste.

**Chef du Service du Logement**

Dans le cadre de la politique départementale en matière d'action sociale liée au logement et au développement social urbain, vous participerez à l'élaboration du plan d'actions pour le logement des plus défavorisés. En total partenariat avec les organismes concernés, vous évalueriez les besoins de la population et l'action de votre service. Responsable du suivi du budget, vous adapterez les outils, pratiques et procédures du service.

Fonctionnaire de catégorie A, vous connaissez bien l'action sociale décentralisée et pourriez donc concourir efficacement à la création d'un domaine d'intervention nouveau. Votre sens relationnel vous permettra de travailler en harmonie avec nos différents partenaires.

Un système indemnitaire motivant a été mis en place par le Conseil Général du Val d'Oise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), avant le 31 août, à Madame le Directeur Général Adjoint chargé de l'Action Sanitaire et Sociale, BP 215, 95024 Cergy Cedex. Tél. : 34 25 34 02.

## Le Monde *de la* Fonction Commerciale

**PRECEPTA**  
Analyses stratégiques

Société leader dans l'édition d'études économiques, recherche pour diriger sa force de vente son :

**Responsable des ventes (H/F)**

Profil souhaité :

- Excellente capacité d'organisation et d'animation - Gout prononcé pour la négociation à haut niveau

- Anglais courant - Diplômé d'une grande école de commerce.

Envoyer dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo + présentations) sous réf 422 à  
Mme LE FEVRE - PRECEPTA - 85, rue La Fayette - 75009 PARIS.

**AGENCE CONSEIL EN COMMUNICATION**

Spécialisée secteur public et économie sociale

Recrute un

**DIRECTEUR DE CLIENTÈLE**

H/F 30/35 ans

Parfaite maîtrise de l'activité de conseil et du développement de clientèle.

Rattaché à la Direction Générale, ce poste basé à Paris s'adresse à un candidat justifiant de 5 ans d'expérience professionnelle, possédant un sens relationnel important, capable de manager une équipe jeune et très motivée.

Une expérience probante en prospection commerciale sera vivement appréciée.

Rémunération : fixe + intéressement au développement.

Envoyer lettre manuscrite + CV à  
Ressources et Performances 8 bis, rue des Cendriers 75020 Paris.

**Commercial et ingénieur**  
Paris et Région Parisienne

Notre SSII (200 personnes) dans les secteurs de haute technologie a besoin de vous... mais vous offre aussi un champ d'action particulièrement intéressant. Vos interlocuteurs : les plus grandes entreprises. Vos centres d'intérêts : les grands projets de notre temps. Nous travaillons soit en régie, soit au forfait. Nos

équipes d'ingénieurs sont particulièrement performantes, au savoir-faire reconnu. Vous recherchez un milieu enrichissant, stimulant, vous nous apportez votre élan, vos compétences commerciales, vos capacités d'encadrement, vous aimez ce métier dur mais passionnant, alors venez partager notre enthousiasme.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence A1 07 06 à notre Conseil, Madame Claude Favereau, FAVREAU CONSULTANTS 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

# Le Monde des Secteurs de Pointe

**POUR DECOUVRIR LES SECTEURS D'AVENIR AVEC L'INFORMATIQUE, LA SOLUTION IDEALE, C'EST LA GESTION VERSION DATAID**

*de la gestion de l'information à la gestion de la production, la division Finance recrute de nouveaux collaborateurs pour développer ses activités de Conseil, Etude et Réalisation.*

**INGENIEURS GRANDES ECOLES**

Vous avez 3 à 7 ans d'expérience et une compétence significative dans les domaines **MOYENS DE PAIEMENT, CARTES A MEMOIRE, TELEMATIQUE, RESEAUX ET SYSTEMES MONETAIRES**.

Nous vous offrons de participer à la conception et à l'élaboration de projets d'envergure dans un environnement de techniques avancées. Elisabeth FAREL vous remercie de lui écrire s/réf. BS au 158, avenue de Verdun, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

**DATAID**

**SYSTEMES DE GESTION**

**Responsable conception électronique**

**Electronique numérique rapide**

CGA (1.700 pers., 1,2 milliard de CA) est un des leaders mondiaux de l'automatisation postale et bancaire. Pour renforcer notre direction technique dans le domaine des machines de codage et de tri (lecteurs optique, traitement de l'image, visualisation...), nous recherchons un ingénieur électronicien confirmé qui pilotera des développements au sein d'un service électronique de 30 personnes. Il aura à animer un groupe d'étude et sera l'interface technique avec les autres services de la compagnie.

Ce poste s'adresse à un ingénieur ayant acquis une expérience d'au moins 2 ans en conception électronique dans le traitement du signal. Anglais indispensable (déplacements occasionnels aux U.S.A.). Poste basé à Gentilly (Paris sud).

**CEGELEC**

CGA

Merci d'envoyer votre candidature sous la réf. 106 BE à PSYNERGIE - 1, square de Luynes - 75007 Paris.

**CPGF HORIZON**

Dans le cadre de son développement en France et en Europe, CPGF HORIZON, filiale du Groupe SIMON (Division Environnement, 18 BET, 750 personnes) recherche :

**INGÉNIEUR ENVIRONNEMENTALISTE**  
Hydrogéologue, AGRO, TR, TPE...

**INGÉNIEUR HYDROGÉOLOGUE CONFIRMÉ**  
de 5 à 10 ans d'expérience (France, Etranger)

**INGÉNIEUR**  
de 5 à 10 ans d'expérience (TR, TPE...) dans les domaines de l'hydraulique et de l'hydrologie

**INGÉNIEUR HYDROGÉOLOGUE JUNIOR**  
de 1 à 3 ans d'expérience (surtout en Afrique)

**INGÉNIEUR GÉOPHYSICIEN**  
de 3 à 10 ans d'expérience en sismique et/ou gravimétrie.

**TECHNICIEN GÉOPHYSICIEN**  
pour terrain et désireux de travailler en gravimétrie

**DESSINATEUR CARTOGAPHE**  
avec expérience DAO/CAO (AUTOCAD, MAC...)

Envoyer CV + lettre manuscrite + prétentions à : C.P.G.F. 12, rue de Paris - 78230 LE PECQ.

M.B.T., filiale du Groupe SANDOZ, est aujourd'hui un spécialiste mondial dans l'élaboration et l'application des adhésifs et adjuvants destinés aux bétons. Poursuivant son expansion, M.B.T. FRANCE souhaite s'acquiescer un :

**Ingénieur d'Affaires**

Vous serez chargé, sur les pays de Loire, du développement d'une clientèle B.T.P. et maitres d'ouvrages importants. Votre action s'articulera autour des axes suivants :

- Prescription, négociation, conseil, applications sur chantiers.

De préférence de formation Ingénieur Bâtiment ou Chimie, vous possédez une expérience significative, tant technique que commerciale, sur les marchés du B.T.P. Le poste est basé à Tours, Angers ou Le Mans.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, CV et photo s/réf. JC/MBT/903 à notre conseil :

**SCORE CONSULTANTS**

52, avenue Philippe Auguste 75011 PARIS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

**Le Monde Informatique**

**WordPerfect FRANCE**

N°1 mondial du traitement de texte recherche :

**2 ASSISTANTS SUPPORT TECHNIQUE LOGICIELS PC**

**Mission :** Assurer l'assistance technique par téléphone aux utilisateurs de nos produits. Effectuer des tests produits. Assurer le suivi des questions posées par nos utilisateurs.

**Profil :** Niveau BAC, bonne culture de la micro-informatique. Expérience réseaux locaux souhaitée. Ouvert et disponible à l'écoute de nos clients. Anglais courant.

Adresser CV, photo et salaire actuel à l'attention de Marie-Laure Dubois : WordPerfect France BP 353 - 91959 Les Ulis Cedex

**THOMSON HYBRIDES**, leader européen dans le domaine des circuits hybrides professionnels et de l'optoélectronique, recherche pour son unité de MASSY :

**CHEF DE PROJETS COMPOSANTS HYBRIDES**

Vous prenez la responsabilité de projets concernant la conception et la réalisation de circuits hybrides pour des programmes militaires et professionnels France et Export (conception, prototypes, délais, coûts, qualité...).

Cette fonction de chef d'orchestre requiert des compétences techniques (analogique, basses fréquences et numériques rapides), de la rigueur et des qualités humaines (dialogue, négociation, fermeté...).

Ingénieur électronicien, vous possédez une expérience de 2 à 5 ans dans le développement de circuits hybrides, et si possible, une première expérience de coordination de projets.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) à :

**MENWAY Consultants**  
25 rue Pierre Sémard - 38000 Grenoble  
Fax : (16) 76.21.71.29.

**THOMSON**

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

**HERCULES**

Toujours précurseur, Hercules a la volonté d'être plus que jamais présent auprès des industriels papeteriers

Nous nous en donnons les moyens :

- en poursuivant une politique de qualité totale (usine de Voraype certifiée ISO 9002),
- en renforçant notre équipe d'ingénieurs, partenaires privilégiés du développement de nos clients, par la création d'un nouveau poste

**ingénieur assistance technique**

Jeune ingénieur, vous souhaitez élargir votre champ professionnel et exercer des responsabilités à la fois importantes et diversifiées.

Grand de la chimie dans le monde, équipe à taille humaine en France, Hercules vous offre l'opportunité de réaliser cet objectif dans l'environnement technique et humain exceptionnel de la Papeterie.

L'exigence de vos clients et les moyens puissants de notre groupe seront les garants de votre évolution vers la prise en charge de projets industriels et leur conduite avec autonomie et initiative.

Ingénieur, disponible, mobile, autonome, parlant anglais, adressez lettre, CV, photo sous réf. MP à Madame C. Légeron, Direction du Personnel, Hercules France, 8, rue Peugeot 92508 Rueil Malmaison.

**ROCKWELL INTERNATIONAL DIGITAL COMMUNICATIONS**

Recrute pour son bureau Europe du Sud situé à Paris la Défense

**1 INGÉNIEUR D'APPLICATIONS**

qui aura la responsabilité du support technique des implantations réalisées à partir des composants :

- Modems fax
- Modems données
- Contrôleurs
- Interfaces RNIS

Une connaissance hardware et software des architectures à microprocesseurs est nécessaire et devient un indiscutable et tout si elle s'est déjà appliquée au monde des Télécommunications (modems, télécopieurs, réseaux...).

La formation et le support venant de Newport Beach Californie, le non-pratique de l'anglais est rédhibitoire.

Nous offrons un salaire très motivant dans une société où les performances de chacun permettent à Rockwell International de maintenir sa position de leader si enviée de tous.

Merci d'adresser votre candidature à :

**ROCKWELL INTERNATIONAL DIGITAL COMMUNICATIONS**  
Pascal OZENANT  
Tour Can - Codex 13  
92082 PARIS LA DÉFENSE 2

**OPTIMUM SYSTEMES DE GESTION**

Filiale du groupe St Gobain, Systèmes OPTIMUM de gestion développe des produits informatiques de gestion de données urbaines (cartographie, gestion de réseaux...).

Notre taux de croissance CA X 2 en 2 ans, nous conduit à créer pour notre siège de Rueil (92) un poste d' :

**INGENIEUR DEVELOPPEMENT APPLICATIONS GRAPHIQUES**

**Poste :** Développement Implantation chez nos clients Réalisation du guide utilisateur Formation des utilisateurs

**Environnement :** Station de travail INTERGRAPH. Clipper sous UNIX. SGBOR Informix ou ORACLE. Langage C.

**Profil :** Formation ingénieur ou universitaire Bac + 4. Première expérience de préférence. Possibilité de formation pour débutant de bon potentiel.

Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser votre candidature, s/réf. 384 à Caroline DEVISCH - EUROSELECTION - 98 route de la Reine 92513 Boulogne cedex. Tél. : 47 12 51 51 - Fax : 47 12 51 60.

**EUROSELECTION**

مكتبة الأمل



صحة من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 17 juillet 1991 21

# Le Monde des Secteurs de Pointe



## INGENIEUR QUALITE

**Sogitec** Spécialistes reconnus de la génération d'image temps réel, nous évoluons dans un environnement à très haut niveau de performance.

Ayant une bonne connaissance de l'Assurance Qualité tant en matériels qu'en logiciels (niveau RAQ 1), vous souhaitez valoriser votre expérience et vos responsabilités. Rattaché à la Direction, vous serez responsable de la qualité de nos systèmes de simulation. Vous assisterez des équipes jeunes et pluridisciplinaires et veillerez à la bonne application des instructions qualité. Homme de rigueur et de communication, vous participerez au développement de nos projets.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence DE/9101/LM à Sogitec, DRH, BP 203 92108 BOULOGNE CEDEX

## UN AVENIR D'AVANCE

FRANCE TELECOM

ORFÈVRE

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications (CNET) est le laboratoire de recherche et de développement de FRANCE TELECOM. Il regroupe plus de 4500 collaborateurs dans ses différents centres, dont 1000 ingénieurs et techniciens sur le site de LANNON. Il assure des missions de recherche, d'assistance technique aux services opérationnels et d'expertise dans les différentes spécialités des télécommunications.

Nous recherchons pour le site de LANNON

## 1 INGÉNIEUR PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, vous serez amené à intervenir pour conseiller la Direction du Centre ainsi que les équipes de recherche, sur les mesures à adopter pour la protection du patrimoine intellectuel, et pour le montage des opérations contractuelles relatives à ce patrimoine. Cette activité sera conduite en coopération avec des Cabinets-conseils en propriété industrielle, et impliquera également de nombreux contacts avec les milieux industriels. Une première expérience de la propriété serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) à : CNET, Service du Personnel, 2, rue de Tréguier - BP 40 22301 LANNON RM, PCG

## CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE RIGUEUR ET PASSION

Premier organisme de recherche fondamentale en Europe, le Centre National de la Recherche Scientifique recrute par concours des

- Ingénieurs
- Techniciens
- Personnels administratifs

A partir du 30 juillet 1991 composez sur Minitel

3614 code : SIG 4  
rubrique : EMPLOIS

pour obtenir tous les renseignements sur les métiers, lieu de travail et formalités d'inscription.

Les dates limites de retrait et de dépôt des dossiers de candidature sont fixées respectivement aux 13 septembre et 16 septembre 1991

## FAITES IMPRESSION AVEC NOUS

Nous sommes la filiale française de LEXMARK INTERNATIONAL INC. créée en 1991, qui a repris au niveau mondial à IBM le développement, la fabrication, la commercialisation et le support technique d'imprimantes personnelles, machines à écrire, claviers pour ordinateurs personnels et postes de travail, fournitures. Nous recherchons pour notre CENTRE EUROPEEN situé à BOIGNY (81 km d'Orléans)

### INGENIEUR PROCEDE

REF IPL 1

**MISSION :** mise en place, amélioration, extension de nos procédés de fabrication. Adaptation de ces procédés pour répondre aux besoins spécifiques européens. Mise sous contrôle technique de nos sources de matières premières et de pièces.

**PROFIL :** Diplômé(e) d'une école d'ingénieur (Bac + 4 minimum), spécialité physique ou chimie.

### INGENIEUR PRODUITS

REF IPI 1

**MISSION :** développer les solutions globales (matériel, logiciel, connectivité, service) permettant de répondre aux besoins de notre clientèle européenne dans le domaine de l'impression.

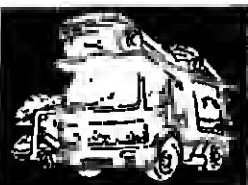
**PROFIL :** Diplômé(e) d'une école d'ingénieur (Bac + 4 minimum), spécialité systèmes d'information, ou électronique, maîtrisant l'environnement PC/PS.

Dans les deux cas vous devrez également : apporter un soutien technique à nos opérations européennes ; assurer les relations avec nos fournisseurs, sous-traitants, universités et laboratoires européens ; travailler avec nos équipes de développement.

Ces deux postes s'adressent à des débutants ou première expérience de 2 ans. Ils nécessitent pratique courante de l'anglais, capacité à travailler de façon autonome et en équipe, créativité, aptitude à communiquer. Ils impliquent des voyages en Europe et aux USA. Ils pourront évoluer vers des responsabilités de management.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV détaillé), sous référence appropriée à : LEXMARK INTERNATIONAL SA Service du Personnel - RN 152, 45760 BOIGNY SUR BIONNE

**LEXMARK**



**LOHR**

Constructeur de véhicules industriels recherche un

## RESPONSABLE UNITE TRAITEMENTS DE SURFACE

Ingénieur ou équivalent, pouvant justifier d'une expérience de plusieurs années en milieu industriel pour prendre en charge le fonctionnement, la gestion et l'animation d'une unité de peinture industrielle.

Adresser lettre de candidature et C.V. à : Direction des Ressources Humaines - LOHR 29, rue du 14 Juillet - 67980 HANGENBIETEN.

**afpa**

Association nationale pour la formation professionnelle des Adultes  
**UNE QUALIFICATION POUR UN EMPLOI ENSEIGNEZ VOTRE METIER**

L'AFPA recrute : pour son centre de Formation de STAINS (93), son

## Coordonnateur d'activités pédagogiques

De formation Ingénieur Electronicien, ayant 5 ans d'expérience industrielle de préférence dans le secteur de la fabrication électronique. Salaire : 240 K.F.

Inscription et renseignements : Mr Le Directeur - Centre de F.P.A. 70, Bd Maxime Gorki - 93240 STAINS ☎ : 1/48 21 17 17

**LA QUALIFICATION POUR L'EMPLOI : UN EXPERT S'ENGAGE**

Ville d'Orléans  
107 000 habitants

recrute

## UN(E) INGÉNIEUR ÉCOLOGUE POUR LA DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Véritable administration de mission d'étude et de conseil, cette direction fonctionne en liaison étroite avec les directions municipales chargées de mettre en œuvre une politique d'environnement.

Responsable de la direction, vous participerez à la définition d'une politique de l'environnement : vous mettrez en place et gèrerez une banque de données sur l'état de l'environnement et vous développerez l'information et la sensibilisation du public.

Vous possédez de solides connaissances scientifiques en environnement (bac + 5, ingénieur écologue, DEA d'écologie).

Dynamique, vous avez une réelle capacité d'initiative et d'autonomie, un sens des contacts humains développé.

Le poste est assorti d'une rémunération nette mensuelle de 9 450 F pendant la période d'essai, majorée de 1 000 F ensuite.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, C.V. détaillé + photo à M. LE MAIRE, direction du personnel - 45040 ORLÉANS CEDEX 1, au plus tard le 31 juillet 1991.



Située au cœur de la Touraine l'Entreprise, partenaire de grands Donneurs d'Ordre, est au tout premier plan de la fabrication électronique de très haut niveau (aéronautique - télécommunication - satellite). Elle développe produits propres et étudie, et renforce sa structure.

## INGENIEUR ELECTRONICIEN Laboratoire

Ingénieur avec une expérience confirmée en R et D, vous êtes avant tout un analogicien réaliste et pragmatique.

Assisté d'une équipe de Techniciens Supérieurs, vous prendrez en charge l'étude et le développement de produits HF et de systèmes intégrés.

Votre autonomie et votre dynamisme vous amèneront à court terme vers la responsabilité totale du Laboratoire.

Ce poste est basé à LOCHES (37).

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature (lettre, CV, photo, salaire actuel) sous la référence 28906/KB à PERFORMANCE + Sélection, 22 rue Mansart 78160 Marly-Le-Roi.

PERFORMANCE +

**safresid**

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE A VOCATION INTERNATIONALE recherche pour sa Division CALICUA THERMIQUE INDUSTRIELLE

## INGENIEUR Grande Ecole

Minimum 30 ans et 5 ans d'expérience dans le domaine de la thermique industrielle.

Fonctions : démarcher les clients - préparer les offres - négocier les contrats :

• Etudes de faisabilité • Forfait d'études • Clé en main.

Bonne connaissance de l'anglais nécessaire - Allemand apprécié - Déplacements fréquents.

Merci d'adresser CV détaillé + lettre manuscrite sous réf. M J 030 à SAFRESID - Direction des Relations Sociales - 52, rue de la République 93100 MONTREUIL.



Importante société d'ingénierie sous-marine recherche pour son Service Etudes Electroniques

## INGENIEUR MATERIEL

Diplômé Grande Ecole ou écoles spécialisées Débutant ou première expérience

Les connaissances requises portent sur la logique rapide (TTL, ECL, BICMOS), les architectures numériques, ainsi que la maîtrise d'un langage logiciel structuré (Pascal ou C).

L'activité proposée couvre la conception, la réalisation et l'intégration de systèmes numériques destinés aux produits développés par la société. Une compétence en DSP serait un plus. La pratique de l'anglais est impérative.

Adresser CV détaillé + lettre manuscrite à ECA - Direction du personnel BP 242 - 83078 Toulon Cedex

## MARCHÉS FINANCIERS

Pour financer sa reconstruction

## Le Koweït va emprunter 200 milliards de francs

Le Koweït va chercher à emprunter 10 milliards de dinars - près de 200 milliards de francs - à l'étranger pour financer notamment la reconstruction du pays, a annoncé l'émir, Cheikh Djaber Al-Ahmed Al-Sabah, dans un décret publié dans les journaux koweïtiens, lundi 15 juillet.

Le ministère des finances est chargé de trouver des capitaux sur les marchés internationaux. C'est la première fois que le Koweït, l'un des pays les plus riches du monde par tête d'habitant jusqu'à l'invasion irakienne d'août 1990, empruntera à l'étranger. Selon les dernières estimations, la reconstruction coûtera une vingtaine de milliards de dollars à l'émirat, auxquels s'ajoutera la participation aux frais de la guerre.

Privé durablement de revenus pétroliers par la destruction de ses puits et confronté à ces dépenses exceptionnelles, l'émirat accusa un déficit de 80 milliards de dollars, réparti sur les cinq prochaines années, estiment les économistes koweïtiens. Pour le financer, le gouvernement avait le choix entre deux méthodes : soit la vente de quelque 100 milliards de dollars d'actifs qu'il détient à l'étranger, soit l'emprunt.

Il a choisi la seconde solution car la vente massive de ses actifs financiers internationaux. Elle privait aussi l'Etat des revenus tirés de ces placements, estimés à une dizaine de milliards de dollars l'an, soit la moitié des revenus du pays avant l'invasion. Reste à savoir si la famille régnante acceptera de gager ces actifs pour garantir les emprunts, condition demandée par les banquiers et jusqu'ici refusée par le gouvernement.

Quant au gouvernement français, il a indiqué lundi le processus à suivre pour l'indemnisation des ressortissants et des entreprises françaises lésés du fait de l'invasion du Koweït par l'Irak. Pour établir les dossiers, qui seront présentés par le gouvernement à la commission créée par les Nations unies pour la gestion du fonds de compensation, il est demandé aux ressortissants français concernés de prendre contact avec le ministère des affaires étrangères (1) et aux entreprises avec le ministère de l'économie (2). - (AFP, Reuters)

(1) Direction des Français à l'étranger et des étrangers en France (division des biens et intérêts privés français à l'étranger), 21 bis, rue Pérouse, 75175 Paris Cedex 16 (tél. : 40-66-66-99).  
(2) Direction des relations économiques extérieures (bureau Proche et Moyen-Orient), 139, quai de Bercy, 75571 Paris Cedex 12 (tél. : 40-24-93-44 ou 40-24-93-45 ou 40-24-93-46).

Les pays du Sud jugeant certaines propositions «intéressantes»

## Les Douze examinent le projet de réforme de la politique agricole commune

Les ministres de l'agriculture ont entamé, lundi 15 juillet, une difficile négociation sur la réforme de la politique agricole commune (PAC). En dépit des vives critiques adressées à la Commission européenne la semaine dernière, les Douze ont accepté implicitement de travailler sur la base du document de Bruxelles. M. Louis Mermaz a annoncé de son côté qu'il formulera des contre-propositions à l'automne.

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant  
Le fait que le ministre français ait décidé de faire «expertiser» chaque point du document de la CEE est significatif : «l'Europe verte» ne peut continuer à fonctionner sur le modèle actuel. Quant à savoir comment s'achèvera l'exercice, il est trop tôt pour le dire. Les représentants des gouvernements se sont trop limités, au cours de ce premier tour de table, à exprimer les inquiétudes de leurs agriculteurs pour évaluer sérieusement les sacrifices qu'ils seront prêts à consentir.

M. Ignaz Kiechle, le ministre allemand, a le mieux illustré «le cercle vicieux» dans lequel l'agriculture européenne est enfoncée : «La réforme est indispensable parce que les revenus baissent alors que le coût pour le budget des Douze augmente ainsi que les diffi-

cultés au GATT». Mais Bonn, comme Paris et d'autres capitales de la CEE, n'est toutefois pas favorable à une baisse drastique de 35 % des prix des céréales en trois ans.

La majorité des délégations ont estimé que cet effort considérable ne conduira pas nécessairement à une augmentation de l'utilisation des céréales communautaires pour l'alimentation animale en lieu et place des PSC (produits de substitution aux céréales). «Comment pouvons-nous croire, s'est interrogé M. Mermaz, que nous allons gagner 8 millions de tonnes sur les PSC alors que la tendance des cours pour ces produits est à la baisse?»

L'autre grand thème, au centre des pourparlers, est le système imaginé par la Commission pour compenser la maîtrise des volumes de production au moyen du «gel des terres». Les Français et les Britanniques les premiers - mais aussi les Néerlandais pour préserver leurs productions hors sol et les Allemands pour sauvegarder les grandes exploitations de l'ex-RDA - estiment que le mécanisme de Bruxelles fait la part trop belle aux petits agriculteurs au détriment des exploitations les plus performantes. Les pays du sud de la Communauté voient la Pologne, attendue depuis longtemps, de rééquilibrer le budget agricole en faveur des producteurs méditerranéens. L'approche de la Commission est jugée par eux «intéressante».

MARCEL SCOTTO

## EN BREF

■ Ford-Volkswagen s'installe au Portugal. - Ford et Volkswagen ont officiellement signé, lundi 15 juillet, avec le gouvernement portugais le contrat visant à installer, au sud de Lisbonne, l'une des plus grosses usines européennes d'assemblage de voitures. L'investissement prévu est de 2,5 milliards de dollars (17 milliards de francs). Cette unité doit produire des véhicules multifonctionnels (type Renault Espace), essentiellement destinés à l'exportation. Le mode de financement de ce mega-projet (la CEE rembourse à 70 % les subventions accordées par le gouvernement portugais) a suscité une plainte du constructeur automobile français Matra.

■ Le Syndicat des pilotes d'Air France renonce à la grève. - Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) a levé son préavis de grève déposé à Air France pour le vendredi 19 et le samedi 20 juillet. Le SNPL exigeait la réintégration dans le personnel de la compagnie nationale de M. Norbert Jacquet, un copilote licencié après avoir perdu sa licence professionnelle. Il avait

refusé de se soumettre à un examen médical psychiatrique. M. Jacquet avait retrouvé, au mois de juin, sa licence de pilote de ligne. Le SNPL a levé son préavis sans avoir obtenu satisfaction : la direction d'Air France ne réintégrera pas l'intéressé.

■ Création d'une holding SNCF-RATP en matière d'ingénierie des transports. - La frontière entre les transports urbains et interurbains étant de plus en plus floue et la concurrence se renforçant dans le domaine de l'ingénierie, les présidents de la SNCF et de la RATP ont décidé, le 12 juillet, le regroupement de leurs filiales Sofretil et Sofretu, qui étudient des réseaux de trains, de métros ou de bus dans le monde entier. Sofretil est à l'origine de la construction des métros de Montréal, de Mexico et du Caire. Sofretil contribue à exporter le TGV en Espagne et au Texas. Les deux sociétés deviendront filiales d'une holding, la Systra, dont le capital sera détenu en majorité par la SNCF et la RATP.

NEW-YORK, 15 juillet ↑

## Nouvelle avance

Début de semaine encourageant à Wall Street. Pour la troisième fois consécutive, les cours ont en effet progressé et l'indice Dow Jones s'inscrit en clôture à la cote 2 880,61, soit à 8,64 points (+ 0,30 %) au-dessus de son niveau précédent. Le bilan de la journée a été d'une qualité supérieure à ce résultat. Sur 2 046 valeurs traitées, 987 ont monté, 800 ont baissé et 459 n'ont pas varié.

Les investisseurs ont été sensibles aux dernières statistiques économiques pour juin : hausse de la production industrielle de 0,7 % (chiffre supérieur aux prévisions), quatrième baisse consécutive des stocks des entreprises (- 0,3 %) et augmentation des ventes (+ 1 %). Mais la Bourse new-yorkaise a surtout bénéficié de l'annonce de la fusion entre la Chemical Bank corp. et Manufacturers Hanover corp. Les analystes prévoient que d'autres regroupements de cet ordre vont suivre, qui amélioreront la position financière et la marge de rentabilité du système bancaire des Etats-Unis. Néanmoins, la crainte toujours vivace de nouvelles révisions trimestrielles pour les entreprises a freiné le mouvement de hausse.

L'activité a été modérée avec 158,34 milliards de titres échangés contre 174,81 millions vendredi dernier.

VALEURS	Cours du 12 juillet	Cours du 15 juillet
Alcoa	70 3/8	71 1/2
AT&T	38 1/2	38 1/4
Boeing	56 1/2	56 1/2
Chrysler	18 1/2	18 1/2
Du Pont de Nemours	47 1/2	48 1/4
Eastman Kodak	40 3/8	41 1/8
Exxon	58 3/4	58 1/2
General Electric	75 1/4	75 3/8
General Motors	42 3/4	42 1/4
IBM	59 3/8	59 1/4
ITT	58 1/2	57 1/8
Johnson & Johnson	58 1/2	58 3/4
Schlumberger	81 3/8	82 5/8
Tecumseh	63 3/4	64 1/4
U.S. Steel	44 1/4	44 1/2
Union Carbide	21 1/2	21 3/8
Westinghouse	27 1/4	27 1/2
Xerox Corp.	53 7/8	54

LONDRES, 15 juillet ↑

## Nette avance

Les valeurs se sont nettement appréciées lundi au début du nouveau terme boursier, grâce à la fermeté du marché à terme et à la réduction vendue d'un demi-point des taux d'intérêt britannique à 11 %. L'indice des investisseurs a contrasté avec le sentiment pessimiste de l'organisateur. Les investisseurs ont été attirés par l'industrie britannique (ICI) sur l'importance de la récession en Grande-Bretagne.

A la clôture, après avoir repoussé la barre psychologique des 2 500 points abandonnée vendredi, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 25,1 points (+ 1,4 %) à 2 525,6 points. Le volume des échanges s'est contracté à 340 millions de titres contre 442,1 millions vendredi. La plupart des valeurs ont progressé, notamment les banques, les pétroliers et les brasseries. Les valeurs d'électronique se sont en revanche dépréciées.

A la clôture, après avoir repoussé la barre psychologique des 2 500 points abandonnée vendredi, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 25,1 points (+ 1,4 %) à 2 525,6 points. Le volume des échanges s'est contracté à 340 millions de titres contre 442,1 millions vendredi. La plupart des valeurs ont progressé, notamment les banques, les pétroliers et les brasseries. Les valeurs d'électronique se sont en revanche dépréciées.

o Kodak versera 925 millions de dollars à Polaroid. - Après quinze ans de bataille juridique, Kodak a conclu un accord avec Polaroid sur le montant des dédommagements à lui remettre pour avoir utilisé de façon abusive son brevet de photo instantanée. Le montant, un record de la photo versera ainsi 925 millions de dollars (5,73 milliards de francs) à la spoliation. A l'origine, Polaroid avait demandé 12 milliards de dollars (74 milliards de francs).

o Le Crédit lyonnais a mandaté pour redresser la participation de Peugeot dans la SAE. - Le Crédit lyonnais a confirmé lundi 15 juillet l'accord avec Peugeot pour redresser les titres que le groupe Peugeot détient dans le groupe de BTP Auxiliaire d'entreprises (SAE), incapable de faire face aux frais financiers engendrés par sa prise de participation de 33,08 % dans la SAE. Rappé par le retournement de la conjoncture et par les mauvais résultats de certaines de ses filiales, le groupe Peugeot doit organiser son rapatriement. Le groupe espagnol Ocaso et l'ensemble des membres du pacte d'associés réunis par Peugeot pourraient trouver l'occasion de renforcer leur participation dans la SAE.

o Les AGF et la société belge Kreditbank prennent 5 % chacun du capital d'Irish Life. - Les Assurances générales de France (AGF) ont acquis 5 % du capital d'Irish Life, première société d'assurance irlandaise, pour 215 millions de francs. L'Etat irlandais, qui a entrepris de privatiser la compagnie d'assurance, a cédé un autre bloc de 5 % à la société belge Kreditbank et le reste a été proposé aux assurés, au personnel et au marché irlandais. L'ensemble des participations AGF en Irlande sera regroupé au sein d'une holding.

o Plastic Omnium (rediffusé). - Le groupe Plastic Omnium n'est pas le seul en France à transformer et à usiner depuis 1970 des résines fluorescentes comme indiqué par erreur dans l'article paru dans le Monde du 28 juin dernier. Six autres

PARIS, 15 juillet ↑

## Petite hausse dans le calme

La semaine a commencé dans la morosité lundi, rue Vivienne, où l'indice CAC 40 s'est orienté à la baisse dès le début de la séance. Après s'être inscrit en retrait de 0,07 % à l'ouverture, il affichait un retard de 0,22 % à la mi-journée. Toutefois, un sursaut au cours de l'après-midi permit de terminer sur une légère hausse de 0,31 %.

Selon les opérateurs encore présents, le marché était particulièrement calme et attentiste. En effet, en ce lundi, les salles de marchés étaient encore un peu plus désertées que les semaines précédentes et, en conséquence, les affaires tournaient au ralenti. Témoin de cette léthargie estivale, le faible courant d'échanges. En clôture, les transactions n'ont même pas représenté 1,2 milliard de francs sur les marchés au comptant et à règlement mensuel confondus.

Seule une allusion à une baisse concertée des taux, lors du sommet du G7, a été mentionnée ce lundi à Londres, pourrait redonner un semblant de confiance au marché parisien, estimant les milieux financiers. Mais ce dossier n'est pas la principale préoccupation du moment. Par ailleurs, les opérateurs attendent avec la plus grande attention, mardi 16 juillet, des chiffres provisoires de l'inflation française pour le mois de juin. En conséquence, la encore, cela n'a pas favorisé les prises d'initiatives.

Du côté des valeurs, Elf Aquitaine, qui avait déjà fortement baissé vendredi dernier, a continué de se replier. Selon un porte-parole d'Elf, ce recul serait consécutif à une faiblesse relative à une étude d'analystes britanniques portant sur l'activité pétrochimique du groupe. «Elle n'est pas une étude publiée, laisserait entendre que les résultats de ce secteur baisseront en 1991. Les opérateurs ont imaginé que cela concernait l'ensemble du groupe, ce qui est faux», a-t-il ajouté.

TOKYO, 16 juillet ↓

## Tassement

Après avoir monté de 1,4 % en début de semaine, le Nikkei-cho a un peu perdu le mardi. A l'issue d'une séance assez calme, l'indice Nikkei enregistré une légère baisse de 83,89 points (- 0,38 %) pour s'établir à la cote 23 375,15.

D'après les professionnels, ce sont les réticences des acheteurs beaucoup plus que les ventes défensives qui ont pesé sur la tendance. Récemment exclus pour quatre séances, les quatre grandes maisons de titres (Mitsubishi, Nikko, Yamahachi et Daiwa) sont revenues sur le marché, mais très discrètement. Un expert estime qu'elles avaient compté pour 28,85 % dans les transactions durant la première partie de la séance, soit moins que d'habitude.

VALEURS	Cours du 15 juillet	Cours du 16 juillet
Alcatel	1 350	1 350
Asahi	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350
Daewoo	1 350	1 350

## FAITS ET RÉSULTATS

entreprises se livrent à cette activité. Ce sont ACEREF, Carbone Lorrain, Janssens, Pipet, SAIMAP et SPN.

o Philips revend deux usines de CD à Polygram. - Le groupe néerlandais Philips a décidé de revendre à sa filiale Polygram (80 % du capital détenu) deux usines de presse de disques compacts, situées l'une à Hanovre (Allemagne) et l'autre à Louvain-la-Neuve (Belgique). Les usines produisent environ 100 millions de disques (160 millions de francs). Ce rachat devrait permettre à Polygram d'approvisionner plus rapidement et plus économiquement en CD, un support dont la société estime ses besoins à 190 millions d'unités pour 1991.

o Devanlay implante Scandale au Japon. - Le groupe Devanlay a signé un accord de licence avec un industriel japonais afin d'implanter sa marque de lingerie Scandale dans l'archipel nippon. Le partenaire de Devanlay est le groupe Waco, leader du secteur lingerie corseterie en Extrême-Orient, précise le groupe. Scandale réalise déjà un chiffre d'affaires de 100 millions de francs, principalement en Europe et un peu en Asie. Devanlay avait récemment signé un accord de licence avec un groupe coréen. Des négociations sont en cours pour développer de nouvelles licences dans le reste de l'Asie et en Amérique du Sud. Le groupe Devanlay a réalisé 2 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1990, dont 38 % à l'étranger.

o Gold Fields (en). - 11,7 % de bénéfice. - La division minière du groupe minier sud-africain Gold Fields of South Africa a enregistré une hausse de 11,7 % son bénéfice net pour le deuxième trimestre de 1991 par rapport aux trois premiers mois de l'année. Le bénéfice après impôt provenant des sept mines d'or du groupe est passé de 219,8 millions de rands (470 millions de francs) au premier trimestre à 245,1 millions de rands (525 millions de francs) au deuxième. La production a progressé à 29 732 kilos contre 28 267 kilos. Les sept mines ont enregistré des bénéfices entre avril et juin alors que trois d'entre elles étaient dans le rouge au premier trimestre.

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3240	3215	Alcatel	128	128
Alcatel	285	285	Alcatel	839	839
B.C.	139	133 40	Alcatel	161	161
Bouygues	808	808	Alcatel	101 80	101 80
Boiron (H)	351	351	Alcatel	240	245
Boisat (H)	188	188	Alcatel	79 50	79 50
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	948	936	Alcatel	119	117 10
Carbone	378	378	Alcatel	145	145
Cerif	850	850	Alcatel	380	380
C.E.G.E.P.	158	158	Alcatel	715	715
C.F.P.L.	272	272	Alcatel	229	229
C.N.I.M.	930	930	Alcatel	162	190
Comptons	273 50	273 50	Alcatel	103	103
Conseil	1056	1056	Alcatel	400	400
Daewoo	170	170	Alcatel	130	130
Daewoo	378	384	Alcatel	275	278
Dalmeida	1134	1134	Alcatel	333	331 50
Deutsche Werra Co.	488	488	Alcatel	278	278
Develuy	941	941	Alcatel	194 50	195
Develuy	380	380	Alcatel	50	50
Develuy	124	124	Alcatel	788	770
Develuy	228	228			
Develuy	122 50	122 50			
Develuy	125	123			
Develuy	245	245			
Develuy	388	388			
Develuy	218	218			
Develuy	661	651			
Develuy	930	920			
Develuy	223	223			
Develuy	329	329			

LA BOURSE SUR MINUTEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

National 10 % - Cotations en pourcentage du 15 juillet 1991

Nombre de contrats : 34 270

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	185,22	185,30	185,42
Précédent	185,40	185,42	185,16

Options sur national	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Prix d'exercice	0,37	0,94	1,12
Options d'achat	1,12	1,62	1,62
Options de vente	1,12	1,62	1,62

CAC 40 A TERME (MATIF)	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Cours	1 771	1 785	1 794,50
Dernier	1 771	1 785	1 794,50
Précédent	1 762	1 781	1 798

## CHANGES

Dollar : 6,09 F ↑

A Paris, mardi 16 juillet, le dollar a ouvert en légère hausse à 6,09 francs au cours des premiers échanges entre banques, contre 6,0845 francs à la clôture des échanges interbancaires du lundi 15. Même tendance à Francfort.

FRANCFORT 15 juillet 16 juillet  
Dollar (en DM) 1,793 1,795  
Tokyo 15 juillet 16 juillet  
Dollar (en yen) 137 136,95

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)  
Paris (16 juillet) 9 5/16-7/16 %  
New-York (15 juillet) 5/16 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

12 juillet 15 juillet  
Valeurs françaises 114 114,10  
Valeurs étrangères 123 124,30  
(SBF, base 100 : 31-12-81)  
Indice général CAC 468,30 / 466,52  
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 1 754,29 / 1 757,77

NEW-YORK (Index Dow Jones)

12 juillet 15 juillet  
Industrielles 2 980,77 / 2 980,61  
Londres (Index & Financial Times) 12 juillet 15 juillet  
100 valeurs 2 491,40 / 2 532,58  
30 valeurs 1 925,70 / 1 951,10  
Mines d'or 214 214,20  
Fonds d'Etat 64,78 / 64,80

FRANCFORT

12 juillet 15 juillet  
Dax 1 644,76 / 1 646,57  
Nikkei Dow Jones 23 429,04 / 23 375,15  
Indice général 1 829,66 / 1 822,70

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ha	+ ha	Rep.	en dép.	Rep.	en dép.	Rep.	en dép.
E.-U.	6,0930	6,0960	+ 190	+ 200	+ 348	+ 368	+ 930	+ 990
can.	5,3158	5,3288	+ 36	+ 49	+ 62	+ 86	+ 192	+ 267
yen (100)	4,4587	4,4539	+ 84	+ 93	+ 148	+ 164	+ 453	+ 500
DM	3,3907	3,3942	+ 15	+ 30	+ 20	+ 40	+ 17	+ 68
Mark	3,0113	3,0135	+ 12	+ 20	+ 14	+ 28	+ 19	+ 60
FB (100)	16,4765	16,4890	+ 68	+ 117	+ 94	+ 192	+ 63	+ 354
FS	3,9146	3,9190	+ 54	+ 65	+ 90	+ 110	+ 291	+ 342
L (1 000)	4,5564	4,5620	- 79	- 123	- 279	- 234	- 640	- 512
E	10,0340	10,0450	- 152	- 123	- 279	- 234	- 640	- 512

## TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.U.	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
12/16	7 7/16	7 7/16	7 7/16	7 7/16	7 7/16	7 7/16	7 7/16
12/16	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
12/16	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
12/16	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
12/16	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
12/16	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
12/16	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Avec Le Monde sur Minutel

Admission :

HEC

36.15 LE MONDE

Tapez RES

هكزامن الشعل



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 16 JUILLET

### Cours relevés à 10 h 13

COMPANIES	VALUES	COST PER UNIT	PREMIER COST	DIVIDER COST	%	COMPANIES	VALUES	COST PER UNIT	PREMIER COST	DIVIDER COST	%	COMPANIES	VALUES	COST PER UNIT	PREMIER COST	DIVIDER COST	%	COMPANIES	VALUES	COST PER UNIT	PREMIER COST	DIVIDER COST	%
4002	CNSN	4000	200	200	100	4003	CHS	4000	200	200	100	4004	CHS	4000	200	200	100	4005	CHS	4000	200	200	100
1560	CHS	1560	78	78	100	1561	CHS	1560	78	78	100	1562	CHS	1560	78	78	100	1563	CHS	1560	78	78	100
1564	CHS	1560	78	78	100	1565	CHS	1560	78	78	100	1566	CHS	1560	78	78	100	1567	CHS	1560	78	78	100
1568	CHS	1560	78	78	100	1569	CHS	1560	78	78	100	1570	CHS	1560	78	78	100	1571	CHS	1560	78	78	100
1572	CHS	1560	78	78	100	1573	CHS	1560	78	78	100	1574	CHS	1560	78	78	100	1575	CHS	1560	78	78	100
1576	CHS	1560	78	78	100	1577	CHS	1560	78	78	100	1578	CHS	1560	78	78	100	1579	CHS	1560	78	78	100
1580	CHS	1560	78	78	100	1581	CHS	1560	78	78	100	1582	CHS	1560	78	78	100	1583	CHS	1560	78	78	100
1584	CHS	1560	78	78	100	1585	CHS	1560	78	78	100	1586	CHS	1560	78	78	100	1587	CHS	1560	78	78	100
1588	CHS	1560	78	78	100	1589	CHS	1560	78	78	100	1590	CHS	1560	78	78	100	1591	CHS	1560	78	78	100
1592	CHS	1560	78	78	100	1593	CHS	1560	78	78	100	1594	CHS	1560	78	78	100	1595	CHS	1560	78	78	100
1596	CHS	1560	78	78	100	1597	CHS	1560	78	78	100	1598	CHS	1560	78	78	100	1599	CHS	1560	78	78	100
1600	CHS	1560	78	78	100	1601	CHS	1560	78	78	100	1602	CHS	1560	78	78	100	1603	CHS	1560	78	78	100
1604	CHS	1560	78	78	100	1605	CHS	1560	78	78	100	1606	CHS	1560	78	78	100	1607	CHS	1560	78	78	100
1608	CHS	1560	78	78	100	1609	CHS	1560	78	78	100	1610	CHS	1560	78	78	100	1611	CHS	1560	78	78	100
1612	CHS	1560	78	78	100	1613	CHS	1560	78	78	100	1614	CHS	1560	78	78	100	1615	CHS	1560	78	78	100
1616	CHS	1560	78	78	100	1617	CHS	1560	78	78	100	1618	CHS	1560	78	78	100	1619	CHS	1560	78	78	100
1620	CHS	1560	78	78	100	1621	CHS	1560	78	78	100	1622	CHS	1560	78	78	100	1623	CHS	1560	78	78	100
1624	CHS	1560	78	78	100	1625	CHS	1560	78	78	100	1626	CHS	1560	78	78	100	1627	CHS	1560	78	78	100
1628	CHS	1560	78	78	100	1629	CHS	1560	78	78	100	1630	CHS	1560	78	78	100	1631	CHS	1560	78	78	100
1632	CHS	1560	78	78	100	1633	CHS	1560	78	78	100	1634	CHS	1560	78	78	100	1635	CHS	1560	78	78	100
1636	CHS	1560	78	78	100	1637	CHS	1560	78	78	100	1638	CHS	1560	78	78	100	1639	CHS	1560	78	78	100
1640	CHS	1560	78	78	100	1641	CHS	1560	78	78	100	1642	CHS	1560	78	78	100	1643	CHS	1560	78	78	100
1644	CHS	1560	78	78	100	1645	CHS	1560	78	78	100	1646	CHS	1560	78	78	100	1647	CHS	1560	78	78	100
1648	CHS	1560	78	78	100	1649	CHS	1560	78	78	100	1650	CHS	1560	78	78	100	1651	CHS	1560	78	78	100
1652	CHS	1560	78	78	100	1653	CHS	1560	78	78	100	1654	CHS	1560	78	78	100	1655	CHS	1560	78	78	100
1656	CHS	1560	78	78	100	1657	CHS	1560	78	78	100	1658	CHS	1560	78	78	100	1659	CHS	1560	78	78	100
1660	CHS	1560	78	78	100	1661	CHS	1560	78	78	100	1662	CHS	1560	78	78	100	1663	CHS	1560	78	78	100
1664	CHS	1560	78	78	100	1665	CHS	1560	78	78	100	1666	CHS	1560	78	78	100	1667	CHS	1560	78	78	100
1668	CHS	1560	78	78	100	1669	CHS	1560	78	78	100	1670	CHS	1560	78	78	100	1671	CHS	1560	78	78	100
1672	CHS	1560	78	78	100	1673	CHS	1560	78	78	100	1674	CHS	1560	78	78	100	1675	CHS	1560	78	78	100
1676	CHS	1560	78	78	100	1677	CHS	1560	78	78	100	1678	CHS	1560	78	78	100	1679	CHS	1560	78	78	100
1680	CHS	1560	78	78	100	1681	CHS	1560	78	78	100	1682	CHS	1560	78	78	100	1683	CHS	1560	78	78	100
1684	CHS	1560	78	78	100	1685	CHS	1560	78	78	100	1686	CHS	1560	78	78	100	1687	CHS	1560	78	78	100
1688	CHS	1560	78	78	100	1689	CHS	1560	78	78	100	1690	CHS	1560	78	78	100	1691	CHS	1560	78	78	100
1692	CHS	1560	78	78	100	1693	CHS	1560	78	78	100	1694	CHS	1560	78	78	100	1695	CHS	1560	78	78	100
1696	CHS	1560	78	78	100	1697	CHS	1560	78	78	100	1698	CHS	1560	78	78	100	1699	CHS	1560	78	78	100
1700	CHS	1560	78	78	100	1701	CHS	1560	78	78	100	1702	CHS	1560	78	78	100	1703	CHS	1560	78	78	100
1704	CHS	1560	78	78	100	1705	CHS	1560	78	78	100	1706	CHS	1560	78	78	100	1707	CHS	1560	78	78	100
1708	CHS	1560	78	78	100	1709	CHS	1560	78	78	100	1710	CHS	1560	78	78	100	1711	CHS	1560	78	78	100
1712	CHS	1560	78	78	100	1713	CHS	1560	78	78	100	1714	CHS	1560	78	78	100	1715	CHS	1560	78	78	100
1716	CHS	1560	78	78	100	1717	CHS	1560	78	78	100	1718	CHS	1560	78	78	100	1719	CHS	1560	78	78	100
1720	CHS	1560	78	78	100	1721	CHS	1560	78	78	100	1722	CHS	1560	78	78	100	1723	CHS	1560	78	78	100
1724	CHS	1560	78	78	100	1725	CHS	1560	78	78	100	1726	CHS	1560	78	78	100	1727	CHS	1560	78	78	100
1728	CHS	1560	78	78	100	1729	CHS	1560	78	78	100	1730	CHS	1560	78	78	100	1731	CHS	1560	78	78	100
1732	CHS	1560	78	78	100	1733	CHS	1560	78	78	100	1734	CHS	1560	78	78	100	1735	CHS	1560	78	78	100
1736	CHS	1560	78	78	100	1737	CHS	1560	78	78	100	1738	CHS	1560	78	78	100	1739	CHS	1560	78	78	100
1740	CHS	1560	78	78	100	1741	CHS	1560	78	78	100	1742	CHS	1560	78	78	100	1743	CHS	1560	78	78	100
1744	CHS	1560	78	78	100	1745	CHS	1560	78	78	100	1746	CHS	1560	78	78	100	1747	CHS	1560	78	78	100
1748	CHS	1560	78	78	100	1749	CHS	1560	78	78	100	1750	CHS	1560	78	78	100	1751	CHS	1560	78	78	100
1752	CHS	1560	78	78	100	1753	CHS	1560	78	78	100	1754	CHS	1560	78	78	100	1755	CHS	1560	78	78	100
1756	CHS	1560	78	78	100	1757	CHS	1560	78	78	100	1758	CHS	1560	78	78	100	1759	CHS	1560	78	78	100
1760	CHS	1560	78	78	100	1761	CHS	1560	78	78	100	1762	CHS	1560	78	78	100	1763	CHS	1560	78	78	100
1764	CHS	1560	78	78	100	1765	CHS	1560	78	78	100	1766	CHS	1560	78	78	100	1767	CHS	1560	78	78	100
1768	CHS	1560	78	78	100	1769	CHS	1560	78	78	100	1770	CHS	1560	78	78	100	1771	CHS	1560	78	78	100
1772	CHS	1560	78	78	100	1773	CHS	1560	78	78	100	1774	CHS	1560	78	78	100	1775	CHS	1560	78	78	100
1776	CHS	1560	78	78	100	1777	CHS	1560	78	78	100	1778	CHS	1560	78	78	100	1779	CHS	1560	78	78	100
1780	CHS	1560	78	78	100	1781	CHS	1560	78	78	100	1782	CHS	1560	78	78	100	1783	CHS	1560	78	78	100
1784	CHS	1560	78	78	100	1785	CHS	1560	78	78	100	1786	CHS	1560	78	78	100	1787	CHS	1560	78	78	100
1788	CHS	1560	78	78	100	1789	CHS	1560	78	78	100	1790	CHS	1560	78	78	100	1791	CHS	1560	78	78	100
1792	CHS	1560	78	78	100	1793	CHS	1560	78	78	100	1794	CHS	1560	78	78	100	1795	CHS	1560	78	78	100
1796	CHS	1560	78	78	100	1797	CHS	1560	78	78	100	1798	CHS	1560	78	78	100	1799	CHS	1560	78	78	100
1800	CHS	1560	78	78	100	1801	CHS	1560	78	78	100	1802	CHS	1560	78	78	100	1803	CHS	1560	78	78	100
1804	CHS	1560	78	78	100	1805	CHS	1560	78	78	100	1806	CHS	1560	78	78	100	1807	CHS	1560	78	78	100
1808	CHS	1560	78	78	100	1809	CHS																

**COMPTANT**

(selection)

VALEURS			VALEURS			Diverses cours		VALEURS		Diverses cours	
	% du mont.	% du coupon				Cours princ.			Cours princ.		
<b>Obligations</b>											
Emp.Ét. d. 8,25/87	121 30	1 20	C.I.T. R.A.M. 81	1020	1030			Mégane	800	798	
Emp.Ét. 8,5/87	120	1 10	Colfina	2880				Milal Delyon	980		
10,8/87 79/84	102 80	9 32	Cogit	258				Mora	168	107	
Emp.Ét. 13,4/84	102 80	7 68	Cy Indus.Ind.	300	350			Navigat. (M)	900		
Emp.Ét. 12,24/84	103 05	5 38	Cy Lyonn. Almond	4416				Orlé (C)	280		
Emp.Ét. 11,5/85		4 37	Cy Luxe Almond	398 50				Orlé (C)	280		
10,20% sans 88		3 53	Comet J.M. Prov	38 20				Orlé (C) Determ.	1080		
OAT 10% 5/2000	135	1 35	Crdt. Gnl. Ind.	305				Palm Hottel	1144		
OAT 9,9% 12/1987	108 80	5 83	Cr Unifond (P)	565	570			Parfums (CF)	860	648	
OAT 5,8% 11/1986	148	4 48	Crdt. Ind.	112	112			Pate Pate	250		
OTT 10,30% 1985	1002		Dashby	700				Pate Orléan	248	248	
PTT 11,25% 88	905	0 43	Degremont	1728	1725			Parham Invest	333 10		
QF 10,30% 88	4 48		Deltan	1650	1694			Pdrl. Courin	798		
QF 10,30% sans 88	3 62		Deltan Vapour	3800				Pipe Halden	1820		
QF 10,30% 79/84	3 44		Dolix Bosh	1000	1083			Pouché	450		
CRB Rives 5000F	0 37		East Bosh Vely	2430				Prémiole CA	1045		
CRB Parisien 5000F	0 37		Euro Vital	500	810			Radisson	778	778	
CRB Suez 5000F	0 37		Euro Vital	254	257 20			Radisson	100	100	
CRB 11,5% 86	101 25	1 21	Esco-Flora	774				Ravaro	288	282	
CRB 17/82 5000F	0 37		Esco-Flora	321	320			Rogier	440		
CRB 9% 88	2 21		Est. Mag. Paris	3800				SACER	376	384 00	
CRB 10,50% 3% 100	100 00	5 32	F&P P	1672	1706			S.A.F.A.A.	144 70		
CHAI FOC 3% 100			Finatex	250				S.A.F.I.C. Alton	294	305 00	
China	995		F.I.P.P	142 30				SATY	1220		
CMC			F.I.A.C.	1650				Siga	281	280 70	
Compt. B. 8 % j. ann. 88	574		Fonclan (C)	951				Sint Dominga F.	113 10	113 10	
Lj. Esco 6 6,5%	761		Foncl. Lyonnais	852				Salon de Ind.	882	874	
Thom. 9 9,2% 88			Foncl.	801				Sevillanville M.	184		
			Foncl. Ind.	765	767			S.C.A.C.	384	870	
			France I.A.R.D.	600				Suede Mubail	280		
				100	1037			S.E.R.É.É.É.É.É.	144		

**SICAV**

selection)

**15/7**

VALEURS		Cours prix.	Dernier cours	VALEURS		Emulsion Finale incl.	Rachet net	VALEURS		Emulsion Finale incl.	Rachet net	VALEURS		Emulsion Finale incl.	Rachet net
Etrangères															
A.A.A.	680	...	...	A.A.A.	1033 86	1038 84	Finlandia	838 20	918 73	Penn. Gen'l.	80356 50	80355 60	80356 50	80355 60	
Alco Nv Sinc.	350	...	...	Andina	229 27	223 152	Finlandia	26 32	27 67	Pennell Ohio	10894 17	10893 49	10894 17	10893 49	
Alco Alumin.	1305	...	...	Apparatus	780 71	724 582	Finch-Purvis	11898 44	11287 48	Payroll, Canada	1150 21	109 12	109 12	109 12	
Analisis Brack.	230	...	...	América	7864 36	7358 96	Fischer	5011 72	4889 22	Pir/América	27189 42	27188 42	27189 42	27188 42	
Analisis Brack.	230	...	...	América	8205 08	807 46	Fischer	1518 40	1405 30	Profrisa	10585 38	10589 81	10585 38	10589 81	
Analisis Brack.	672	...	...	América	8646 42	8832 14	Gasolin	13808 06	12640 95	Quartz	130 08	128 91	130 08	128 91	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1111 29	1111 29	Gen. Association	188 25	194 55	Overly	150 18	175 05	150 18	175 05	
Analisis Brack.	672	...	...	América	365 38	364 48	Holman	1189 19	1184 28	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48	H.M. Holdings	13259 21	13259 21	Paracel	161 30	158 92	161 30	158 92	
Analisis Brack.	672	...	...	América	1458 51	1474 48									

préc.	cours	Geumont.....	821
		Genefan.....	789

Actions			Growth			S&P C.A.		
Agache (pte Se.)	1138	1143	G.F.C.	452	20	S&P C.A.	276	205 90
Applications Hydr.	1471		G.F.C.	380	380	S&P	524	525
Aviation	463	495	G.F.I.	278	278	S&P	431	20
B&B Chemicals	1268	1268	G.F.I.	1450	1480	S&P	1270	1270
B.H.P. Interests	353	366	G.F.I.	1127	1120	S&P	140	140
B.N.P. Interest	283	270	G.F.I.	318	320 10	S&P	380	388
Bugle-Say C.A.	450		Immobiliam	635		S&P	187	
Bédouine	3300		Immobiliam	6400		S&P	818	
Bédouine Interest	5178		Immobiliam	311	312	S&P	310	310
B.P.P.	68	90	Immobiliam	418	413 90	S&P	775	
Carbone	903	903	Immobiliam	3380		S&P	358	
Carbone Lorraine	838		Immobiliam	277		S&P	3480	
Car Poulain	11 20	11 60	Immobiliam	1401		S&P	985	985
C.E.G.F. (Fipre)	403		Immobiliam	320		S&P	245	
Commissaire Bénézy	481		Immobiliam	441		S&P	1130	1160
Comsol	130	130	Immobiliam	178		S&P	228	
Comptoir N.Y.	120	120	Immobiliam	552	600	S&P	2200	
C.P.C.	175	179 10	Immobiliam	3010		S&P	2700	2700
			Immobiliam	1360	1400	S&P	138 20	
			Immobiliam	41		S&P	220	
			Immobiliam	158	188			

### Marché libre de l'or

AMARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 16/7	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/7
			achat	vente			
Etats-Unis (1 USD).....	6 098				Or fin (pâle en bars).....	72000	
..... Suisse.....	6 975				Or fin (en lingots).....	72450	
..... Allemagne (100 dm).....	338 280				Napoleon (20fr).....	417	
..... Belgique (100 fl).....	10 483				Place Fr (10 fr).....	380	
..... Pays-Bas (100 fl).....	301 270				Place Suisse (20 fl).....	418	
..... Danemark (1000 lres).....	560				Place Latine (20 fr).....	426	
..... Danemark (100 lres).....	87 780				Souverain.....	515	
..... Irlande (100 drachmes).....	16 018				Place 20 dollars.....	2215	
..... Italie (1000 liras).....	3 116				Place 5 dollars.....	1122 50	
..... Italie (100 liras).....	351 670				Place 50 pesos.....	800	
..... Japon (100 yen).....	83 770				Place 10 florins.....	431	
..... Norvège (100 kr).....	87 070						
..... Grèce (100 ach).....	42 218						
..... Espagne (100 pes).....	5 416						
..... Portugal (100 esc).....	2 943						
..... Espagne (1 S cent).....	5 321						
..... Japon (100 yens).....	4 448						

**Hors-cote**

Agape Energy, Inc.	124	
Alchemia	116	
Caledon	124	
CGH Group	149	
C. Cecher & Co.	168	
Chemical Technology	178	
Chowdhury Inc.	168	
Cipacorp	584	
Danco American	168	
DF Associates	1400	
Deere & Co.	98	
Eveready	168	
Eveready Int'l.	168	
Garco S.A.	26	
General Electric	92	
Gingco	610	
Humble Refining Co.	297	
Hogenson	297	
ICI	200	
Imperial Chemical	126	
Isuzu	775	
Leontine du Menil	1410	
Lockwood	275	
Monroe	1410	
Patentco Inc.	242	
Petroleum Ref.	198	
Quintec	242	
Quintec	198	
St-Gobain Electronique	2200	2116
Sarnes Metals	201	180
SEPR	1440	
S.P.R. Inc.	242	
St. Lawrence Electric	2300	
St. Lawrence Electric	2300	
Waters	1600	

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

**Renseignements :  
46-62-72-67**









Hausse des prix de 0,2 % en juin

## La France fait mieux que l'Allemagne en matière d'inflation

Bon indice pour la France. Au moment où l'inflation effective est poussée en Allemagne, la France confirme sa sagesse. M. Mitterrand, à Londres, peut se flatter d'être le chef de l'Etat dont les prix sont les mieux tenus. Les prix à la consommation en France ont en effet augmenté de 0,2 % en juin après 0,3 % en mai, selon l'indice provisoire publié mardi 16 juillet par l'INSEE. Ce chiffre porte à 1,5 % la hausse des prix depuis le début de l'année et à 3,3 % sur les douze derniers mois.

Ce bon chiffre de juin est à comparer à ceux de 0,5 % en Allemagne (3,5 % en un an), de 0,4 % en Grande-Bretagne (5,8 % en un an), de 0,7 % en Italie (6,7 % en un an), de 0,4 % en Belgique (3,6 % en un an), de 0,4 % en Suisse (6,5 % en un an), et de 0,3 % en Espagne (6,2 % en un an). La France fait donc mieux que tous ses partenaires européens.

En mai dernier, l'écart d'inflation sur douze mois entre la

France et l'Allemagne - le pays de référence pour sa vertu - était presque nul : + 3,2 % de hausse entre mai 1990 et mai 1991 et + 3 % en Allemagne. Cette fois-ci, « le grand basculement » a eu lieu, la France a fait mieux non seulement en juin mais sur un an : + 3,3 % ici et + 3,5 % outre-Rhin. La performance n'est pas due à un effort structurel. La politique dite de « désinflation compétitive » qui porte aujourd'hui ses fruits, remonte à 1983. Le ministère des Finances souligne qu'un tel écart positif en notre faveur n'avait été observé depuis juin 1973. Le ministre constate que cette performance était attendue seulement pour l'indice de juillet, du fait de l'introduction de différentes taxes au 1<sup>er</sup> juillet en Allemagne qui ont relevé les prix. Que le basculement ait eu lieu en juin est encore plus significatif, puisqu'il ne doit rien à l'effet inflationniste quelque peu artificiel de ces taxes allemandes.

La bonne tenue des prix devrait se poursuivre dans les mois à venir. La conjoncture déprimée doit en effet accentuer la concurrence et comprimer les hausses de prix des entreprises. Le chômage qui s'élève doit aussi peser sur les salaires, comme on a déjà pu l'observer au premier trimestre. Pour M. Bérégovoy, le différentiel d'inflation France-Allemagne doit permettre un franc fort avec des taux d'intérêt abaissés et, au bout du compte, une croissance supérieure qui allègera le chômage. C'est cette seconde partie de la stratégie de la « désinflation compétitive » que l'on attend maintenant avec impatience.

MADAGASCAR : alors que les manifestants réclament son départ

## Le président Ratsiraka refuse de céder le pouvoir

Alors que la grève générale a été officiellement suspendue, le président Didier Ratsiraka a opposé une fin de non-recevoir aux représentants de l'opposition qui étaient venus, lundi 15 juillet, lui demander de leur confier les pleins pouvoirs. Il doit, de nouveau, les rencontrer, jeudi.

ANTANANARIVO

de notre envoyé spécial

Pour la première fois depuis le début des manifestations, les chefs de l'opposition ont tenté, lundi 15 juillet, de tempérer l'ardeur de leurs partisans, encouragés jusqu'à la surenchère. Mais il semble bien qu'il soit trop tard. Lorsqu'un syndicaliste est monté à la tribune pour annoncer la suspension de la grève dans le secteur privé et les banques, il s'est fait huer par les manifestants. Aussi, dans la soirée, le Comité des forces vives a-t-il publié un communiqué qui rend hommage à la ténacité des grévistes et les invite vaguement à continuer leur mouvement.

« Un point de non-retour a été franchi, estime un fonctionnaire du ministère de l'Éducation. Nous ne pouvons retourner à nos postes sans que le régime ait fait des concessions. » Et, pour le moment, le président tient tête à une contestation d'une ampleur jamais vue à Madagascar. Il vient d'indiquer, de surcroît, un camouflet aux chefs de l'opposition qui venaient lui demander de leur « remettre les pleins pouvoirs ». Afin de « consulter ses collaborateurs », il leur a demandé un sursis jusqu'à jeudi, date à laquelle une nouvelle rencontre devrait avoir lieu.

Peut-être M. Ratsiraka a-t-il été enragé par l'attitude de l'opposition. C'était, en tout cas, le sens de la visite-éclair qu'a faite, dimanche, à « Tana », M. Paul Djioudé. Le directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay avait souligné « le calme remarquable » des Malgaches contestataires et s'était dit « persuadé de la nécessité d'un compromis qui contiendrait le plus grand nombre ».

M. Ratsiraka a déclaré à ses côtés que la présidence de la République n'est pas un gouvernement. Il revenait de droit. Cette fin de non-recevoir risque de discréditer le Comité des forces vives aux yeux d'une foule

extrêmement déçue par l'échec de cette rencontre, préalablement présentée comme décisive. Sur la place du 13-Mai-1972, des affluents ont accueilli les explications embarrassées du pasteur Richard Andriananjato, et plusieurs personnes ont brusquement quitté les lieux avant la fin de son discours.

« Douce violence »

« Quand on choisit la stratégie de la non-violence, on ne peut faire le forcing », explique un prêtre, membre du Conseil des Églises chrétiennes de Madagascar (FFKM). Un comité tripartite, placé sous l'égide du FFKM et composé de représentants du pouvoir et de l'opposition, devait entamer, mardi, des consultations en vue de préparer une conférence nationale. A défaut d'un gouvernement de transition, sur lequel l'opposition n'a pas su se mettre d'accord, cette conférence pourrait s'inscrire à la rédaction d'une nouvelle Constitution et à la refonte du cadre électoral, à laquelle le chef de l'Etat ne s'opposerait pas.

Celui-ci s'est sans doute interprété par la France comme un encouragement à rester à son poste, alors que les manifestants d'Antananarivo n'en demandent pas : ils veulent le départ de celui qui est devenu le symbole de la dégradation économique du pays.

Les surenchères du Comité des forces vives pour tenir les manifestants en haleine ont fait franchir à la contestation un point de non-retour. Et c'est cette « douce violence » dans la lutte pour la prise du pouvoir » dont parlait M. Rakotovo Razakabao, membre du Conseil supérieur de la République, lors de la réception du 14 juillet à l'ambassade de France, pourrait se durcir, encouragée par l'aile radicale de l'opposition.

Les lois d'urgence votées par le Parlement, la semaine dernière, n'impressionnent pas les habitants de la capitale, assurés qu'ils sont de la neutralité de l'armée, d'un moins à Antananarivo, si coup dur il devait y avoir.

JEAN HÉLÈNE

ÉGYPTE

## Report du procès d'islamistes

La Haute Cour de sûreté de l'Etat a reporté au 20 juillet le procès des assassins présumés du président du Parlement égyptien Rifaat Mahgoub, abattu en octobre 1990, après que la défense eut plaidé l'incompétence du tribunal. Seize des vingt-cinq personnes inculpées dans ce procès, ouvert le 10 juin, ont en effet été jugées le 15 juillet devant le tribunal. L'un des inculpés avait été tué en juin au cours d'un accrochage avec la police alors que huit autres sont encore en fuite. Les inculpés ont affirmé avoir subi des mauvais traitements depuis leur arrestation.

Ils ont proclamé leur allégeance à Omar Abderrahmane, guide spirituel du Djihad, qui a fui l'Égypte en 1990 vers les États-Unis via le Soudan, et ont affirmé que l'assassinat de Mahgoub était « un acte de vengeance » après que la police égyptienne eut tué selon eux un activiste égyptien, Alaa Mohieddine. Ce dernier avait été abattu par des inconnus en septembre 1990, dans des circonstances qui n'ont jamais été élucidées. L'organisation égyptienne des droits de l'homme avait alors exprimé des « soupçons sérieux » quant à l'implication des services de sécurité égyptiens dans cette affaire. (AFP)

## L'ESSENTIEL

## DÉBATS

Immigration-intégration : « La France perd-elle la tête ? », par Alain Touraine ; « Ghettos, un mot de trop », par Loïc J.-D. Wenguer et Sophia Body-Gendrot 2

## ÉTRANGER

Israël et l'Afrique du Sud : Le gouvernement de M. Shamir a levé les sanctions... 4  
Bases américaines : La fermeture de « Clerk », aux Philippines, est envisagée... 4

## POLITIQUE

Après les déclarations de M. Mitterrand : M. Stasi « échoqué » par la « désinflation » du chef de l'Etat... 9

## SOCIÉTÉ

Espace : La satellite européen ERS-1 lancé par Ariane... 10  
Diagonales : « Pitié pour les deux-roues », par Bertrand Poirot-Delpech... 11

## CULTURE

Festival d'Avignon : La Souveraineté d'Hervé Pélissier ; Squatt Connection, d'André Benedetti ; les ennemis chinois... 12  
Festival de Montpellier : La chorégraphie Bill T. Jones, plébiscitée, clôt une manifestation qui change de cap avec succès... 13  
Jazz à Montreux : Charlie Haden et une superbe distribution de vedettes... 13

## SCIENCES • MÉDECINE

Les détournements d'un antalgique par des toxicomanes • Le livre d'images des Merveilles • La science de l'Est en déroute... 15-16

## ÉCONOMIE

La reprise dans les pays occidentaux : Grande-Bretagne : pas avant le printemps, pas avant les élections... 17  
La Koweït emprunte : 200 milliards de francs pour financer la reconstruction... 22

## Services

Abonnements... 2  
Agréments... 24  
Annonces classées... 18 à 21  
Carnet... 24  
Marchés financiers... 22-23  
Météorologie... 25  
Mots croisés... 24  
Radio-Télévision... 25  
Spectacles... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 16 juillet 1991 a été tiré à 494 019 exemplaires.

## Dans le cadre des accords CFE

## Les Etats-Unis et la RFA céderont des armes à six pays européens

Quelque deux mille cinq cents chars, un millier de véhicules blindés et cent soixante-quinze pièces

d'artillerie, qui appartiennent aux armées américaine et allemande, iront renforcer la péninsule militaire de six des pays membres de l'OTAN dans le cadre d'un transfert d'équipements autorisé par les accords CFE (Conférence sur les forces conventionnelles en Europe) de désarmement classique Est-Ouest en Europe, à Paris, en novembre 1990, mais non encore ratifiés.

Selon ce traité, en effet, les pays de l'OTAN et ceux de l'ex-pacte de Varsovie, aujourd'hui dissous, sont convenus d'éliminer, de l'Atlantique à l'Oural, au total quelque 30 000 éléments limités par traité (ELT), c'est-à-dire des chars, des véhicules blindés, des pièces d'artillerie, des avions et des hélicoptères. Mais tous les pays concernés ne sont pas logés à la même enseigne : certains d'entre eux n'atteignent pas les maxima de matériels en service qui leur ont été fixés, quand d'autres surmènent - ce sont les six pays de l'Est membres du pacte de Varsovie - dépassent de beaucoup leurs plafonds.

Tout en respectant les maxima assignés par régions, des pays de l'OTAN les mieux armés pourront donc céder leurs équipements excédentaires parmi les moins anciens à certains de leurs alliés qui voudraient se renforcer. Selon le haut commandement de l'OTAN, ce sera le cas des Etats-Unis et de l'Allemagne, qui livreront leurs surplus à l'Espagne, au Danemark, à la Turquie, à la Grèce, à la Norvège et au Portugal pour une somme évaluée à plus de 600 millions de francs au total.

Le principal bénéficiaire de ces transferts d'armements sera la Turquie, qui recevra un millier de chars M 60 et Leopard, quelque six cents blindés et soixante-dix pièces d'artillerie. Par souci d'équilibre entre deux pays qui ont un différend de longue date, la Grèce doit hériter de sept cents chars, cent cinquante blindés et soixante-dix canons. Cette opération, selon le commandement allié, a l'avantage de moderniser l'armement des pays du flanc sud de l'Europe, dont l'un, la Turquie, qui a une frontière avec l'Irak, a été et continue d'être en première ligne depuis la crise du Golfe.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
ARTS et SPECTACLES

## TOUT POUR REUSSIR en MÉDECINE ou PHARMACIE

Classe préparatoire d'un an après le bac D ou C. Renforcement scientifique approfondi et étude du programme de 1<sup>ère</sup> année « à blanc ». 70 % à 80 % de réussite au 1<sup>er</sup> concours !  
CEPES 57, rue Charles Laffitte 92200 Neuilly 47 45 09 19

Votre plaisir grimpe quand nos prix baissent, alors JE VOUS OFFRE « CARREMENT » LES MEILLEURS

SOLDES DE LA MODE!

► LE DÉLIRE : la beauté et la qualité des articles, les stocks fabuleux, le chic des dessins et des coloris. ► LA MAGIE : des prix souvent diaboliques et combien de merveilleuses surprises ! ► AMOUREUX : effectivement, il faut être fou de la mode, pour user de telles performances. ► DES SPLENDEURS DE TISSUS... DEPUIS 15 F LE MÈTRE!

RODIN  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Bourse de Paris  
Matières du 16 juillet  
Légère hausse

Les valeurs françaises ont ouvert en hausse, mardi matin, à la Bourse de Paris. En avance de 0,15 % au début des échanges, l'indice CAC 40 portait ses gains à 0,4 % aux alentours de 11 heures. La cotation de l'action SAE a été suspendue sur le marché à règlement mensuel. Cette décision serait liée à l'intention affichée par M. Pédigé de se désengager de la SAE, dont il détient 33,08 %.

SYM Mac

## TOUT SUR LE SYSTÈME 7

Votre bon vieux Macintosh change de braquet. Un tout nouveau système d'exploitation arrive en fanfare : le Système 7. Dans un dossier exhaustif, SYM MAC vous dit tout ce que vous pouvez en attendre et vous présente les fonctions, les trucs et les trésors cachés du Système 7.

Et aussi :

- Un cerveau artificiel : les réseaux neuronaux s'installent dans les ordinateurs
- Le maître de musique : un logiciel d'apprentissage du solfège
- Jeux sur Macintosh : à lire en branzant l'air du bureau

Et comme chaque mois, le cahier pratique avec toutes les astuces pour aller plus vite, plus loin avec votre Macintosh.

LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE "MAC".

كتاب النظم